la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

N° 424. — Nouvelle série, n° 123. JANVIER 1958 - PRIX : 100 francs

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 600 fr.
Un an .... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 700 fr.
Un an .... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 424 - Janvier 1958

ENTRE NOUS

Notre ami Guilloré n'est pas content de l' « Entre nous » de décembre. Il nous le dit en ces termes : « Je ne suis pas fou de « France-Observateur », non plus de « l'Express » (encore que ce dernier soit un excellent hebdomadaire). Mais la « R.P. » ne peut pas être lue que par les anges ; si elle doit être lue, ce sera, pour une bonne partie, par des gars qui lisent aussi « France-Observateur » ou « l'Express ». Il n'est pas indispensable — au moins dans l' « Entre nous », qui engage l'équipe de rédaction — de prendre ainsi ses distances. Sauf, bien entendu, sur des cas bien particuliers et explicités. Surtout, si c'est pour verser un pleur sur feu « Demain ». La « R.P. » est autre chose, cela suffit. Elle n'a pas à « se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale. »

Guilloré a raison, au moins sur un point. L' « Entre nous » engage toute la rédaction et doit par conséquent ne rien porter qui puisse gêner l'un... d'entre nous. Mais le « cuisinier » s'excuse. Il n'a pas voulu engager une polémique sur les mérites des hebdomadaires de gauche. Il entend se limiter dans l' « Entre nous » à prouver la nécessité de la « R.P. ». Nous avons des abonnés qui lisent « l'Express » et « France-Observateur ». Nous en avons qui lisaient « Demain ». Nous voulions simplement tirer quelque enseignement de la disparition de celui-ci et du succès relatif de ceux-là. Constater d'une part la difficulté de faire vivre un organe socialiste qui ne soit pas dans la ligne molletiste, d'autre part la nécessité de maintenir notre effort de clarification, devant la persistance d'illusions sur le régime soviétique...

Nous sommes également d'accord avec Guilloré pour affirmer à nouveau que la « R.P. » c'est autre chose...

Seulement nos meilleurs amis ne comprennent pas toujours ce que représente cette autre chose...

Engager de libres débats sur tous les problèmes internationaux, sur l'Algérie, sur le national-stalinisme... c'est sans doute utile, mais ce n'est pas ce qui prouve notre originalité. Ou plutôt la portée de ces libres débats dépasse les sujets traités. Il s'agit de recréer une opinion ouvrière. Il s'agit d'habituer les militants ouvriers à penser hors des slogans et des consignes. Afin de les encourager à se déterminer sur les problèmes propres de la classe ouvrière, et d'abord sur les actions ouvrières, les ambitions ouvrières, les organisations et les institutions ouvrières.

C'est en pensant d'abord à cet objectif essentiel que nous devons orienter notre rédaction et notre diffusion.

Nous avons éprouvé une légitime fierté en constatant que pour la première fois notre tirage ne suffisait pas pour répondre aux demandes. Notre numéro de novembre contenant l'article de Camus est totalement épuisé. Nous nous en excusons auprès de tous ceux qui n'ont pu recevoir les exemplaires qu'ils avaient demandés.

Cette exception pourrait devenir la règle, si chacun dans son syndicat, dans sa corporation, dans les groupements ouvriers qu'il fréquente, prospectait sérieusement les militants capables de s'intéresser à la « R.P. » et qui sont plus nombreux qu'on ne le croit.

Le gérant : J.-P. FINIDORI — Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

" LES TROIS SCISSIONS SYNDICALES "

Monatte a réuni en volume, sous le titre « Les trois scissions syndicales », un certain nombre d'études, les unes inédites, la plupart publiées ici et là, mais particulièrement dans la Révolution prolétarienne. *Elles aideront à comprendre les causes des scissions et rappelleront les espérances du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914. Il nous a communiqué l'introduction à ce volume, que nous publions ici.*

De 1946 à 1957

Où en est le mouvement syndical français ?

Avec ses trois ou quatre Confédérations, il est forcément divisé, donc affaibli. Affaibli matériellement et moralement.

Le total des syndiqués, de toutes les centrales, reste fort bas. Deux salariés sur dix appartiennent-ils à un syndicat ? La plupart des autres semblent plutôt indifférents et se contentent de bénéficier des améliorations qu'arrachent leurs camarades syndiqués.

Moralement, il n'en va pas mieux. La concurrence entre organisations ne constitue pas un stimulant. Les polémiques entre elles portent plus sur les questions secondaires que sur les vrais problèmes posés à la classe ouvrière. Trop souvent elles détournent même de ces problèmes. On ne voit guère loin. Un corporatisme étroit, des luttes sordides entre catégories ont remplacé les visées plus hautes et plus larges.

L'esprit révolutionnaire d'hier ne conduisait-il pas à négliger les revendications journalières ? Nullement. Les ouvriers révolutionnaires ont été presque toujours les plus résolus à poursuivre les réformes.

Aujourd'hui, trop souvent, le syndiqué est apathique. Il n'est pas allé au syndicat pour se battre, mais pour se dispenser de tout effort personnel. Le syndicat n'est aux yeux de beaucoup qu'une société protectrice, non des animaux bien sûr, mais des travailleurs sans courage. On paye sa cotisation syndicale comme on règle sa feuille d'impôts.

De bien des côtés, on se lamente sur le bas niveau intellectuel et moral du mouvement. Il est, répliquent certains, ce que peut le faire une classe ouvrière déprimée, d'ailleurs écrémée de ses éléments les meilleurs, vidée par le travail en grande série de l'intelligence dont avait besoin hier l'ouvrier de métier et que son propre travail développait. Le robot a pris la place de trop d'ouvriers qualifiés. La solidarité au travail, à l'atelier, à l'usine, au bureau, serait en baisse. On vivrait chacun pour soi. Pour soi et contre les autres.

Il es probable que le fonctionnaire syndical est de moins en moins doublé d'un militant. On veut faire carrière, non se battre pour une idée et se dévouer à sa classe. On se regarde comme un expert, souvent comme un chef ; non comme le simple porte-parole de ses camarades de travail et leur entraîneur à l'occasion. Les circonstances ont changé sans doute. Un permanent syndical a besoin de plus de connaissances qu'hier. Certains parlent même de l'utilité d'un syndicalisme supérieur, pourvu d'experts techniques et économiques, capables de se retrouver dans les problèmes administratifs et sociaux aussi bien et mieux que les patrons. Tout cela est évidemment nécessaire, mais l'obtient-on avec la sécheresse d'esprit et de cœur actuelle ? Alors qu'il faudrait beaucoup plus, où sont les monographies d'industries d'autrefois, les historiques de grandes grèves qui montraient qu'on avait compris ces mouvements et tiré leur leçon, les brochures de toutes sortes sur les petits et les grands problèmes ? On lit beaucoup moins, paraît-il. On pense beaucoup moins aussi. Il se dépense beaucoup moins d'initiative en haut comme en bas. Plus d'hommes comme Merrheim dans les métaux, comme Picart dans le bâtiment, comme Vallet et Monbrumaud dans les P.T.T.

Dans ces conditions, fini l'espoir en l'émancipation des travailleurs, fini l'effort individuel des syndiqués, fini l'effort collectif du mouvement pour réaliser un jour prochain l'émancipation de tous les ouvriers ? Cette variété originale de socialisme qu'était le syndicalisme révolutionnaire, pour qui le syndicat était le groupement essentiel de la classe ouvrière, qui avait semblé faire revivre le socialisme ouvrier de la Première Internationale, avec ses conceptions de l'action directe et de la grève générale, est-elle définitivement morte ? Ou simplement endormie.

D'où provient cette baisse de vitalité du mouvement syndical français ?

Elle tient pour la plus grande part à trois causes au moins. D'abord aux trois scissions qu'il a connues, en 1921, en 1939, en 1947. Au découragement, à une sorte d'épuisement physique, provoqué par les deux guerres mondiales et au sentiment d'impuissance à lutter contre elles. Ensuite, au désenchantement éprouvé devant les résultats

donnés par les révolutions sociales de ces quarante dernières années, tant par les révolutions qui ont apparemment réussi que par celles qui ont échoué. Plus encore par celles qui ont tenu mais en reniant leurs objectifs du début, en caricaturant le socialisme, en apportant l'oppression au lieu de l'émancipation ouvrière.

Tout cela, sans parler d'une industrialisation accélérée et d'une extension du domaine de l'étatisme.

A-t-on remarqué que les deux premières scissions sont sorties de la guerre ? La première scission, celle de 1921, est une conséquence de la guerre de 1914-18 et non de la révolution russe d'octobre 1917 ; la deuxième scission, celle de 1939, a éclaté directement du pacte germano-russe, signé par Molotov et Ribbentrop, qui devait ouvrir les écluses de la seconde guerre mondiale. Quant à la troisième scission, celle de 1947, ne pourrait-on dire qu'elle est liée étroitement aux conséquences de la seconde guerre mondiale puisqu'elle a été provoquée par les grèves Molotov de 1947, 48, 49, lancées en travers de l'application du plan Marshall qui avait pour objet de ranimer l'économie des pays européens épuisés par la guerre ?

On a peu et mal réfléchi sur ces trois scissions. Très vite, on a oublié ce que l'on avait compris ou paru comprendre sur le moment. Les légendes accréditées soit par la propagande réformiste, épaulée par la propagande gouvernementale ; soit par la propagande soi-disant communiste, épaulée par la propagande de l'Etat stalinien russe, ont tout brouillé, tout faussé.

La classe ouvrière n'a plus vu que la première scission marquait la victoire des tenants de l'union sacrée, consacrait la revanche de la collaboration sociale, du millerandisme tant honni après 1900 et le triomphe du social-chauvinisme, donc la liquidation du syndicalisme révolutionnaire.

Qui pense encore que la C.G.T. de 1939 se brisa, non sur le terrain de classe, mais sur le terrain national. D'un côté, les organisations syndicales qui, avec Frachon, approuvaient le scandaleux pacte germano-russe ou qui n'osaient pas s'en désolidariser ; de l'autre, les organisations qui, avec Jouhaux, en étaient scandalisées.

On peut dire que les scissions ont été l'œuvre des événements plus que des hommes. L'unité ne s'est faite qu'à la faveur de grands remous, où la classe ouvrière a ressenti le besoin impérieux de rassembler ses forces. C'est le 6 février 1934 et la menace fasciste qui ont rendu nécessaire la réunification qui s'est faite au Congrès de Toulouse.

Il en sera probablement de même demain. Une déclaration comme celle de Forestier, Lapeyre et Pastre cette année, à la veille du congrès de la C.G.T., a eu le grand mérite de maintenir présente l'idée de l'unité syndicale à refaire. Elle a obligé les militants des différentes confédérations à ne pas l'oublier, à penser aux conditions nécessaires à s'y préparer. Le résultat paraît encore maigre. Qu'en sait-on ? Il est difficile de le mesurer. Pas grand écho au sein de F.O., ni de la C.F.T.C., personne de celle-ci n'ayant été appelé à contresigner cette déclaration d'unité. Quant à la C.G.T., le gros morceau, son congrès n'a guère paru appuyer Pastre. Les apparences sont quelquefois trompeuses. Frachon a été, dit-on, assez inquiet. Il aurait dû, juste à la velile de son congrès, faire opérer une révision soigneuse des délégués de syndicats, au moins dans la région parisienne. D'où une dépense de plusieurs centaines de milliers de francs en frais de taxis. Mais un résultat qui a mis la puce à l'oreille à pas mal : sur un peu plus de mille délégués, près de mille membres du parti ; une atmosphère de congrès susceptible de semer la crainte au cœur des opposants possibles. Et surtout cette constatation que dans un congrès de la C.G.T. française domestiquée au parti stalinien, il ne s'est trouvé qu'un délégué, celui des gardiens de prison, pour donner le ton ouvrier et défendre la Hongrie écrasée par les tanks russes. L'attitude de Pastre n'a pas été tellement vaine.

Il faut compter sur les événements, mais quand ils surviendront, car ils ne peuvent pas ne pas survenir, il faudra que les militants soient là pour les exploiter. Pas d'hommes au moment décisif, l'occasion sera perdue, d'où l'utilité de poursuivre sans répit le rassemblement des partisans de l'unité dans les différentes confédérations et dans les syndicats autonomes. La déclaration de Forestier, Lapeyre et Pastre ne doit pas être un geste sans lendemain. Il le faut d'autant plus que chez beaucoup de camarades s'est ancrée la crainte que toute réunification ne puisse se faire qu'au bénéfice des staliniens. Au lendemain du congrès de réunification de Toulouse, ils eurent vite fait de mettre la main sur l'organisation, par leur dynamisme, alors qu'en face, on restait inactif. Après la Libération et la nouvelle réunification, pareille situation, même dynamisme d'un côté, même inaction de l'autre, en haut et en bas, surtout en bas.

Pourquoi cela ? Parce qu'en face des staliniens, il n'y avait pas d'hommes portés par une grande idée, pas de militants conscients de la partie qui se jouait, ayant une conception solide et un dévouement à toute épreuve. Rien à faire tant qu'il n'y aura pas au chantier, à l'usine, au bureau, des hommes décidés et capables de tenir tête aussi bien aux staliniens qu'aux patrons. Quand il y aura ces hommes, les événements pourront survenir ; la réunification syndicale se fera cette fois de manière durable et vraiment profitable pour la classe ouvrière.

C'est pour y contribuer que je me décide à réunir de vieilles études publiées ici et là, particulièrement dans la *Révolution prolétarienne*, depuis la Libération. Elles peuvent au moins aider à réveiller des souvenirs utiles, aider à comprendre le tourbillon dans lequel le mouvement s'est trouvé pris juste au lendemain de la deuxième guerre mondiale. On ne peut avoir les pieds solides si l'on n'a pas compris les causes exactes des trois scissions syndicales et particulièrement de la dernière. Non plus si l'on ignore ou si l'on sait mal ce que voulait le syndicalisme d'avant 1914. C'est pourquoi j'ai rassemblé un certain nombre d'études qui pourront paraître au premier abord sans lien véritable, mais qui, en fin de compte, fourniront un tableau d'ensemble permettant de comprendre comment les espérances d'hier se sont changées en désillusions terribles.

Nous avons entendu tant de déclarations contradictoires, nous avons été soulevés par tant d'événements et rejetés à terre par tant d'autres, qu'il est compréhensible que beaucoup ne s'y retrouvent plus, qu'ils ne voient plus le droit chemin. Avons-nous été assez ballottés depuis la Libération ?

Ainsi, en 1945, Monmousseau, secrétaire de la C.G.T., déclarait dans un meeting d'ouvriers parisiens du bâtiment que, dans la situation présente, la grève était l'arme des trusts contre la nation et contre la classe ouvrière. C'était la doctrine en cours chez nos staliniens. Pas de grèves, comme en Russie et dans les démocraties

soi-disant populaires. Deux années après, en 1947, grèves partout, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest. Que s'était-il donc passé ? Comment les circonstances avaient-elles changé ? Quel congrès confédéral avait-il donné aux Monmousseau du bureau confédéral et à tout l'appareil syndical, des directives absolument différentes ?

Il s'était passé tout simplement que Maurice Thorez n'était plus vice-président du Conseil et, partant, que la conquête de l'Etat français n'était plus possible de l'intérieur, il ne restait plus qu'à la tenter de l'extérieur. D'où le lancement de grèves en tous lieux et de toute importance. L'Etat, déjà si fragile, secoué si violemment, ne pourrait que s'effondrer. Le changement de tactique n'avait pas d'autre explication. C'est ainsi que la grève, hier arme des trusts, était devenue ou redevenue l'arme des staliniens.

Aucun doute, Molotov l'a signifié crûment à Bevin et Bidault, les ministres des Affaires étrangères d'Angleterre et de France. Bevin l'a déclaré en fin janvier 1948 à la Chambre des Communes. Si l'Angleterre et la France, leur avait dit Molotov, poursuivent la réalisation du plan Marshall, elles iront au-devant du grabuge et même de l'ouragan. Ces menaces n'avaient pas tardé à se traduire en grèves, ces vagues formidables de grèves de 1947, de 1948 et même de 1949.

A la sortie de la deuxième guerre mondiale, l'économie des pays belligérants d'Europe, celle de la France plus particulièrement, était dans un piteux état. Comment échapper au chômage et à la misère ? Comment remettre à flot l'économie nationale, réparer les ports, ramener un trafic normal des transports, reconstruire ponts, usines, maisons ? Impossible sans l'aide des Etats-Unis. Mais si l'économie française est renflouée, plus de crise sociale à brève échéance, donc plus de coup de force stalinien facile et possible. La proie n'est plus toute prête. Haro sur le plan Marshall. La grève cesse d'être l'arme des trusts. Monmousseau change immédiatement de disque. Pas besoin de consulter les travailleurs et les syndicats, inutile de réunir un congrès confédéral. Les instructions russes suffisent largement. Ces grèves sont-elles véritablement au service de la classe ouvrière française ? Elles ne servent que les visées de la Russie stalinienne.

Les menaces de Molotov adressées à Bevin et à Bidault, Bevin les a fait connaître à la Chambre des Communes, Bidault n'en a point fait part à la Chambre des députés française. Cela tient peut-être à la différence entre le personnel politique des deux côtés de la Manche et à la faiblesse de notre propre démocratie. On n'ose rien dire. On n'ose rien regarder en face.

Si le secrétaire confédéral Monmousseau proclamait en 1945 que la grève était alors l'arme des trusts, un de ses collègues du bureau confédéral, Racamond, venu lui aussi de l'ancienne C.G.T.U., avait fait en fin 1944 une déclaration non moins significative aux militants d'une Union départementale. Ces militants, pressés par les travailleurs de la région, envisageaient une action revendicative. N'en faites rien, leur conseillait Racamond. Attendez. Attendre quoi ? Eh bien, que l'Allemagne soit soviétisée. Quand elle le serait, alors tout serait possible. Il ne s'agirait plus de revendications partielles ou corporatives, mais de la prise du pouvoir et de l'instauration des Soviets en France. Racamond ajoutait que les Anglo-Américains seraient alors chassés d'Europe. Ce n'était pas la pensée personnelle de Racamond, mais comme pour Monmousseau, la pensée des dirigeants communistes de Russie, partant de ceux de France, y compris les militants communistes des syndicats.

Ces déclarations caractéristiques, l'une enregistrée par *l'Humanité*, l'autre qui nous parvenait directement et qui n'a pu être ignorée dans les milieux ouvriers bien informés, ne semblent pas avoir frappé l'attention des membres non communistes du bureau confédéral. L'un d'entre eux, Raymond Bouyer, homme de confiance de Jouhaux, déclarait vers le même temps : « Les communistes ont enfin compris. Ils sont venus sur notre plateforme. Désormais on peut travailler en plein accord. »

Douce illusion, cruelle ignorance surtout. Parce que les communistes, disons plus exactement les staliniens, se prétendaient aussi patriotes que les réformistes, ceux-ci jugeaient qu'ils étaient enfin les uns et les autres sur le même terrain. C'est là évidemment qu'il faut rechercher la source des erreurs commises par Jouhaux et ses amis, erreurs qui persistèrent longtemps, peut-être jusqu'à aujourd'hui.

Il ne s'agissait pas d'une commune plateforme ouvrière. Les adversaires d'hier étaient réunis par un même sentiment. Peut-être aussi, du côté réformiste, par l'espoir que la Russie renflouerait le Bureau international du Travail et ses organes annexes. En fait, les staliniens menaient leur jeu, abusant sans grand'peine leurs crédules adversaires de tendance.

Un événement devait jeter bas ces illusions si légères. Le refus par les Russes de laisser appliquer le plan Marshall. Dans les démocraties populaires naturellement, mais en France aussi. Les grèves Molotov étaient lancées en travers de son application.

Refus brutal des Russes. Incompréhension des réformistes ou lenteur à comprendre ? Il semble qu'on ait mis beaucoup de temps à comprendre. Peut-être n'y est-on pas parvenu, puisque Bothereau, quelques années plus tard, pouvait dire que la victoire finale des Russes était fatale, que tout ce qu'il était possible de tenter, c'était de la retarder.

La scission qui se produisit dans les centrales syndicales de France et d'Italie, les deux pays qui avaient le plus besoin du plan Marshall pour ranimer leur économie, devait tout naturellement s'étendre à la Fédération syndicale mondiale. Plus de dix ans ont passé. A-t-on compris sur-le-champ les causes de ces scissions ? On peut en douter. Les états-majors des syndicats libres y sont-ils enfin parvenus ? Il faut le souhaiter, mais un doute reste malgré tout.

Ce qui incline au doute, c'est le mal qu'on se donne pour expliquer que la scission syndicale était après tout assez naturelle, pour ne pas dire fatale ; suivant d'aucuns, l'unité de la classe ouvrière serait un rêve. La classe ouvrière n'est pas unie, mais formée de morceaux disparates. Quel lien entre le manœuvre et le cadre, supérieur ou non ? Chaque catégorie n'aurait que des intérêts particuliers et ne serait pas liée aux autres catégories par un intérêt de classe. Alors, pourquoi des Fédérations ? Pourquoi des C.G.T. ? Pourquoi des Internationales syndicales ? Si l'unité de la classe ouvrière n'était qu'une chimère romantique, on comprendrait mal qu'il y ait un esprit bourgeois et un esprit ouvrier, un monde bourgeois et un monde ouvrier. Aux frontières de chacun de ces mondes, qu'il y ait une zone d'interpénétration, c'est possible ; il n'en reste pas moins que le monde ouvrier existe, que les diverses catégories qui le composent sont liées par le sentiment d'être exploitées et par la volonté de

se libérer un jour, volonté que le mouvement syndical a pour rôle et pour devoir d'interpréter. C'est à lui de faire comprendre et sentir aux diverses catégories tout ce qui les unit et à nourrir une vaste et réelle solidarité chaque jour plus forte. Dans la mesure où ce sentiment de solidarité se développera, l'unité syndicale, reflet de l'unité ouvrière, reprendra force. Si l'unité syndicale est si fragile, cela provient peut-être d'un glissement ouvrier vers l'esprit bourgeois. On a honte d'être ouvrier au lieu d'en être fier. On envie les parasites et les exploiteurs bourgeois, au lieu de mettre son espoir dans un monde rebâti sur le travail et sur la justice.

Une autre explication, mirobolante celle-là, a été donnée de la scission syndicale. L'unité syndicale tiendrait du mythe fasciste. Ses partisans seraient des totalitaires qui s'ignorent. Rien que cela, pour Gaston Tessier, de la C.F.T.C. et pour Alexandre Hébert, de F.O. Il y a de quoi être confondu ! Ces camarades se sont-ils donné la peine de rechercher sur quoi repose le mythe fasciste ? Sans grande peine, ils auraient vu que le fascisme, l'italien comme l'allemand, comme le russe, repose sur la race, sur la nation et sur l'étatisme. Pas sur la classe. Ce n'est pas un hasard si le syndicalisme, dans son effort pour rassembler la classe ouvrière, s'est heurté non seulement au capitalisme, mais encore au nationalisme et à l'étatisme. L'un repose sur la classe, l'autre sur la race. Comment peut-on les confondre ? Lorsque Hébert, dans *la Commune* de juillet 1957, a reproféré cette lourde erreur, je me suis étonné, d'abord qu'on l'ait accueillie, mais surtout que personne ne lui ait répondu.

De telles explications caractérisent le désarroi qui règne dans les esprits. Les trois scissions ont affaibli matériellement le mouvement syndical. Elles ne l'ont pas moins affaibli intellectuellement et moralement. Il ne faut pas en être supris. Quand on regarde cinquante ans en arrière, on est obligé de constater que le sang du mouvement a subi deux graves empoisonnements. L'un en 1914-1918, celui des « redevables », pour reprendre l'expression de Georges Dumoulin dans son étude de 1918. L'autre, celui de la bolchevisation, en 1924-1930 et depuis. On pourrait penser que le premier empoisonnement a particulièrement atteint l'aile droite du mouvement syndical, tandis que l'autre aurait surtout frappé l'aile gauche. Il n'en est rien, hélas ! Ceux qu'avant 1914, on avait appelé les « braillards » — Griffuelhes dixit — s'étaient rués des premiers sur les galons et sur les sursis d'appel. Et regardez ce qu'il est advenu dans la minorité révolutionnaire de 14-18. Merrheim, Dumoulin, Million, qui avaient été les plus en vue des premiers opposants, ont lâché pied avant la fin de la guerre et ont rendu impossible le redressement de la C.G.T. Trois fonctionnaires syndicaux, un secrétaire confédéral, un secrétaire fédéral, un secrétaire d'Union départementale. Le fonctionnarisme syndical avait-il rongé leur force de caractère ?

A la sortie de la guerre de 14-18, disparition à peu près complète de la génération de militants d'avant-guerre. Certains n'étaient pas revenus du front. D'autres avaient été écrasés moralement par la guerre. Quant aux redevables, il en était de deux sortes. Ceux qui n'en étaient pas fiers et qui se retiraient dans leur coin pour toujours, ceux qui étaient rendus fanatiques. Si bien que nous nous sommes sentis affreusement seuls, les quelques anciens qui tenions bon.

Une nouvelle génération montait, il est vrai, forcément inexpérimentée. Combien parmi elle, attirés par le rôle à jouer, le désir d'être commissaire du peuple de ceci ou de cela ? Du dévouement sans nul doute, une réelle capacité de sacrifice, mais peu d'effort pour comprendre et juger par soi-même. Des hommes capables de passer brusquement d'un point de vue à un autre tout opposé. J'oublierai difficilement le cas de Cadeau qui se trouva le premier dans une assemblée du parti à nous dire en 1924 que notre place était en dehors. Lui, venu de l'anarchisme, était passé du premier bureau de la C.G.T.U., anticommuniste à tout crin, au secrétariat du parti. Je pense aussi à Colomer qui avait poussé à la scission au congrès minoritaire de fin 1921, sautant de l'anarchisme au parti.

Le syndicalisme avait nourri de grandes ambitions. Quel groupement pouvait mieux que lui représenter les travailleurs ? Une lourde tâche lui revenait. Pelloutier l'avait tracée : « Poursuivre plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres ». D'hommes fiers et libres, a dit une autre fois Pelloutier qui tenait à cette formule.

Nous en sommes loin aujourd'hui. Finis les grands espoirs ? La révolution politique a repris le dessus. Le syndicat a été relégué au second rang. Le parti a pris le rôle essentiel. A lui d'édifier la société nouvelle, par le moyen de l'Etat ouvrier. De même qu'après la Première Internationale, la social-démocratie avait établi son influence, plus politique qu'économique, sur le mouvement ouvrier mondial ; après le syndicalisme, le parti communiste a capté les aspirations révolutionnaires des travailleurs dans presque tous les pays.

A son tour, il a fait faillite. Il n'a pas été capable de bâtir en Russie le véritable Etat ouvrier qu'il avait annoncé. Il n'a édifié, au prix de quels sacrifices pour la classe ouvrière russe, qu'un état totalitaire semblable au fascisme et au nazisme. Il peut faire illusion encore. Plus pour longtemps.

L'Etat totalitaire russe, en procédant à une industrialisation forcenée, a créé un vaste prolétariat qui lui règlera son compte comme le marxisme nous l'a appris. Un prolétariat qui sent l'oppression matérielle et morale que fait peser sur lui, depuis des dizaines d'années, la nouvelle classe des exploiteurs venus du parti. Il cherche obscurément depuis longtemps déjà, les voies de sa libération. Il les trouvera. Les grèves des camps de concentration de Vorkouta, les soubresauts du couvercle de la marmite stalinienne, sont des signes qui ne trompent pas.

Impossible cette libération, tant sont fortes en Russie la police et l'armée ? La police et l'armée s'évanouiront devant la classe ouvrière en mouvement quand la révolution sera mûre. Déjà, en Hongrie, des bataillons russes ont refusé de tirer sur les insurgés. Demain, chez eux, ils passeront du côté de la révolution et la feront triompher.

Les ouvriers russes, en vêtements de travail ou en uniforme, savent qu'ils ont été trahis par leurs soi-disant représentants du peuple. Ils en tirent, ils en tireront la leçon. Ils ne le peuvent qu'en revenant, à la lumière de leur propre et dure expérience, aux grandes idées de la Première Internationale et du syndicalisme révolutionnaire. Ils se le doivent à eux-mêmes, ils le doivent aussi aux travailleurs de tous les pays.

Le syndicalisme va-t-il connaître une nouvelle grande période ? Dans dix mois ou dans dix ans ? Il n'est pas interdit de le penser, mais à condition que la classe ouvrière, chez nous comme ailleurs, soit capable d'un tel effort.

Pierre **MONATTE.**

RÉVISION DOCTRINALE OU ABANDON ?

Il est souvent question de « repenser » le syndicalisme et le socialisme. On s'en féliciterait s'il s'agissait d'une adaptation des doctrines et des méthodes à l'évolution des techniques.

En fait on nous propose trop souvent une révision totale du syndicalisme et du socialisme. On veut consacrer l'abandon de la lutte de classe, nier formellement l'efficacité de l'action purement ouvrière.

Prise de position que l'on veut justifier par l'examen des phénomènes économiques et sociaux du vingtième siècle.

Mais alors pourquoi aggraver la confusion en usant de termes « anachroniques » pour désigner des systèmes totalement différents de ceux que l'on a rejetés. On connaît la corruption du christianisme primitif par les différentes églises chrétiennes. Aucune cependant ne renie la Révélation, la mission divine du Christ.

Le socialisme peut-il se concevoir sans légitimer le droit de la classe ouvrière à l'héritage du capitalisme ? Le syndicalisme a-t-il d'autres raisons d'être que l'action purement ouvrière, l'organisation ouvrière, l'espoir d'institutions ouvrières ?

En lisant le livre de Lucien Laurat : **Problèmes actuels du Socialisme**, nous avons senti toute la gravité des révisions proposées. Les titres des chapitres suffisent à souligner celle-ci : « **La propriété devient un no-man's land — Dispersion de l'autorité — Dissociation de la classe capitaliste — Différenciation de la classe salariée — Déprolétarisation du travail — Prééminence du consommateur** », etc.

Cependant nous n'engagerons pas le débat sur le fond, c'est-à-dire sur les transformations de l'économie et de la société. Nous chercherons à déceler, par trois exemples — peut-être arbitrairement choisis — la tendance fondamentale de la révision proposée.

L'un appartient au passé. Il s'agit de cette expérience de juin 1936, dont le syndicalisme et le socialisme avaient tiré quelque fierté. Les deux autres restent actuels : la grève dans les services publics ou la grande industrie ; le problème colonial.

Choix arbitraire, peut-être. Mais opinions singulièrement édifiantes.

LA FACHEUSE EXPERIENCE DE 1936

On peut résumer ainsi le jugement de Laurat sur les événements de juin 1936 (1) :

« **Les acteurs de juin 1936 étaient restés enfermés dans le cercle magique de la lutte des classes traditionnelles du XIX° siècle, salariat contre patronat. A première vue, l'action directe des salariés semble avoir été d'une efficacité certaine. Les avantages sociaux conquis permirent à la France de ne plus rougir de sa politique sociale.**

« **Mais les détenteurs de la puissance se contentaient d'observer le spectacle. Les occupants des positions-clés, retranchés dans le secteur abrité, relevèrent les prix des matières de base et restreignirent les crédits. Hausse des prix au bout d'un an ou deux qui avait dévoré le relèvement des salaires. Situation catastrophique des petites et moyennes entreprises.**

« **Double incompréhension : la classe salariée n'avait pas compris que l'action directe atteignait de moins en moins un capital devenu anonyme. Les patrons s'étaient opposés à des contacts réguliers et suivis avec les organisations syndicales.** »

Il serait peut-être utile de rappeler que le synchronisme ou la succession de deux phénomènes n'implique nullement que l'un soit fatalement l'effet de l'autre.

En 1936, avant les journées de juin, les élections avaient assuré, par la victoire du Rassemblement populaire, le succès d'un programme qui ne se confondait certes pas avec le plan de la C.G.T. dont Laurat fut un des rédacteurs, mais s'en inspirait quelque peu. Les journées de juin 1936 ont eu comme résultat incontestable de désarmer l'opposition politique et parlementaire. Le gouvernement Blum obtint sans difficultés et à un rythme unique dans l'histoire législative, le vote de tous les projets présentés de juin à la clôture de la session.

Or, le plan et les chapitres économiques du programme avaient justement pour objet d'envahir le « secteur abrité » pour le dissocier et désarmer ses maîtres. Les grandes nationalisations : en particulier, celle de la Banque de France et de la S.N.C.F., immédiatement entreprises, accomplissaient, au moins partiellement, ce que Laurat juge essentiel. Si l'opération n'a pas réussi, c'est parce qu'elle était insuffisante, mal conçue ou mal menée. Que les rédacteurs du plan et du programme, les responsables politiques en débattent entre eux, sans se réconcilier sur le dos... du lampiste, c'est-à-dire de la classe ouvrière !

Quant à la hausse du prix de la vie... ne s'explique-t-elle pas par la hausse des prix mondiaux (indice de rétablissement d'un marché normal après la crise catastrophique de 1929)... aussi, par la survalorisation des prix français dus pour une bonne part à une technique industrielle et commerciale anachronique... Les conquêtes sociales de juin 1936 — quoi que disent aujourd'hui ceux qui charcutent dans les statistiques pour nourrir leur thèse — ne provoquèrent nullement ce handicap, car leurs conséquences n'étaient pas encore incorporées dans la réalité économique lorsque Blum et Auriol furent contraints (en septembre 1936) à une dévaluation de la monnaie que des esprits avertis jugeaient nécessaire, bien avant juin 1936.

Léon Blum et Daladier (au cours de leur procès de Riom en 1942) ont victorieusement confondu ceux qui attribuent à la semaine de 40 heures la cause de l'affaiblissement économique de la France (2).

On triomphe facilement à l'aide de statistiques de production qui ne signifient rien sans interprétation. Car d'une part, la réduction de la semaine de travail devait déterminer une adaptation technique dont le patronat français se révéla incapable soit par insuffisance congénitale, soit par parti pris politique et social (sans doute les deux explications sont-elles valables). D'autre part, c'est simplifier dangereusement l'histoire que de ne pas vouloir distinguer deux périodes : **celle de 1929 à 1936 dominée par la crise et l'après-crise, celle de 1937 à 1939 dominée par l'avant-guerre où l'industrie des armements se développa, hors des normes du marché.**

Quant à l'argument contre les journées de juin d'une hausse du prix de la vie sensible **au bout d'un an ou deux,** c'est regretter rétrospectivement une imprévoyance... naturelle. On peut tout aussi légère-

(1) Nous avons célébré cette expérience dite fâcheuse, dans la « R. P. » de mai 1956 sous le titre : « La magnifique explosion de juin 1936 ».

(2) Cf. article déjà cité. « R. P. » mai 1956.

ment — mais pas plus — opposer une autre hypothèse aux « prévisions » à retardement de Laurat. S'il n'y avait pas eu les journées de juin et si une hausse des prix sensiblement égale s'était produite, quelle aurait été la situation des ouvriers en 1938 ? Là encore, les « moyennes générales » expriment mal la complexité des choses. En fait, ce furent d'abord et surtout les agents des services publics qui souffrirent de la hausse des prix. La stabilité nominale de leur rémunération — dommageable dès la fin de 1936 — avait été d'ailleurs relativement avantageuse de 1930 à 1934 (le gouvernement Blum annula immédiatement les décrets-lois qui, en 1934 et 1935, avaient amputé les traitements publics d'une fraction à peu près équivalente à celle qui avait déjà été soustraite aux salaires privés).

Mais ce que Laurat oublie, c'est de nous préciser comment on aurait transformé une politique sociale — **honteuse d'après lui** — sans les journées de juin. On doit à celles-ci : la loi des 40 heures (qui reste loi loi, malgré des dérogations regrettables qui majorent le salaire ouvrier en altérant la dignité ouvrière), les vacances payées, la généralisation et la législation des conventions collectives, l'institution des conseils d'entreprise, la reconnaissance en fait du droit syndical, la revalorisation relative des salaires anormalement bas... conquêtes qui demeurent dans l'essentiel, malgré pas mal de grignotages.

Laurat pense sans doute qu'il fallait d'abord procéder à des réformes profondes économiques et politiques. Hélas ! celles-ci, ou bien ne furent pas proposées parce qu'elles n'étaient pas conçues ou parce que l'on n'avait pas la force de les réaliser, ou bien, décidées se révélèrent d'une efficacité discutable. Encore bénéficiait-on du climat de juin 1936. Sans ces journées « fâcheuses » (sic !), même si la volonté et les possibilités du gouvernement avaient déterminé de profondes transformations économiques, il est probable que le « climat » aurait été totalement différent de celui de juin 1936. Et la classe ouvrière aurait continué à souffrir, la France aurait continué à rougir **d'une politique sociale réactionnaire.**

EXPERIENCE FACHEUSE... PARCE QUE MOUVEMENT SPONTANE

Il ne s'agit pas d'une controverse purement historique. Ou plutôt il s'agit de déformations historiques qui éclairent une tendance fondamentale plus édifiante pour nous que la description — sans doute exacte — de l'évolution capitaliste.

C'est **l'hostilité au mouvement ouvrier ou populaire spontané.**

L'efficacité de celui-ci ne se mesure pas en données statistiques, en réalités immédiatement mesurables.

Henri See — un des maîtres de l'histoire économique — souligne à l'intention de « philosophes de l'Histoire », l'importance des **révoltes agraires spontanées de 1789 à 1792.** On connaît ordinairement la fameuse « Grande Peur » qui jeta les paysans contre les châteaux et pricipita la suppression des privilèges en la fameuse nuit du 4 août 1789. Mais en raisonnant comme Laurat on pourrait fort bien déceler en cette affaire une erreur d'optique et une duperie. Les privilégiés abandonnèrent sans difficultés des servitudes féodales souvent tombées en désuétude. Ce furent les grands bourgeois et les juristes dominant la Constituante et très influents dans la Législative qui résistèrent avec acharnement à la suppression pure et simple des droits représentant les redevances dues aux propriétaires des terres. Cependant, la Grande Peur avait déclenchée un mouvement dont la conclusion — l'abolition totale des droits féodaux — n'intervint que sous la Convention.

L'occupation généralisée des usines — qui ne fut pas la grève classique — provoqua aussi une sorte de Grande Peur dont la résonance n'est pas encore éteinte aujourd'hui.

Sans doute les petites et moyennes entreprises furent-elles les plus atteintes. Ce qui provoqua une sorte de révolution intérieure au sein de la Confédération générale de la Production — devenue à cette occasion Confédération générale du Patronat français — et aussi la dissociation du Rassemblement populaire : la petite bourgeoisie radicale se séparant de la classe ouvrière. **Cette double clarification pourrait être portée à l'actif des journée de juin 1936.**

CONTRE LA GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS ET LES GRANDES ENTREPRISES

Cette tendance fondamentale apparaît encore dans la condamnation de la grève dans les services publics et la critique des grèves dans les grandes entreprises propriétés de sociétés anonymes.

Parce que la grève est une manifestation de la lutte des classes telle que Marx l'a formulée : c'est-à-dire le conflit entre les ouvriers et les patrons, l'opposition entre le salaire et la plus-value.

Dans le premier cas, c'est la collectivité tout entière (c'est-à-dire en majorité les travailleurs) qui supporte la charge des revendications satisfaites.

Dans le second cas, les propriétaires n'ont pas la direction réelle des entreprises, la fiscalité ne leur laisse que des « bribes de la ci-devant plus-value »... dont la majeure partie est consacrée aux investissements. En entamant celle-ci, on détermine soit une augmentation des prix, soit une intervention de l'Etat — c'est-à-dire de la collectivité — soit l'inflation, c'est-à-dire la baisse des salaires réels, ou pire encore, **en paralysant les investissements, on provoque le chômage.**

Prétend-on découvrir ainsi de nouvelles objections aux grèves revendicatives ? Tout ce que l'on oppose à la légitimité et à l'efficacité de celles-ci était déjà formulé, à la naissance du syndicalisme des services publics, lors de l'épanouissement de l'industrialisme moderne.

On ne doit pas ignorer que déjà à l'époque héroïque de la C.G.T., les « meneurs » savaient souvent apprécier les aléas d'une grève. Sans attendre les avertissements des réalistes d'aujourd'hui, les travailleurs des services publics ont hésité longtemps avant d'engager l'action directe ; et les militants ouvriers choisissaient souvent opportunément le moment favorable de l'expansion, pour déclencher la grève dans une grande entreprise.

Personne — même parmi les zélateurs attardés de la Charte d'Amiens comme nous — ne s'est interdit de critiquer une grève, lorsqu'elle est mal engagée, vouée à l'échec ou même lorsque les avantages espérés n'en compensent pas les dangers. Encore se garde-t-on, par élémentaire solidarité, de critiquer une grève corporative pendant son cours.

Discipline que nous n'avons pas respectée, lorsqu'il s'agissait de grèves politisées, artificiellement provoquées.

Mais il n'est pas question d'étudier des cas d'espèce.

C'est une question de principe qu'il faut régler.

LE PUBLIC VICTIME DES GREVES

Les services publics fonctionnent au bénéfice de la collectivité ! Clemenceau le disait déjà, il y a cinquante ans.

Une grève dans ce secteur gêne fortement la collectivité et particulièrement l'ensemble des travailleurs. Mais toute grève engendre des inconvénients ou des dangers du même ordre. Nous avons connu des heures d'angoisse lorsqu'un arrêt du travail dans notre imprimerie suspendait une publication syndicale urgente.

C'est justement le motif essentiel de la grève.

Obliger l'employeur — ou sa clientèle — à reconnaître la nécessité du travail salarié et pour cela en suspendre brutalement l'exercice. Exactement comme la maladie prouve l'avantage de la bonne santé dont on ne mesure pas la valeur en temps normal

Ce sont bien les représentants de la collectivité qui portent la responsabilité des salaires dans les services publics. Si ceux-ci sont paralysés parce que ceux-là sont insuffisants, que la collectivité s'en prenne donc à ceux qui la représentent. Il est injuste qu'une fraction des travailleurs impose sa volonté à la majorité des travailleurs. Mais il est encore plus injuste que cette majorité oblige cette fraction à la servir pour des salaires qu'elle-même n'accepterait pas.

Ne dites pas que c'est là pousser le raisonnement jusqu'à l'absurde, qu'actuellement les employés des services publics jouissent de privilèges que certains jugent exorbitants. Pourtant aujourd'hui encore, un métallurgiste ou un linotypiste accepterait-il de permuter avec un cheminot ou un machiniste de la R.A.T.P. ? Mais, dans un passé qui n'est pas tellement éloigné, la comparaison était humiliante pour les salariés des services publics Si elle ne l'est plus, c'est grâce à l'action syndicale, grâce à l'action directe dont on conteste la légitimité. Au reste, si l'usager est gêné par une grève dans un service public, le travailleur de l'industrie privée a pu souvent s'en féliciter... après coup. Hors des barrières que les économistes et les juristes établissent, il existe une solidarité de fait entre tous les travailleurs. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que date la référence au salaire du métallurgiste dans les revendications des fonctionnaires et agents des services publics.

La collectivité paye l'augmentation des salaires des services publics. Mais la grève — ici comme d'ailleurs dans l'industrie — pose avec quelque efficacité le problème de la gestion. Si le contribuable paye, c'est souvent parce que l'usager bénéficie de complaisances démocratiques ou démagogiques. La S.N.C.F. et la R.A.T.P. supportent des servitudes imposées par l'Etat, souvent légitimes sans doute (par exemple, les cartes hebdomadaires, les réductions pour les familles nombreuses, etc.), mais qui incombent naturellement à la collectivité. Il n'est pas normal, d'autre part, que l'augmentation des tarifs retarde sur l'augmentation générale des prix. Pour 0,15 fr. en 1914 on voyageait en métro, pour 0,05 fr. on emportait un volumineux et pesant cornet de frites. A quelle ration de frites aurions-nous droit aujourd'hui pour 20 fr. : 3, soit 6,66 fr. ?

BENEFICES INDIRECTS DES GREVES DANS LES SERVICES PUBLICS

En fait, les logiciens et les mathématiciens ont tort une fois de plus. Car il est souhaitable que le prix de revient des services publics diminue en valeur absolue, par les progrès de la technique.

Seulement la revendication ouvrière et la grève stimulent ceux-ci, là comme ailleurs. On ne voit que les gênes imposées au public car les arrêts de travail dans la R.A.T.P. Non seulement on connaît mal le budget de celle-ci, mais encore on ne sait pas l'importance des compressions de personnel réalisées depuis quinze ans. La grève, en frappant l'opinion publique, peut éveiller la curiosité de celle-ci (qui compte plus qu'on ne le croit) et faciliter de nouvelles améliorations techniques dont l'incidence possible a déjà inquiété et même alarmé nos amis du syndicat F.O. de la R.A.T.P. C'est leur rôle que prévoir les conséquences humaines de transformations peut-être fatales.

Les banlieusards privés de leurs autobus ont vite calculé l'amortissement d'une Mobylette ou d'une Vespa par l'économie de carnets de tickets. Voilà donc une industrie qui bénéficie de la grève et une autre fraction de travailleurs qui en tire des avantages. Souhaitons qu'ils en profitent pour présenter à leur tour leurs revendications. Et que les travailleurs banlieusards réclament des augmentations permettant « l'investissement » d'un modeste capital dans les moyens de transport individuels. Le processus inverse est, hélas ! possible. Crise dans les industries parisiennes, mévente sur le marché des motos et des scooters, baisse des recettes dans la R.A.T.P., afflux de chômeurs dans les bureaux d'embauche de la R.A.T.P. Les syndicats de celle-ci, à moins d'être dirigés par des fous ou des politiciens, se garderont bien de déclencher des grèves et Laurat pourra circuler facilement de son appartement à son bureau... à moins que la déflation lui permette d'acheter à vil prix une auto de luxe. Car s'il est une activité à qui les crises profitent... c'est bien celle des économistes.

Plaisanteries ? Reconnaissons que les rieurs sont souvent du côté des détracteurs des fonctionnaires et des services publics.

Les hommes d'esprit ricaneront lorsque nous tirerons de nos expériences étrangères cette observation qu'en aucun pays — pas même aux Etats-Unis — les transports par voie ferrée (y compris le Métro de Paris) et les P.T.T. ne fonctionnent mieux qu'en France. Or, ce sont justement les services publics où depuis cinquante ans, le syndicalisme a été le plus dynamique — le plus virulent, dirait Laurat — le plus efficace.

PARYLISIE DES INVESTISSEMENTS

Quant à la critique des grèves dans les grosses entreprises qui paralyseraient les investissements, nous en sommes quelque peu effarés. Nos maîtres marxistes — dont Laurat — nous enseignaient, il y a quarante ans, que le capital est une richesse qui a la propriété de s'accumuler. L'un d'eux opposait ainsi par deux formules la différence entre l'économie pré-capitaliste et l'économie capitaliste.

« **Là le processus est le suivant : marchandises-monnaie-marchandises. Ici c'est : capital-marchandises-capital. Ce qui signifiait** — pour nous humbles élèves — **que les bénéfices des manufacturiers et marchands étaient utilisés pour leur consommation propre, tandis que les profits capitalistes sont destinés à s'employer à nouveau, donc à s'investir.** » C'est évidemment beaucoup trop schématique. Les bénéfices des marchands ont favorisé les premières entreprises capitalistes. Et les dépenses somptuaires des capitalistes sont souvent improductives, quelquefois même désintéressées. Mais cela caractérise assez bien le système.

La société anonyme serait-elle une création toute récente ?

Certes les docteurs marxistes n'étaient pas d'accord sur le caractère de la nouvelle étape du capitalisme. Lorsqu'on a connu en France — à travers le livre de Lénine : **L'Impérialisme dernière étape du Capitalisme** — la thèse d'Hilferding sur le capitalisme financier devenant maître du capitalisme industriel, on a connu également celle de Rosa Luxembourg quelque peu hérétique et qui entrevoyait la fin du capitalisme, non dans le heurt des impérialismes, mais dans un super-impérialisme perdant son moteur d'expansion, donc sa raison d'être, par l'impossibilité de trouver de nouveaux marchés.

Ces thèses — que nous résumons sans doute inexactement — avaient pour nous un avantage inestimable. C'est qu'elles portaient la lutte ouvrière sur le plan international. C'est en nous y référant que nous avons condamné dès sa première expression, la dangereuse théorie stalinienne du « **socialisme possible dans un seul pays** »... théorie qui a abouti d'une part à l'impérialisme stalinien, d'autre part aux diverses variétés de socialisme, ou de communisme, national.

Laurat nous ramène sur le plan étroitement national ; nous pouvons l'y suivre, après tout. L'autofinancement des entreprises par lequel la majeure partie de la plus-value s'emploie en investissements, a déjà provoqué pas mal de craintes. Et lorsqu'un esprit aussi averti que Raymond Aron indique comme objectif de la politique financière et économique française : la reconstitution de l'épargne, il semble

redouter lui aussi un système assurant le pouvoir de l'oligarchie technocratique que les propriétaires — c'est-à-dire les actionnaires — ne peuvent même plus contrôler.

Nous avons toujours déploré l'abus de la généralisation des grèves et nous appuyant aussi bien sur l'exemple des syndicalistes de 1906 — qui n'étaient ni des romantiques attardés, ni des adolescents prolongés, comme on se plait à l'écrire — que sur celui des syndicalistes américains, nous avons estimé plus efficace le système de la pression ouvrière, là où le perfectionnement technique et les conditions du marché peuvent assurer le succès de la revendication.

La thèse de Laurat aboutit, si nous la comprenons bien, à un résultat diamétralement opposé. On peut à la rigueur admettre la grève lorsqu'il s'agit de rogner sur le profit d'un patron individuel. On ne l'admet pas, lorsqu'elle gêne l'autofinancement et l'expansion des entreprises géantes.

JUSTIFICATION DE L'ETAT TOTALITAIRE

S'il était encore révolutionnaire, Laurat pourrait répliquer à Raymond Aron que l'appel à l'épargne élargit la base du capitalisme et par là assure la survie du système. Mais comme il est surtout national — nous n'osons dire nationaliste — ce qui l'inquiète, c'est que l'insuffisance de la plus-value obligera, soit à payer les investissements par la hausse des prix, soit à faire appel à l'Etat. C'est donc pour ménager les intérêts des consommateurs et des contribuables qu'il veut imposer aux ouvriers des grandes entreprises de borner leurs revendications. Nous avons déjà entendu cela. C'est là d'ailleurs une démonstration que la logique formelle justifie mais que dément l'évolution des choses. Il y a un parallélisme évident entre le succès des revendications ouvrières, le progrès technique, l'expansion industrielle et la prospérité générale. Il suffit d'étudier sans parti-pris l'histoire des Etats-Unis pour en être convaincu. Mais ce n'est pas ce dont nous voulons débattre ici.

Car le raisonnement de Laurat quant aux grèves dans les services publics et dans les entreprises appartenant à des sociétés anonymes, nous ramène logiquement à la justification théorique du système totalitaire que Laurat juge et condamne cependant avec tant de pertinence.

Qui travaille pour la collectivité nationale s'interdirait d'user des armes spécifiquement ouvrières pour défendre ses revendications ? Etendez le domaine collectif, celui de la collectivité nationale que l'Etat représente arbitrairement, à toutes les activités, et vous avez l'image exacte du régime où la grève est condamnée parce qu'elle oppose une fraction de travailleurs à l'Etat, c'est-à-dire — tout aussi arbitrairement — à la collectivité nationale.

Affirmer que la charge des investissements de capitaux dans les industries primordiales doit être supportée par les travailleurs de ces industries, c'est légitimer la super-industrialisation stalinienne et les sacrifices humains qu'elle implique.

Limiter les investissements dans les industries aux seules possibilités d'un marché strictement national, c'est s'opposer à l'exportation des capitaux, c'est aussi confirmer la fameuse thèse stalinienne du socialisme dans un seul pays. Pour que Laurat puisse instruire notre procès, ajoutons que ce qui nous préoccupe essentiellement : c'est de favoriser partout — en France aussi — une industrialisation qui représente pour les travailleurs le minimum d'exploitation et de spoliation. Il nous importe peu que les capitaux utilisés soient français, anglais, allemands... ou américains.

L'ANTICOLONIALISME EST-IL REACTIONNAIRE ?

Mais tout en regrettant une simplification excessive et dangereuse des faits historiques contrastant avec la densité des études purement économiques, on peut échanger sans passion des propos alternés avec Laurat sur son interprétation de l'évolution du capitalisme.

Il est difficile d'accepter avec autant de calme ses opinions sur le problème colonial.

Non que sa thèse fondamentale soit aberrante. Bien au contraire, nous ne pouvons que l'approuver lorsqu'il écrit : « **Le capital anonyme ou collectif limité en Europe et aux Etats-Unis dans son droit de disposition par la législation économique et sociale** (nous sous-entendons par la force du mouvement ouvrier) **fonctionne dans les régions sous-développées selon les méthodes du capitalisme adolescent du XIXe siècle.** »

Nous l'approuvons encore lorsqu'il précise ainsi l'objectif principal du socialisme dans ces pays : « **le combat pour la démocratie, pour la conquête ou l'élargissement des droits des syndicats** » (3), lorsqu'il rappelle cette idée marxiste qui n'a pas vieilli : « **que l'émancipation du travail n'est possible qu'au terme et non au début du développement du capitalisme** », que si l'on veut éviter le purgatoire capitaliste on retombe sous un joug féodal « **...plus rétrograde que le régime installé par les conquérants, si peu démocratique que celui-ci fût pendant si longtemps...** »

C'est là que le fossé se creuse. Sans doute Laurat condamne-t-il les excès du colonialisme... mais comme s'il s'agissait d'un temps révolu. Sans doute explique-t-il par ces excès le développement de la xénophobie et du nationalisme dans les pays sous-développés... mais au titre de circonstance atténuante, car « **la révolte anti-impérialiste qui les ébranle aujourd'hui est foncièrement réactionnaire, tant politiquement qu'économiquement** ».

La loi générale que Laurat formule et que nous acceptions : « on ne peut éviter le purgatoire capitaliste » n'implique-t-elle pas que cette étape suppose la formation d'une bourgeoisie indigène... à moins de supporter l'omnipotence d'une caste... c'est-à-dire la dictature césarienne ou totalitaire. Or dans tous les pays colonisés ou semi-colonisés l'action des puissances dominantes — et surtout dans certaines colonies l'action autonome des colons — n'a-t-elle pas contrarié jusqu'à la limite du possible la formation de ces bourgeoisies ? Ce fut le cas dans l'Inde (dont l'industrialisation a été longtemps retardée par l'Angleterre), en Egypte, sans doute, au Maroc, en Tunisie, en Algérie et en Indochine certainement. Si ces résistances actives ou passives ont été finalement brisées ou neutralisées, c'est d'abord grâce aux mouvements nationaux indigènes, la pression des socialistes, syndicalistes et libéraux des métropoles ne s'exerçant qu'après coup et pas toujours et pas souvent avec vigueur et ténacité.

Il y aurait beaucoup à dire sur l'influence américaine dans ce domaine. Pas plus pour verser dans le parti-pris antiaméricain — foncièrement réactionnaire — que pour vanter l'entité purement abstraite que seraient les Etats-Unis. La politique de Washington n'est pas simple, unique et rectiligne. En Amérique latine, les grandes firmes exploitent souvent des matières premières grâce à une main-d'œuvre rémunérée à vil prix. Que la tendance ne soit plus aussi nette, c'est peut-être grâce au péronisme dont la dictature démagogique a pu s'opposer aussi bien aux capitalistes qu'aux libéraux yankees.

Dans le Proche-Orient, stratèges et pétroliers ont tendance à acheter des chefs féodaux complaisants mais pas toujours efficaces.

En Est asiatique, en Afrique, la politique roosevel-

(3) Les apologistes de la politique Mollet-Lacoste sont fort discrets, lorsqu'on évoque la répression par les représentants du gouvernement français de toute organisation syndicale indigène, en Tunisie, au Maroc, en Algérie.

tienne soutenu par les libéraux et les syndicalistes a essayé de lier l'industrialisation au développement de la démocratie et d'un mouvement ouvrier indigène. Tout cela nous impose de participer à un effort progressiste (au sens exact du terme) qui s'exerce à l'intérieur et à l'extérieur des Etats-Unis et qui semble d'autant plus difficile que l'hostilité qu'il lève outre-Atlantique se fortifie des derniers « hérissons » impérialistes d'Europe occidentale et des dangereuses opérations soviétiques.

On reconnaîtra sans peine que l'Angleterre depuis 1945 — et le travaillisme peut s'en attribuer le mérite — a mené en Asie et en Afrique une politique beaucoup plus intelligente que la nôtre... quoique certaines survivances semblent actuellement lui en faire perdre le bénéfice moral.

Mais c'est évidemment à la France que Laurat pense, ou plutôt, c'est à propos des responsabilités françaises que son parti-pris lui fait perdre toute mesure.

Depuis le début du siècle et surtout depuis la fin de la première grande guerre, l'Empire français est secoué par des révoltes sporadiques, puis des insurrections nationales, qui ont atteint le paroxysme en ces dernières années. Il n'est pas un homme politique averti — quelle que soit sa couleur politique — qui ne soit convaincu de la nécessité de prévenir le pire par des initiatives préventives et suffisamment démonstratives. L'accomplissement de cette intention dépend du courage ou de l'autorite de chacun. Mendès-France a été loin, Edgar Faure plus loin encore. Et l'on insinue que Pinay et de Gaulle seraient plus audacieux — au moins en esprit — sur le plan algérien que les socialistes molletistes.

Laurat explique cependant, avec une légèreté rare chez lui, fort simplement ces mouvements.

Pense-t-il à la Tunisie et au Maroc, lorsqu'il incrimine le soutien par les anticolonialistes français de régimes féodaux et autocratiques ? Ce serait drôle, car si l'on a parfaitement le droit de discuter les politiques du Sultan et de Bourguiba, personne ne peut nier la modernisation des institutions entreprises au Maroc (où la propre fille du Sultan mène campagne pour l'émancipation des femmes) et surtout en Tunisie. Et ici le Président de la nouvelle République ne songe nullement à une rupture avec les capitalistes étrangers. Nous pourrons peut-être lui reprocher — nous, pas Laurat — d'utiliser pour revigorer la confiance de ceux-ci, l'existence d'une main-d'œuvre habituée, sinon résignée, à la médiocrité. En Afrique du Nord, comme dans l'Inde pendant longtemps, c'est la puissance coloniale qui a entretenu et consolidé les archaïques pouvoirs féodaux et les institutions religieuses à caractère médiéval.

Quant à l'Algérie, c'est plus simple encore. Il s'agit non d'une guerre, mais « **d'une opération de police** — un peu coûteuse ! — **contre des bandits de droit commun qui rendent impossibles les réformes déjà prêtes, destinées à permettre au peuple d'Algérie d'accéder à un statut plus conforme à ses aspirations** ».

Ce qui peut vouloir dire que le paternaliste Lacoste a débarqué à Alger avec une valise chargée de réformes, demeurée fermée dans son cabinet, parce que des bandits de droit commun ont tout fait pour en empêcher l'ouverture.

Hélas ! les bandits... c'est-à-dire les rebelles avaient commencé avant Lacoste. Celui-ci est venu justement remplacer un ministre **dont le nom seul inspirait confiance aux indigènes et qui fut chassé par les colons avant d'avoir embarqué.**

Réplique d'honnêtes gens exaspérés par les exactions des bandits de droit commun ? C'est ce que l'on prétend aujourd'hui. Malheureusement, bien avant toute rébellion organisée, ces honnêtes gens avaient saboté toute tentative de réforme — si timide fût-elle — et avaient empêché par **tous les moyens** les indigènes d'exprimer pacifiquement leurs aspirations, leurs revendications, leurs droits fondamentaux.

Affirmer cela ce n'est pas se solidariser avec les chefs du F.L.N. Mais le nier tout simplement, c'est légitimer le colonialisme le plus oppressif et le plus réactionnaire.

MOSCOU ET LA REVOLTE DES PEUPLES COLONIAUX

Le probème indochinois est réglé tout aussi simplement. « **La révolte coloniale a été directement fomentée par Moscou** », ce qui implique que sans Moscou, il n'y aurait pas eu de mouvement indochinois. Comme dans le cas de l'Algérie, ce n'est plus une simplification de l'Histoire, c'est une amputation et une orientation dignes des fabricants de vieux manuels pour institutions libres qui attribuaient à la finance anglaise toute la responsabilité de la Révolution française, racontaient le mariage de Napoléon et de Marie-Louise en supprimant Austerlitz et Wagram. Dignes aussi des historiens soviétiques officiels... qui arrachaient avant-hier les pages consacrées à Trotsky, hier celles consacrées à Béria... et à Staline.

Il faudrait remonter avant notre naissance et celle de Laurat pour trouver trace dans la presse française indépendante des exactions commises par les colonisateurs en Indochine. On veut bien admettre que Moscou depuis longtemps a tenté d'utiliser une révolte spontanée et désarmée. Mais sans grande efficacité jusqu'à la guerre de 1941. C'est la conquête japonaise qui a liquidé la force française oppressive, pour la remplacer par une autre oppression, et c'est lorsque le peuple indochinois a été libéré de celle-ci que ses représentants ont revendiqué la succession, soutenue d'ailleurs par les vainqueurs américains, encouragée par les tendances apparemment favorables du gouvernement français. Alors que la Chine n'était pas encore conquise, Moscou était trop loin pour intervenir. **C'est avec la France que Ho-Chi-Min engagea les négociations de Fontainebleau en 1946. Et ce sont les initiatives du capucin botté : l'amiral Thierry d'Argenlieu, qui provoquèrent la rupture.**

Mais si six années de guerre désastreuse pour la France et le triomphe de Mao-Tse-Toung en Chine ont soumis le Viet-Minh à l'influence presque exclusive de Moscou, le Sud viet-nam — cependant violemment hostile à Moscou — a également rompu avec la France. C'est sans doute une évolution mal connue qui s'est conclue par la victoire de Diem. Le rôle de celui-ci peut paraître douteux. Ce qui ne l'est pas, c'est l'alliance des survivants de la colonisation française avec les sectes les plus réactionnaires.

Ce n'est pas à nous que Laurat apprendra la malfaisance du stalinisme et du post-stalinisme. Nous savons aussi bien que lui que les peuples que l'anticolonialisme jette dans l'orbite de Moscou n'ont rien à gagner — et tout à perdre — à l'extension d'un impérialisme typiquement réactionnaire. Nous ne nous engageons pas plus derrière Ho-Chi-Minh que derrière Mao-Tse-Toung ou... Nasser. **Mais Moscou utilise à son profit l'antithèse du colonialisme français et européen. Et c'est seulement après avoir liquidé définitivement celui-ci que l'on pourra circonscrire le fléau avant de l'attaquer directement.**

Sans doute Laurat utilise-t-il l'argument massue des résolutions de l'Internationale Communiste qui avait envisagé dès son congrès constitutif en 1919 le soutien des peuples colonisés révoltés contre l'impérialisme. Il rend par là un signalé service aux dictateurs de Moscou dont le prestige au sein de la classe ouvrière occidentale tient justement à ce qu'on les croit encore les héritiers de la Révolution

de 1917 et les représentants du Communisme international.

Que les promoteurs de l'action décidée à Moscou en 1919 ne soient pas hors de notre jugement critique ; que les résolutions, la stratégie et la tactique de la défunte Internationale Communiste appellent rétrospectivement de sérieuses réserves et de sévères appréciations, que le bilan consacre la faillite de l'expérience... on peut en débattre ; et si nous n'approuvons pas toujours les accusateurs, nous pouvons les entendre au cours d'un procès qui n'est pas près de se clore, **mais qui est faussé dans son principe, si on confond les vainqueurs et les vaincus, les artisans et les liquidateurs, les bolcheviks de 1919, les staliniens de 1930 et les post-staliniens de 1957.**

Si dangereuse ou pernicieuse que paraisse encore, avec le recul du temps, aux yeux de nombreux socialistes, l'action décidée en 1919 en faveur des peuples colonisés, l'exposé des motifs supposait une révolte vive ou potentielle antérieure à la fondation de la Troisième Internationale, et les objectifs proposés marquaient les étapes d'une révolution mondiale partie de Moscou, mais non soumise préalablement à Moscou. Il suffit de relire Lénine et Trotsky pour déceler sans difficultés leur conviction que les peuples d'Occident et d'Orient s'inspireraient de l'exemple de leur Octobre 1917 **pour le dépasser.**

C'est exactement à l'opposé que se situe la thèse stalinienne du « socialisme dans un seul pays ».

D'abord soumise étroitement au gouvernement de Moscou, l'Internationale a été dissoute et remplacée par un appareil à multiples prolongements qui n'a pas d'autre but que de soumettre les peuples à la seule « patrie » socialiste... c'est-à-dire, si on sort de l'imposture des mots, à l'impérialisme réactionnaire de Moscou. Et ce n'est pas seulement par mégalomanie sadique que Staline a liquidé les combattants et l'héritage d'Octobre 1917.

En se soulevant contre leurs colonisateurs, les peuples d'Asie et d'Afrique ont peut-être justifié les prévisions du « Moscou de 1919 ». C'est entretenir l'imposture dont ils seront peut-être demain les victimes que confondre le Moscou de 1919 et celui de 1957.

PERSISTANCE DU MOUVEMENT OUVRIER

On pourra nous reprocher de ne pas saisir les thèses fondamentales de Laurat et de ne les toucher que par la bande.

Des socialistes convaincus ont parfaitement le droit de ne pas accepter intégralement les jugements de Laurat : ausi bien sur l'expérience de juin 1936, que sur les grèves dans les services publics et les industries-pilotes et sur les mouvements coloniaux. Et cependant ils peuvent « prendre en considération » ses éclaircissements du marxisme et approuver, comme nous, sa volonté de lutte contre **la technocratie et le mirage communiste.**

Mais c'est aux militants ouvriers : socialistes, libertaires, syndicalistes que nous nous adressons, et nous ne nous proposons pas d'autre but que de chercher avec eux ce qui peut justifier, orienter, éclairer leur action.

Que l'évolution du capitalisme soit ou non telle que Laurat la décrit, le « problème actuel du socialisme », essentiel dans l'immédiat, **c'est de déterminer si le mouvement ouvrier persiste dans son principe et si son indépendance demeure efficace.**

C'est encore d'apprécier la spontanéité des contradictions et des rébellions que les système capitaliste engendre, tel qu'il se présente dans les démocraties occidentales, dans l'Empire post-stalinien, dans les pays à économie pré-capitaliste.

En d'autres termes, l'évolution vers la libération de l'homme peut-elle se poursuivre normalement par la seule vertu **des idéologies démocratiques, du paternalisme étatique, de la pacifique coopération internationale ?** Tout ce qui contrarie cette évolution ne relevant que d'un traitement correctif préventif ou d'opérations de police ?

Nous pouvons fort bien accepter l'idéal proposé. Les exemples choisis intentionnellement prouvent simplement que les oppositions spontanées ont déterminé cette évolution, tandis que les cures médicales ou chirurgicales préservent la carrosserie en paralysant le moteur.

Il y a quelque trente-cinq ans, deux traits de plume de notre ami Alfred Rosmer éclairaient définitivement notre jeunesse inexpérimentée et ignorante. Annonçant la parution d'un organe éphémère, nous avions écrit : la lutte **des** classes. Rosmer supprima deux « s » et laissa **la lutte de classe.**

Correction fondamentale. Marx a-t-il prouvé que la lutte des classes était le moteur de l'Histoire ? Sa démonstration est-elle aujourd'hui contrariée par les mutations internes du capitalisme et de la classe ouvrière ? Nous n'intervenons pas dans ce débat, dont l'importance ne nous échappe pas. **Mais si tout ne dépend plus de l'issue de la contradiction fondamentale entre la Bourgeoisie et le Prolétariat, le socialisme reste pour nous totalement dépendant de l'action ouvrière, de la lutte ouvrière.** Celle-ci n'est pas nécessairement violente et destructrice, n'est pas nécessairement dirigée exclusivement contre les propriétaires privés des moyens de production, elle peut s'opposer aux détenteurs de la puissance... même aux forces de la nature...

Des réponses à trois questions contiennent la solution du problème actuellement essentiel du socialisme.

1) **La classe ouvrière existe-t-elle encore ? Son extension à tous les exécutants des services publics et des industries privées peut-elle établir une solidarité de fait entre tous ses membres, supérieure aux différences de métiers, de catégories, de races et de nations.**

2) **La classe ouvrière internationale peut-elle se prolonger dans les pays sous-développés à travers la formation de nations indigènes ?**

3) **La classe ouvrière internationale peut-elle encore revendiquer la succession des puissances établies, capitalistes ou étatiques ? Le veut-elle ? Le voudra-t-elle lorsqu'elle se sera constituée ou reconstituée ? Le pourra-t-elle ? Et si elle ne peut remplacer la technocratie et l'Etat, sera-t-elle capable en face de ces puissances de sauver son indépendance et donc l'espoir de libération de l'Homme ?**

« Si chacun faisait ce qu'il doit, rien de plus, la Fatalité ne serait point, disait Romain Rolland. Elle est faite de l'abdication de chacun. »

Nous ne sommes pas certains que la fatalité des choses cède à l'accomplissement du devoir humain. Mais nous sommes certains que si la classe ouvrière abdique, il n'y aura aucun espoir de réalisation socialiste et il faudra se résigner à la fatalité des choses.

Roger HAGNAUER.

P.S. — Cet article a été composé pendant les dernières vacances. Je le publie cependant, sans le modifier. Tant pis s'il retarde.

Les deux derniers articles de Barton sur la révolte contre le système post-stalinien confirment — et avec quelle force ! ma thèse sur l'efficacité des mouvements spontanés. Les grands réalistes sont capables d'interpréter aussi bien les projets de « rampes de lancement » que les rictus de Boulganine. Aucun ne s'est aperçu que Moscou voulait séparer l'Allemagne de l'Occident — et à titre subsidiaire : obtenir la consécration du statu quo actuel. Preuve nouvelle que « l'essentiel » réside dans les profondeurs des peuples soviétisés, non dans les vagues diplomatiques, flottant à la surface des choses.

Mais s'étonnant de la passivité tchèque, ces mêmes réalistes en cherchaient la cause... jusqu'à Munich 1938. Ces benêts ne veulent voir que ce qui est officiellement proclamé... Barton apporte sur la révolte tchèque — antérieure à celle de Berlin 1953 — quelque clarté insolite.

Notes d'Economie et de Politique

ET D'ABORD, REFAIRE UNE « FOI » !

L'Amérique commence enfin à s'apercevoir du gouffre au bord duquel l'a amenée la politique d'Eisenhower et de son gouvernement de milliardaires.

Les spoutniks l'avaient déjà passablement affolée, les « indiscrétions » commises sur les conclusions du rapport de la commission Gaither qui avait été instituée il y a quelque six mois pour étudier le rapport des forces entre les Etats-Unis et la Russie l'ont achevée ; d'après ce rapport, les Russes ont maintenant une puissance supérieure à celle des Américains et, quoi que ces derniers fassent, les Russes conserveront leur supériorité au moins jusqu'à 1961.

Par ailleurs, la résistance victorieuse de la Syrie et de l'Egypte aux tentatives de domination de Washington, cependant que les alliés européens ne se contentent plus dans les conseils de l'O.T.A.N. d'entériner purement et simplement les propositions du Département d'Etat, même quand elles sont appuyées par la présence d'Eisenhower, montre à l'Amérique que son « leadership » du monde libre est pour le moins aussi fortement mis en question que l'est sa supériorité militaire.

Croire pendant près de quinze ans que l'on est virtuellement le maître du monde et que c'est simplement par bonté d'âme qu'on laisse encore une portion du globe en dehors de sa domination effective, puis apprendre un beau jour qu'il y a plus fort que soi, que l'on n'est plus qu'une « puissance de second ordre » (le mot a été dit), ce n'est certes pas très rigolo.

Et nous non plus, nous ne trouvons pas cela rigolo !

Car la puissance russe, la possibilité de l'extension du régime russe au reste du monde, demeurent le plus grave danger, et pour le prolétariat, et, plus généralement, pour toute notre civilisation. Or, le seul Etat qui peut écarter ce danger, ce sont les Etats-Unis. Sans la force américaine, il serait vain pour l'Europe de vouloir résister. Son absorption par l'empire russe ne serait tout au plus qu'une question de jours.

Tout affaiblissement de l'Amérique est donc, de ce fait, pour nous tous, une catastrophe, et c'est pourquoi, pour mon compte personnel, je n'ai cessé depuis cinq ans de crier casse-cou aux maîtres de Washington.

Aujourd'hui, je ne suis pas en mesure de dire ce qu'il convient de faire du point de vue militaire pour remédier à la situation, quoique j'estime que ce point de vue est d'une importance capitale car l'on ne peut résister à la force que par la force ; malgré toutes les pirouettes verbales de ceux que cela gêne de regarder les réalités en face, il n'y a que deux termes entre lesquels on puisse choisir : ou accepter la servitude, ou se battre, autant que possible à armes égales.

Mais, si important que soit le point de vue militaire, plus important encore est le point de vue politique, car, quelles que soient les armes employées, ce sont des hommes qui les inventent, qui les fabriquent et qui les manient ; tout dépend donc de la volonté de ces hommes, or leur degré de volonté dépend de la politique de leurs Etats (la politique au sens le plus large du mot, bien entendu). C'est cette politique qui crée, ou bien la volonté de se défendre, ou bien la résignation, par avance, à la défaite.

Proudhon dit qu'aucun Etat ne peut exister sans une « foi » commune ; de même toute civilisation, toute communauté d'Etats destinés à vivre ensemble ou à périr ensemble ne peut subsister que si ceux qui la composent sont animés d'une foi commune. Or, cette foi commune, c'est l'Amérique, et elle seule, qui peut l'insufler à l'Occident, non seulement parce que son peuple est, le plus fort, mais aussi parce qu'il est le plus jeune.

Cette foi commune — je vais employer un terme qui a presque perdu toute signification tant il a été galvaudé, mais il n'en est pas moins l'un des deux termes de la devise que s'était donnée la C.G.T. révolutionnaire — cette foi commune ne peut être que la foi en la *liberté*. La liberté qui ne consiste pas seulement, comme on a trop de tendances à le croire en Amérique dans la liberté de chacun de devenir milliardaire s'il sait y faire — et la liberté des peuples.

Mais ressasser cela à longueur de journée, ne point prononcer dix phrases sans parler du « monde libre », ne sert de rien si la politique suivie par ceux-là mêmes qui parlent chaque jour de la nécessité de défendre la liberté, consiste à piétiner chaque jour la liberté.

Comment voulez-vous, par exemple, qu'on puisse croire que l'Amérique défend la liberté quand, depuis des années, elle maintient le régime croulant de Franco à coups de dollars ? Est-ce que le fascisme, c'est le « monde libre » ? Chaque fois que, malgré l'effroyable exploitation dont est victime le prolétariat espagnol condamné à travailler en mourant à moitié de faim, il va n'y avoir plus un sou pour faire tourner les usines ou fonctionner l'Etat, Washington s'empresse de lâcher ses dollars ; il s'apprête encore à en lâcher pour 30 millions. C'est le coup de pompe qui permet au patient de tenir encore, jusqu'au prochain. Maintenir ainsi artificiellement tout un peuple sous un régime de dictature, est-ce défendre la liberté des individus ?

Et défend-on la liberté des peuples, ne pratique-t-on pas, au contraire, la politique la plus manifestement impérialiste lorsqu'on déclare que les Pescadores et Formose constituent la « première ligne de défense » des Etats-Unis *(sic)* et qu'en conséquence on n'y tolèrera que des gouvernements qui soient aux ordres de Washington, ou bien (je fais ces rappels dans l'ordre chronologique) lorsqu'on fait renverser un gouvernement d'Amérique centrale coupable d'avoir entrepris une réforme agraire qui lèse les intérêts de l'United Fruit, ou lorsqu'on prétend soumettre à un protectorat à peine camouflé sous le nom de « doctrine » des Etats du Proche-Orient résolus à défendre coûte que coûte une indépendance récemment acquise, et cela d'autant plus qu'ils savent par l'expérience de ceux de leurs voisins qui ont accepté ce protectorat que celui-ci signifie leur maintien sous le régime féodal ?

Quel est donc l'homme de bon sens, je vous le demande, qui pourra considérer autrement que

comme des bourreurs de crânes, ceux qui vitupèrent contre le totalitarisme bolchevik tout en assurant la vie du totalitarisme phalangiste, ceux qui protestent contre la prétention de la Russie de porter sa ligne de défense à quelques centaines de kilomètres de ses frontières, alors qu'ils portent la leur à des milliers de kilomètres des leurs, ceux qui dénoncent le « coup de Prague » alors qu'ils ont à leur actif le coup de Guatemala, ceux qui dénoncent la satellisation de l'Europe orientale alors qu'ils ont satellisé la moitié du Proche-Orient et vont jusqu'à l'extrême « bord de la guerre » pour tenter d'en satelliser l'autre moitié ?

Non seulement on ne crée point par une telle politique la foi en la liberté, mais on en fait une dérision. Et alors, si nous n'avons point foi en la liberté, si ce n'est pas pour défendre la liberté que nous aurons à combattre les Russes, pourquoi diable est-ce que ce sera ? Pour défendre la liberté des monopoles ? La liberté de l'United Fruit, de la Standard des pétroles, ou de la General Motors ? Merci bien ! Autant alors les Russes !

Telle est la raison profonde de la faillite de la politique d'Eisenhower et de ses milliardaires. Faillite qu'il n'est plus possible de céler, qui éclate aujourd'hui au grand jour et que ceux qui en sont responsables doivent eux-mêmes reconnaître.

Si donc l'on veut sortir, autrement que par des expédients au jour le jour, de la situation catastrophique dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Occident par la faute de Washington, il n'est qu'un moyen, c'est que le Département d'Etat inaugure une politique qui soit exactement le contre-pied de celle qu'il suit depuis que M. Dulles s'y est installé.

D'abord, laisser tomber Franco ! Combattre le fascisme partout où il se trouve, et de quelques oripeaux dont il se couvre, qu'ils soient noirs ou rouges.

En second lieu, répudier toute politique impérialiste. Reconnaître, non seulement en mots mais en fait, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à pratiquer la politique qui leur plaît. En conséquence, cesser d'intriguer au Proche-Orient des deux termes de la devise que s'était donné et d'y agiter le sabre, même par l'intermédiaire des Turcs (1).

Et comme l'Occident est un tout, la foi en la liberté ne saurait renaître si une partie de l'Occident continuait à bafouer la liberté, Washington doit obtenir de ses alliés la répudiation de tout impérialisme, ce qui entraîne, entre autres, la répudiation par la France des droits qu'elle prétend s'arroger sur le peuple algérien.

Que, dans une action spectaculaire, Washington abandonne officiellement la « doctrine Eisenhower », qu'il fasse savoir : à Damas et au Caire que l'on y sera absolument libre de pratiquer la politique extérieure et intérieure que l'on voudra — et à Paris et au monde que les Algériens ont, comme tout autre peuple, en vertu même des 14 points de Wilson, de la Charte de l'Atlantique et des principes des Nations-Unies, le droit de disposer d'eux-mêmes, et les Américains créeront ainsi chez tous les anti-impérialistes, notamment chez le milliard d'êtres humains qui ont souffert ou continuent à souffrir de l'impérialisme, un enthousiasme indescriptible qui relèguera loin dans l'oubli toutes les déclarations qu'a pu faire la délégation soviétique à la conférence africano-asiatique du Caire.

Qu'en outre, le président des Etats-Unis proclame publiquement qu'il ne sera plus alloué aucun dollar à quelque dictateur que ce soit, que l'Amérique cessera de soutenir les rois et les pachas là où ils subsistent, et qu'elle est prête, par contre, à soutenir par tous les moyens les peuples qui se soulèvent contre leurs tyrans, aussi bien en Amérique latine ou dans la péninsule ibérique qu'en Europe orientale, alors ce sera l'humanité entière qui acclamera ! Et les fusées en seront submergées.

Politique audacieuse, extrêmement audacieuse, j'en conviens ! Mais ce n'est que par une audace à la mesure du danger qu'on peut lui échapper. Ainsi que l'avait déjà indiqué Herzen dans une phrase que la « R. P. » a récemment rappelée, l'Occident ne peut se défendre du despotisme moscovite que par une politique révolutionnaire.

EN FRANCE, CHANTAGES, DEMI-MENSONGES, DEMI-MESURES, CONTINUENT A ETRE A L'ORDRE DU JOUR

Et maintenant, parlons de la France ! Il le faut bien. De la France avec ses petites roublardises, ses finasseries, ses mensonges.

C'est Gaillard qui, pour avoir ses 400 millions de dollars, reprend le chantage... à la neutralité !

Comme s'il était possible de croire que la France, et, plus généralement, l'Europe peut être neutre ! Pour l'instant, l'Inde peut être neutre, les Etats arabes peuvent être neutres, mais l'Europe ne le peut pas. Le jour où elle se détacherait de l'Amérique, et où, par conséquent, elle se priverait de la protection américaine, il est bien certain qu'ainsi que nous venons de le dire plus haut, l'Europe serait, en un rien de temps, bouffée par les Russes. Ou il lui faut rester dans le camp américain, ou il lui faut accepter d'être intégrée dans l'empire czariste ; dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas de la neutralité.

C'est aussi la commission de sauvegarde dont le gouvernement, après s'être fait forcer la main par le *Monde*, publie enfin le rapport. Mais le rapport seulement de son président, les rapports établis sur des points particuliers par certains de ses membres continuant à être soigneusement tenus sous le boisseau.

Et pour cause !

Parce que ces rapports, si l'on en juge par certaines déclarations, révèlent ce que le rapport du président entend soigneusement cacher et même cherche à nier, à savoir que la torture et la « disparition » ne sont pas en Algérie, sous le régime Lacoste, des faits exceptionnels, mais la règle.

Tout le monde sait, en effet, en Algérie, qu'il n'est pas une unité de police, de gendarmerie, ou de l'armée qui ne possède ses appareils de torture, pour le moins une magnéto.

Si l' « on ne se trouvait pas en présence d'un système généralisé mais d'actes perpétrés sporadiquement par des individus », ainsi que la commission, d'après son président, on « a eu l'impression », comment expliquer que l'un de ses membres, celui qui dénonça le fait des 87 « suspects » asphyxiés à l'acide carbonique dans des caves à vin, le gouverneur général Delavignette, ait pu déclarer devant une assemblée syndicale de la C.F.T.C. :

Je ne me reconnais pas le droit de publier mon rapport, car je n'ai pas les moyens de protéger ceux qui ont fait confiance à une commission

créée par le gouvernement français. Et si le gouvernement ne publie pas les rapports de la commission, serait-ce que lui aussi n'aurait pas les moyens de protéger les témoins ?

Des pressions ont été faites sur certains fonctionnaires pour les empêcher de témoigner devant nous. Ceux qui ont passé outre ont été pénalisés dans leur carrière.

Je veux rendre hommage à certains fonctionnaires qui ont eu le courage de ne pas fermer les yeux sur certaines pratiques. Ils ont souvent payé de la disgrâce leur respect du droit et des traditions françaises.

Et enfin :

Tout se passe comme s'il s'instaurait en Algérie un Etat dans l'Etat qui fait de la terreur une institution clandestine et légale.

Si l'illégalité n'est pas la règle en Algérie, s'il ne s'agit que d'excès individuels exceptionnels que l'autorité réprouve et pourchasse, comment expliquer, en effet, que des fonctionnaires aient été invités à ne pas témoigner devant la commission, comment expliquer que ceux qui n'ont pas obéi ont été pénalisés, comment expliquer que soient disgrâciés les fonctionnaires qui ne veulent point se faire complice des « excès », et comment expliquer que ceux qui ont fait confiance à la commission ne peuvent être protégés ?

Delavignette conclut très justement : cela n'est possible que parce que la terreur est devenue une « institution légale » dans l'Algérie de M. Lacoste.

La commission d'enquête ne pouvait nier l'existence des tortures et des assassinats, c'eût été déclarer qu'il faisait nuit en plein jour, mais son président cherche à profiter du préjugé favorable qu'il crée à son égard en dénonçant certains crimes pour faire croire qu'il dit vrai aussi lorsqu'il insinue que ceux-ci ne font point partie d'un système généralisé.

Par ailleurs, cette commission qui devait confondre les accusateurs de l'armée et de la police en prouvant qu'ils n'étaient que de vils diffamateurs, ainsi que l'en avait expressément priée Guy Mollet, n'a pu établir un seul cas de diffamation.

Mais alors, qu'attend-on pour réhabiliter ceux qui ont eu le courage de porter les premières accusations et ont été frappés pour avoir dit la vérité ?

Qu'attend-on pour annuler officiellement les poursuites intentées contre le lieutenant Servan-Schreiber ?

Qu'attend-on pour casser la décision qui a frappé de 60 jours d'arrêts de forteresse le général de la Bollardière ? Qu'attend-on pour le nommer au grade supérieur à titre de dédommagement, ou d'en faire un ministre de la Guerre, comme Clemenceau fit du colonel Picquart ?

Qu'attend-on, enfin, pour rétablir dans ses fonctions Peyrega, l'ancien doyen de la Faculté de Droit d'Alger, ou, si l'on n'ose point lui faire ainsi risquer sa vie au milieu des sbires de M. Lacoste, que ne le met-on à la tête de l'Université de Paris, ou quelque chose d'analogue ?

Non seulement ces dédommagements ne seraient que de la stricte justice, mais en nommant ainsi aux plus hauts postes des hommes qui firent preuve, dans des conditions particulièrement difficiles, de courage et d'esprit civique, on insufflerait peut-être un peu de ces deux vertus au sein de la haute administration française, qui en a plutôt besoin !

Si maintenant nous passons sur un tout autre plan, sur celui de l'actualité économique et financière, nous trouvons le même refus de voir et de dire la vérité.

L'Etat français n'a plus de devises pour payer ses importations, c'est là un fait qu'on ne peut pas plus cacher maintenant qu'on ne peut cacher l'existence de la torture en Algérie, mais on se garde bien d'en donner la vraie raison.

Si les Français n'ont plus assez de dollars pour payer ce qu'ils doivent à l'étranger, c'est tout simplement parce que leur gouvernement refuse d'acheter les dollars à leur valeur.

Il se produit aujourd'hui pour le dollar ce qui s'était produit à la fin de la dernière guerre pour le blé. L'Etat avait alors fixé pour le blé un prix inférieur à sa valeur ; résultat : il n'y eut plus de blé. Le blé revint au contraire en abondance, comme par enchantement, dès le jour où on en eut fixé le prix largement à sa valeur.

Tout pareillement, en fixant à 350 francs la valeur du dollar, alors qu'avec 350 francs on ne pouvait pas s'acheter en France ce qu'on pouvait s'acheter avec un dollar en Amérique, on voulait ne payer le dollar qu'à un prix inférieur à sa valeur ; résultat : il n'y a plus de dollars, pas plus qu'il n'y avait de blé dans les années 46-47, et cela durera tant que l'on se refusera de payer le dollar à son prix.

Entre les deux guerres on n'avait jamais manqué de dollars, de livres ou de toutes autres monnaies étrangères, pour la bonne raison que les changes étaient libres : n'importe qui pouvait acheter ou vendre n'importe quelles devises étrangères contre des francs ; le jeu de l'offre et de la demande fixait alors tout naturellement le prix de chaque monnaie selon sa vraie valeur, ce qui faisait qu'on en trouvait toujours à acheter ; on n'en manquait jamais.

Mais, depuis cette guerre-ci, pour des raisons de prestige, pour masquer la basse valeur de leurs monnaies, un certain nombre d'Etats, dont la France, ont abandonné ce système ; seul, depuis lors, l'Etat peut acheter au dehors des monnaies étrangères et à un cours qu'il fixe lui-même souverainement. Résultat : chaque fois que ce cours est inférieur à la valeur de la monnaie dont on a besoin, celle-ci disparait.

Voilà la raison toute simple du manque actuel de dollars, mais c'est trop simple pour qu'on le dise ! On préfère réentonner la ritournelle bien connue à l'adresse des prolétaires : il faut exporter davantage, donc produire davantage, donc *travailler davantage* ; travailleurs, retroussez vos manches !

Robert LOUZON.

---

(1) Il semble qu'en Proche-Orient un renversement de la politique américaine dans ce sens soit dès maintenant amorcé. Comme prévu, on a revu les navires de la VI[e] flotte américaine dans les rades de la Côte d'azur ; en outre, un nouvel ambassadeur américain est nommé en Syrie et le conseiller spécial d'Eisenhower pour le Proche-Orient, le fameux Richards, qui avait été envoyé dans toutes les capitales du Proche-Orient pour y « vendre » la doctrine Eisenhower, a démissionné.

Pour qu'un Etat puisse être, il faut qu'il ait une foi politique.

PROUDHON.

Discussions et Controverses

A propos de Suez, des crises cycliques et de l'inflation

De J. FONTAINE, du Rhône :

Ci-dessous quelques remarques ou objections aux « Notes d'économie et de politique » de Louzon. Peut-être celui-ci perdra-t-il de son temps à les examiner et à y répondre. Après tout c'est en sa compagnie que j'ai appris à penser l'économie et la politique.

1) *Le canal de Suez.* A ce sujet mon opinion n'a pas varié. Je persiste à croire qu'une voie internationale ne peut être nationalisée. C'est l'internationalisation qui est la solution *socialiste.* On dit que depuis que Nasser en assure le fonctionnement ça va aussi bien qu'avant. Alors où est le bénéfice de l'opération ?

2) *La fin du boom américain.* J'admets la thèse des crises cycliques ainsi que le mouvement dialectique de l'économie. Mais je crois qu'il est possible à l'homme de se mesurer avec les crises et les forces naturelles, étant lui-même force naturelle et de plus force naturelle consciente. Connaissant la nature et la cause des crises, il peut les prévenir, de même qu'un médecin connaissant les causes d'une maladie peut l'empêcher de se déclarer. Les exemples abondent où l'homme, grâce aux progrès de la science et de la technique se rend de plus en plus maître des événements, c'est-à-dire de son destin.

Crise de croissance de la société bourgeoise, dit Louzon ; possible ! Crise de vieillesse ? Je n'y crois que dans le cas où l'homme reste passif, s'abandonne, capitule. Je ne crois pas que ce soit le cas pour les animateurs et les responsables de l'économie occidentale capitaliste tout au moins pour l'économie américaine. Celle-ci est en pleine évolution et quoi qu'en pensent les faux communistes de l'Est rien n'indique qu'elle vieillit, qu'elle se désintègre ou est sur le point d'éclater. Ce serait plutôt le cas de l'économie russe.

Pleinement d'accord sur les conséquences économiques de l'augmentation des salaires. Cela aussi les maîtres de l'économie américaine l'ont compris. J'ajoute que non seulement l'augmentation des salaires, mais aussi la baisse des prix consécutive à l'accroissement de la productivité sont à la base du relatif bien-être des classes laborieuses d'outre-Atlantique.

3) *L'inflation et la couverture de la monnaie.* A mon avis, c'est une vieille et persistante erreur de croire que la monnaie a besoin nécessairement de couverture. Autrefois c'était l'or qui soi-disant servait de couverture et l'on calculait la valeur de l'argent en fonction de la valeur de la couverture. C'était un faux calcul. La couverture a une tout autre signification : elle sert uniquement de *plafond* aux plans d'inflation. Ce n'est qu'un moyen pratique d'empêcher la banque d'augmenter par trop la circulation fiduciaire. La valeur de la monnaie ne dépend pas de la valeur de la couverture. Quand la valeur de l'argent baisse cela provient uniquement de l'accroissement de la circulation. L'idée fausse qu'on peut conférer à l'argent plus de valeur en prenant de l'or, des terres, des immeubles ou toute autre richesse comme contre-garantie tracasse des tas de cerveaux depuis toujours. La France doit à de telles erreurs la catastrophe financière de Law en 1720 et la chute des assignats pendant la Révolution. Mais cette erreur est tellement ancrée chez certains adeptes, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'il est vain d'essayer de les convaincre.

C'est pour cette raison que la cause de la solidité du mark n'est pas dans sa couverture réelle ou fictive. Elle est d'abord dans la confiance qu'ont les Allemands dans les hommes qui ont en mains l'économie du Reich, et ensuite et surtout dans leur courage à relever leurs ruines, et leur activité intelligente dans tous les domaines de l'économie.

4) *Sur les progrès du Soudan.* Balance commerciale favorable, budget de l'Etat en excédent, que signifient ces deux résultats économiques du nouveau Soudan ? Que les nouveaux maîtres de l'économie administrent les affaires de leur pays au moins aussi bien que nos dirigeants capitalistes. C'est certainement exact. Mais le fait qu'un pays a une balance commerciale active et un budget en équilibre ne signifie pas que le salairé, le paysan ou le fellah est moins exploité ou plus heureux. Peut-être au Soudan a-t-il davantage ! C'est pour nous ce qui serait intéressant de connaître.

Car il est hélas ! malheureusement trop vrai que l'indépendance obtenue après de sanglants sacrifices, ne se traduit pas, pour les masses hier esclaves ou colonisées, par plus de bien-être et de liberté. C'est souvent le contraire en attendant les lendemains qui chantent. Au Maroc et en Tunisie le chômage augmente ainsi que le coût de la vie et les dirigeants implorent chez ceux qu'ils ont chassés les milliards nécessaires au fonctionnement de leur économie.

Cet état de choses n'étonne que ceux qui croient encore à la vertu des valeurs d'ordre national, religieux, racial, ou même politique au sens étroit du mot. Avec les libertaires conscients, je crois que le bien-être et la liberté se gagnent avec d'autres valeurs et dans d'autres combats.

REPONSES

I. — *Je répète pour la nième fois que je suis partisan à 100 % de l'internationalisation des grandes voies internationales de communication.*

Mais cela à deux conditions. La première c'est qu'il s'agisse d'une véritable internationalisation mettant la voie sous le contrôle de toutes les nations, et non seulement sous le contrôle de certaines d'entre elles, comme c'eût été le cas pour le canal de Suez qui serait passé, en fait, sous le seul contrôle de la France et de l'Angleterre si l'agression de Pineau et de Eden contre l'Egypte ne s'était trouvée arrêtée par la peur des fusées russes. L'autre condition est que l'internationalisation s'applique à toutes les grandes voies navigables, aussi bien aux canaux de Panama et de Corinthe et aussi bien, par neutralisation de leurs abords, aux détroits de Gibraltar et de Malacca, qu'au canal de Suez, sans quoi cette internationalisation ne serait qu'une discrimination à l'égard de certains pays, de pays faibles, naturellement !

L'avantage de la nationalisation du canal de Suez est celui-ci : alors que les énormes bénéfices réalisés dans l'exploitation du canal allaient depuis trois quarts de siècle, pour une part dans les poches des actionnaires et des administrateurs, et pour l'autre dans des entreprises européennes (1) *qui auraient pu tout aussi bien trouver des capitaux ailleurs, ces bénéfices pourront être désormais em-*

(1) Ce sont ces placements faits par la Compagnie avec une partie de ses bénéfices qui font que l'action de Suez vaut encore en Bourse dans les cinquante à soixante mille francs.

ployés à la création d'entreprises égyptiennes (telles que le barrage d'Assouan) qui permettront de transformer une plèbe famélique en un prolétariat producteur, qui pourra donc être revendicatif puisqu'il sera, lui, nécessaire.

II. — *Je ne crois pas que les maîtres de l'économie américaine aient compris l'utilité de la hausse des salaires pour empêcher les crises, car, même en plein boom, ils résistèrent tant qu'ils le purent aux augmentations de salaires qui leur étaient réclamées ; voyez la durée de la grève de l'acier en 46. Par ailleurs, les prix n'ont pas baissé en Amérique ; au contraire, ils n'ont à peu près jamais cessé de croître depuis la guerre (l'indice du coût de la vie a atteint 121 en novembre dernier, contre 100 pour la période 47-49).*

III. — *La couverture du billet de banque par une certaine quantité d'or est indispensable lorsque le billet de banque n'est pas soumis au cours forcé. Lorsque, comme ce fut le cas jusqu'en 1914 la banque émettrice est obligée de rembourser en or les billets qu'elle a émis. à toute personne qui lui en fait la demande, il faut bien qu'elle ait de l'or pour satisfaire aux demandes de remboursement. Mais ce n'est point, même alors, l'importance de la couverture qui fixe la valeur du billet de banque, c'est la valeur de l'or lui-même, puisque le billet peut toujours être échangé contre de l'or ; un billet de banque de cent francs, sous ce régime, vaut toujours cent fois la valeur du poids d'or qui a été appelé par la loi un franc, que l'encaisse or de la banque représente 10 % ou 9 % de la valeur des billets émis.*

Par contre, en régime de cours forcé, lorsque la banque émettrice n'est pas obligée de payer en or les billets dont on lui demande le remboursement, la couverture en or n'a plus aucune signification et n'est plus d'aucune utilité.

Ce qui détermine, dans ce cas, la valeur de la monnaie, c'est, comme le dit Fontaine, l'importance de sa « circulation », mais non son importance en valeur absolue, son importance relativement à la quantité de biens qui sont mis en vente. La valeur de l'argent (1) ne baisse pas, en effet, lorsqu'il y a accroissement de la circulation, contrairement à ce que semble penser Fontaine, si, en même temps que se produit cet accroissement, il y a un accroissement correspondant de marchandises. Ce n'est pas la quantité d'argent en circulation qui détermine les prix, c'est le rapport entre la quantité d'argent en circulation et la quantité de marchandises à vendre. Cela en vertu de la simple et vieille loi de l'offre et de la demande : si l'offre d'argent monte en raison d'une augmentation de la quantité d'argent mise en circulation, sans que monte également l'offre de marchandises, l'argent baisse (c'est-à-dire que les prix montent), et inversement dans le cas contraire.

Pour que la valeur de l'argent soit stable, il faut donc qu'il y ait toujours le même rapport entre la quantité d'argent en circulation, et ce qu'on peut acheter avec cet argent.

Ce qu'on peut acheter avec l'argent, la quantité de marchandises à vendre, peut donc être appelée, si l'on veut, comme le fait Fontaine, la « couverture » de la monnaie, mais alors, on doit conclure de ce que nous venons de dire, que c'est l'importance de sa « couverture » qui détermine alors la valeur de la monnaie, puisque selon que la couverture monte ou baisse on pourra acheter plus ou moins avec la même quantité d'argent.

Je serais vraiment curieux de savoir sur quoi se fonde Fontaine pour déclarer que la chute des billets de Law et celle des assignats sont dues au fait que l'on se crut obligé de leur assurer une couverture. En tous cas, depuis la fondation de la Banque de France jusqu'en 1914, période où l'on avait extrêmement souci de la couverture, certainement beaucoup plus qu'à l'époque de Law et des assignats, le billet de la Banque de France, loin de s'effondrer, resta parfaitement stable, sa valeur ne variant que dans les étroites limites dans lesquelles la valeur de l'or elle-même variait.

IV. — *« Balance commerciale favorable, budget de l'Etat en excédent », cela signifie uniquement « que les nouveaux maîtres de l'économie administrent les affaires de leur pays au moins aussi bien que nos dirigeants capitalistes. »*

Exactement ! et c'est précisément cela et uniquement cela que j'ai dit.

Mais cela, continue Fontaine, « ne signifie pas que le salarié, le paysan ou le fellah soit moins exploité ou plus heureux ». Sans aucun doute ! Pas plus que le fait que les pilotes égyptiens, syriens ou autres « Arabes », pilotent les navires dans le canal de Suez aussi bien que des Français ou des Anglais, ne signifie pas que les Egyptiens soient plus heureux !

Mais cela montre que les peuples « inférieurs » savent administrer leurs affaires, d'après les critérium bourgeois eux-mêmes, aussi bien que les peuples « supérieurs », ce qui contribue à démontrer la fausseté des préjugés de supériorité raciale, chose qui, en notre époque où lesdits peuples inférieurs sont en plein combat pour se libérer de leur infériorité politico-sociale, apparaît comme particulièrement utile.

Quant à considérer comme sans intérêt pour un homme de se libérer de la servitude qu'il subit en raison de son appartenance ethnique, servitude qu'il juge à bon droit comme l'une des plus pénibles et des plus déshonorantes, ce ne peut être que le fait des fanatiques du tout ou rien qui ne consentent pas à voir que « tout développement humain ne se fait jamais que partiellement et par contraste », ou de ceux qui, parce qu'ils appartiennent à une race de maîtres veulent que subsistent des races d'esclaves. — R. L.

(2) Par « argent », il faut entendre ici, naturellement : billets de banque.

Le problème algérien

De R. BARANTON :

Dans le numéro de novembre de « La Révolution Prolétarienne » j'ai signalé que certains camarades estiment qu'une *solution ouvrière* devrait être proposée par les organisations ouvrières au problème de l'Algérie.

R. Guilloré, dans le numéro de décembre, propose une *solution démocratique*, un cessez-le-feu contrôlé, des élections, une assemblée algérienne souveraine pouvant proclamer l'indépendance de l'Algérie, bien qu'il n'ait aucune illusion sur les suites, « les uns rouleront en Cadillac ou en Ziss et le peuple algérien trimera, bien entendu, et se distraira à les acclamer ».

Rien ne peut offusquer un militant dans l'article de Guilloré qui contient de si justes observations et devrait emporter toutes nos adhésions *si la solution ouvrière était rejetée*, mais nous continuons à penser qu'il existe un ordre de préférence et que la classe ouvrière doit *d'abord* présenter celle qui entre dans le cadre des objectifs généraux de son action.

***

1) SUR TOUS LES PROBLEMES, IL Y A UNE SOLUTION OUVRIERE. — Guilloré le conteste et sur ce point premier désaccord. Sur le problème algérien, il y a une solution ouvrière et socialiste, une solution de classe, *la solution que la classe ouvrière révolutionnaire adopterait si elle était maîtresse de ses destinées en Algérie et en France : le fédéralisme égalitaire et fraternel.*

Et puis il y a les solutions bourgeoises et natio-

nalistes : 1° celle des nationalistes algériens (indépendance nationale) ; 2° celle des nationalistes français « démocrates » (intégration, les Algériens ayant tous les droits des citoyens français) ; 3° celle des nationalistes français cherchant à ergoter (loi-cadre actuelle, égalité des communautés, arbitrage de la France entre les communautés, etc.) ; 4° celle des colonialistes (Algérie française, statu quo, les Algériens restant privés de droits).

Nous continuons à penser que notre mot d'ordre de Kienthal et de Zimmerwald, « Paix blanche sans vainqueurs, ni vaincus », transposé dans la guerre actuelle, correspond à réduire les droits des nationalistes français, à augmenter ceux des nationalistes algériens, malgaches, etc., *à les mettre au même niveau*, sur les bases du fédéralisme égalitaire :

A) Souveraineté interne en Algérie, en France, en Guinée, en Guyane, à Madagascar, etc. ;

B) Au-dessus, assemblée fédérale et exécutif fédéral compétents seulement en politique extérieure et pour les quelques lois intéressant l'ensemble de la fédération ;

C) Présidence fédérale assurée à tour de rôle par chaque pays ;

D) Citoyenneté fédérale garantissant que l'originaire d'un des pays fédérés n'est pas un étranger dans les autres pays de la fédération.

Par son « Appel au Peuple Algérien » publié dans le journal « La Commune » de novembre 1957, le président du M.N.A., Messali Hadj, affirme son désir « de coopérer avec le peuple de France dans la fraternité et l'égalité ».

Il faut donc parler, se toucher, se mettre d'accord si possible sur le sens des mots et ensuite lutter de concert pour *notre solution*.

2) LA SOLUTION OUVRIERE PEUT-ELLE ETRE IMPOSEE ? — Guilloré pose la question de la « terrible hypothèse » d'une mesure de caractère socialiste « imposée à un peuple ». Nous n'avons jamais dit cela. L'ensemble des conceptions socialistes émises par les différentes écoles ou tendances porte sur une multitude de questions : suppression de la propriété, gestion ouvrière, distribution des produits, égalité des sexes, des races, liberté des naissances, autonomie communale, fédéralisme interne, fédéralisme international, etc.

Ce n'est pas imposer le socialisme à un peuple que de *proposer une de ses parties*, d'essayer, en vertu de notre maxime « entente et action internationales des travailleurs », d'obtenir un accord des travailleurs algériens et français sur ce point et de lutter *ensemble* pour le faire triompher des nationalistes bourgeois français et algériens.

D'ailleurs le cliché « pas de charte octroyée » nous paraît un boniment dilatoire qui a servi à masquer la pensée de certains partisans du statu quo. Nous savons bien, nous, qu'une loi, même proposée par les gouvernants, n'est toujours en fait que le résultat du rapport des forces, qu'il n'y a pas de réformes octroyées mais des réformes conquises.

3) Guilloré pose la question : « *Au moment de l'affaire hongroise aurais-tu écrit que l'indépendance nationale est une monumentale connerie ?* » Oui, s'il y avait eu possibilité de réaliser un fédéralisme entre peuples égaux. Non, si cela était impossible.

Il est évident que s'il existait en Russie des organisations ouvrières libres, assez fortes pour jouer un rôle déterminant dans la vie de l'U.R.S.S., les travailleurs hongrois auraient eu pour devoir, à notre avis, de s'allier aux organisations ouvrières russes, afin de lutter *ensemble* contre les gouvernants staliniens et d'imposer un fédéralisme égalitaire entre la Russie, la Hongrie et les autres pays satellites.

Ce n'était pas le cas : pas d'organisations ouvrières libres, militants syndicalistes décimés ou dans les camps de concentration. Les travailleurs hongrois n'avaient pas d'autre voie que *la moins mauvaise des solutions bourgeoises,* la lutte avec leur bourgeoisie pour « l'indépendance nationale », comme nous l'avons fait de 1940 à 1944.

Comparons seulement des choses comparables. La situation franco-algérienne est totalement différente. *Les travailleurs français* sont libres, puissants, organisés. Ils disposent d'une presse non négligeable, d'une représentation importante dans les assemblées délibérantes et étendent leur influence sur des couches petites bourgeoises (gauche des radicaux, du M.R.P., de l'U.D.S.R., etc.). De leur côté *les travailleurs algériens* qui sont dans les syndicats Algériens, dans le M.N.A., dans le F.L.N., ont des armes. des appuis innombrables jusqu'à l'O.N.U. où ils disposent de 50 % des voix. La presque totalité des nations ont enjoint aux gouvernants français de trouver une solution au drame algérien. Enfin, financièrement, la guerre d'Algérie se fait lourdement sentir...

La lassitude de la guerre, ses conséquences financières et économiques, la pression internationale et le rapport des forces, tout permet de penser que travailleurs algériens et français), *luttant ensemble sur un mot d'ordre simple, clair et juste,* entraînerait une suffisante partie du peuple français pour emporter la décision.

***

EN RESUME, LA SOLUTION OUVRIERE C'EST LA VRAIE CHANCE DE PAIX : Les positions des nationalistes français et des nationalistes algériens sont sans issue autre que la continuation du carnage.

La solution ouvrière, dans l'esprit de Kienthal et de Zimmerwald, est une paix blanche sans vainqueurs, ni vaincus, imposée par les travailleurs des deux pays, sur la base d'un fédéralisme de peuples égaux.

Le désir de certains travailleurs algériens et de Messali Hadj de « coopérer avec le peuple de France dans l'égalité et la fraternité » n'est pas, a priori, contraire au *fédéralisme égalitaire admis par toutes les tendances socialistes* (Victor Considérant, Blanqui, Guesde, Sébastien Faure, etc.). Un groupement doit lui poser la question.

A notre avis les organisations ouvrières françaises, ou l'une d'elles, ou, à défaut, l'Union des Syndicalistes de Guilloré, devraient demander aux syndicats algériens, au M.N.A., au F.L.N., si cette solution a leur agrément. Nous continuons à penser que la réponse serait fraternelle et affirmative. En tout cas elle éclaircirait le problème.

Nous avons la conviction qu'une réponse affirmative des organisations algériennes — ou même d'une seule — entraînerait l'adhésion de la quasi-totalité dls travailleurs français et de la majorité de l'Assemblée Nationale qui a déjà admis l'indépendance de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie. Qui peut le plus peut le moins.

L'heure de cette solution n'est pas dépassée, comme le croit Guilloré, d'une part parce qu'elle est un tronçon de la construction socialiste, *donc de l'avenir*, d'autre part parce qu'en dehors d'elle il n'y a guère que le sang et encore le sang. Quelle terrible responsabilité si aucun groupement ne prend l'initiative de la proposer !

Pour et contre les « maths »

De Roger SALMET, de Paris (7e) :

« La dernière note de Louzon (décembre 1957) surprend ! A jouer les paradoxes, on perd tout esprit ; à jouer les forts, on perd tout crédit. Que l'anecdote de Gramme soit une anecdote d'école, d'accord. Mais fonder sur elle un enseignement, une doctrine... hola ! Sans les « maths », où seraient, entre autres choses, l'électronique, la physique nucléaire et... le « Spoutnik » ? Rions... et envoyons notre abonnement de soutien. Cordialement. »

●

De J. PERA :

Après avoir écrit mon articulet sur l'inutilité du bagage mathématiques dans le travail pratique de la plupart des ingénieurs, j'attendais une critique : celle d'être un enfonceur de porte ouverte. Or c'est bien cette critique là que je méritais. J'apprenais en effet, peu après, la création à la Faculté d'un enseignement de courte durée, destiné à adapter aux carrières scientifiques les étudiants littéraires.

...Guilloré feint de croire que je préfère les docteurs en droit aux bêtes à concours. Allons donc ! A la tête des entreprises, ces hommes d'origines différentes seront dans l'ensemble les mêmes : médiocres, mauvais ou bons selon les cas et sans que ce qu'il y a dans le « dossier » de chacun fasse grand chose à l'affaire.

Ce que je voyais, et il me semble que la conclusion allait d'elle-même dans la R.P. c'était la possibilité d'une promotion d'ouvriers... ce qui n'est hélas ! pas la même chose qu'une promotion ouvrière.

***

Par contre Guilloré a mis le doigt sur la vraie question : que doit être, ou que devrait être l'enseignement moyen, l'enseignement secondaire ?

Il n'y a pas de question pour l'enseignement « supérieur », qui forme des spécialistes (hellénistes, philosophes, mathématiciens). Pas de question non plus pour l'enseignement primaire, qui est fort bon (sauf le temps perdu pour l'orthographe). Mais l'entre-deux ? Qu'y mettra-t-on dans ce corbillon ?

C'est aux Jésuites que l'Etat laïque a pris l'enseignement secondaire. Le système jésuite était : latin et math. L'Etat a fait « math et latin » ou, (se croyant alors très « avancé ») « math ou latin ».

Il y a des enseignants à la R.P., des camarades qui s'intéressent à la notion de « culture » (qu'il faudrait bien préciser), qui s'intéressent aussi à la condition ouvrière. Qu'ils nous disent ce que devrait être une cultivation socialiste des jeunes hommes.

II.

« La fin du boom »...

La vraie question est : pourquoi pas de crise ? Depuis 25 ans !

Que deviennent nos notions bien resassées sur « la périodicité des crises économiques » ?

La question me semble dominée par une réflexion de Rosa Luxembourg sur le besoin de militarisme qu'aurait le capitalisme. En consacrant une partie des efforts ouvriers à la création de biens qui ne sont pas des marchandises *(canons, bateaux de guerre, etc.) le militarisme retarde le moment où les marchandises deviennent invendables.*

Or le capitalisme du XIXe siècle, le capitalisme des crises périodiques est aussi le temps de « la longue paix ». A part la France et l'Allemagne, le militarisme était, en ce temps, très peu développé. L'Amérique n'avait pas d'armée, l'Angleterre se contentait d'une flotte... Les choses ont bien changé ! Le plus grand pays capitaliste du monde, celui où un grippage économique serait déterminant pour le reste du monde, est presque devenu aussi le plus armé.

Quant à la deuxième grande région capitaliste (1), *le monde dit soviétique, non seulement il est terriblement militarisé, mais ce n'est que dans une très faible mesure qu'il consacre à la production de biens de consommation l'effort productif ouvrier.*

Ce que je dis ici cadre mal avec la théorie émise par Louzon il y a un quart de siècle, selon laquelle la cause des crises est le manque de main-d'œuvre. J'ai été, sur le moment fortement séduit par cette théorie, qui avait au moins le mérite d'être entièrement originale. Mais ni Louzon ni moi n'avons pu la démontrer vraiment.

III.

Guilloré cherche une « solution démocratique » de l'horreur algérienne.

Je suis d'accord avec sa conclusion désabusée. Une telle solution « n'est pas réaliste ».

Le moment est venu où il faut appeler les choses par leur nom. Personne ne le fait, pas même Mendès-France... La seule perspective réaliste, c'est l'abandon. *Les colons disent :* « c'est la guerre ou l'abandon ! ». *Ils n'ont tort que dans l'articulation des termes. Ils ont la guerre. Ils auront l'abandon.*

— Mais cette issue, demandera-t-on, avec cette manie que nous avons tous, de mêler futur et meilleur, cette issue est-elle bonne ?

Je réponds « non ». Ni pour les musulmans, ni pour les chrétiens, ni pour les juifs, ni pour les athées.

Une solution nuancée eut été meilleure, bien évidemment. Nous sommes quelques-uns à l'avoir cherchée pendant quarante ans. Etait-elle possible ? Quand elle apparaissait possible, elle s'est heurtée à un refus catégorique des Français d'Algérie. Mais ce n'est peut-être pas la seule raison pour laquelle elle n'était pas possible. En tous cas, aujourd'hui, elle n'est pas. C'est la seule constatation qui compte.

Je suis arrivé à penser que l'entreprise de la France en Algérie a toujours *été une utopie. Des contemporains de la conquête ont senti cette chose. Puis, avec la victoire militaire, on a cru pouvoir l'oublier.*

Or la situation actuelle montre bien que la guerre n'avait rien arrangé.

Syndicalisme politique ou politique du syndicalisme

De Miguel VALLEJO :

Il est nécessaire d'exiger un effort général, de la part de tous les hommes qui s'emploient en faveur des revendications ouvrières et que les questions de frontières n'arrêtent pas. Le besoin de préciser les différences d'interprétation en ce qui concerne le syndicalisme, de sa mission sociale dans l'époque actuelle, et aussi des moyens valables pour l'organisation et la coexistence humaine quand aura disparu l'Etat monstre qui s'arroge la faculté de détruire, quand ils mettent son existence en danger, les droits les plus élémentaires ou les libertés individuelles ou collectives, et qui maintient par la force les inégalités sociales, raciales, économiques ou politiques.

Le syndicalisme, comme toutes les doctrines ou les idéologies vouées à la meilleure organisation de la société a connu son époque de croissance et son romantisme, et en même temps l'opposition des gens s'acharnant à maintenir les systèmes rejetant le progrès et la culture en constante évolution.

(1) La production s'y fait sous le régime du salariat. Une partie seulement de la valeur produite va au producteur. Qu'est-ce que ce régime, sinon du capitalisme : L'unicité du patron ne fait rien à l'affaire.

Comme tel, il possède jusqu'à ses martyrs. Les Espagnols peuvent l'affirmer sans crainte de démenti.

Au cours des dix dernières années et aujourd'hui davantage, une particularité se manifeste : l'avis général que le syndicalisme est le moyen, le pouvoir le plus net et le plus respectable du fait de sa capacité d'organisation, en mesure d'exercer les fonctions actuellement dévolues à l'Etat. Le même accord s'exprime quant à l'incapacité de l'Etat moderne à résoudre efficacement les problèmes populaires. Cet accord peut paraître réjouissant pour ceux qui, depuis des années, préconisent les vertus du syndicalisme comme moyen d'affronter les problèmes de la vie moderne, mais ce que nous ne pouvons admettre et ce dont nous ne pouvons nous satisfaire, c'est que l'interprétation syndicaliste libertaire classique soit corrompue, défigurée par ceux qui prétendent que le syndicalisme doit être un serviteur de plus de l'Etat, que ce syndicalisme doit lui offrir des solutions hors de portée des partis politiques traditionnels, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Il est évident que le syndicalisme constitue une force aujourd'hui puissante au point que les tendances ou groupements politiques s'efforcent de la corrompre, de la déformer et de l'utiliser pour leurs méthodes particulières de la conquête politique. Presque tous. et plus spécialement les communistes, savent qu'un parti politique, aussi grand soit-il, s'il ne peut « contrôler » l'organisation syndicale du pays, n'a pas grand chose entre les mains. Et c'est ainsi que, là où leurs projets ne réussissent pas, les partis tentent de désunir ce qui est syndicalement organisé, par la diffamation ou par la persécution, suivant les cas.

On entend sérieusement dire par ceux qui croient revenir aux discussions sociales que « le syndicalisme n'est pas une idée, mais du matérialisme pur et simple, qu'il manque de force et de réalisme pour affronter les problèmes de la vie ». Evidemment, ces affirmations s'expriment quand le syndicalisme ne se plie pas aisément aux manœuvres de ceux qui défendent la « moralité de l'Etat ».

La prétendue organisation syndicale russe ne représente en fait qu'une plateforme de lutte contre le syndicalisme authentique. C'est, de plus, et du fait de la politique du parti, un moyen de propagande antiaméricain. La puissante centrale syndicale anglaise se présente comme un instrument du labourisme anglais si bien que, fréquemment, les syndicats anglais en lutte pour leurs revendications doivent affronter le labourisme suivant l'étape politique de celui-ci. Et que dire de l'orgueilleuse organisation syndicale franquiste, ridicule au point que nul, parmi les Espagnols, ne la prend au sérieux ? Elle ne sert en fin de compte que comme bastion bureaucratique où se satisfont les exigences de ceux qui combattirent du côté franquiste, mais rien de plus. Sinon que, pour l'ordre de l'Etat franquiste, elle soustrait légalement quelques millions de pesetas aux travailleurs espagnols sans le consentement de ces derniers. Qu'il le veuille ou non, le travailleur espagnol, quand il touche son salaire, constate que lui a été décomptée la « cotisation syndicale », mais il n'aura pas le droit d'en connaitre l'utilisation. Quant au contenu de la prétendue « action syndicale », il est basé, en sa quasi totalité, sur les idées, les inquiétudes, les études du syndicalisme classique et authentique espagnol clandestin ou exilé aujourd'hui. Est-ce là du syndicalisme ?

Il est urgent pour nous de rappeler la conception du syndicalisme comme large base d'entente sociale et comme règle morale qui rejette l'exploitation de l'homme par l'homme.

A ceux qui entonnent les louanges du syndicalisme politique, rien ne vaut mieux qu'une invitation à jeter un coup d'œil sur le monde prolétaire, dans quelque pays d'Europe que ce soit, affrontant de lourdes préoccupations politiques ou économiques malgré l'existence de la liberté syndicale. On peut constater une réalité difficile à dissimuler ou à défigurer : quand les travailleurs se voient dans l'obligation de défendre leurs droits les plus élémentaires, il n'est pas d'autre solution que l'union de tous pour des buts communs à la classe ouvrière. Pour ce qui concerne l'organisation du travail, la sécurité sociale, etc., il n'est pas moins nécessaire de faire un bien grand effort pour constater la fraude de ce qu'on appelle « législation sociale ». On rencontre souvent des travailleurs que la nécessité pousse à travailler « hors la loi », qui ne perçoivent pas les salaires stipulés dans les conventions collectives et dont le montant des heures supplémentaires qu'ils ont accomplies ne figure pas dans les paiements destinés à la Sécurité sociale. La Sécurité sociale a connaissance des fraudes que la loi châtie, mais qui sont commises malgré tout. Et ce qui est dit là peut être vérifié dans des pays qui passent pour être des plus avancés en syndicalisme, aux dires de ceux qui prétendent nous convaincre des miracles du syndicalisme politique.

La raison fondamentale du syndicalisme réside précisément dans le fait que la classe ouvrière de tous les pays ressent le besoin de se défendre contre d'autres classes qui s'estiment supérieures et disposent des ressorts de l'Etat au détriment du monde travailleur ; mais le syndicalisme, au vu de l'incapacité de l'Etat, dépasse sa mission première et va créant des idées nouvelles qui peuvent supplanter celle de l'Etat, avec tous ses défauts actuels.

Dirigisme et socialisme

De J. DUPERRAY :

Je suis heureux de retrouver l'écho de l'entrefilet où Péra. Il ne m'étonne pas. Certes il est en accord avec tout ce que j'ai lu de lui dans la R.P.

Guilloré n'est pas gentil. Il paraît que je soulève à nouveau ce vieux problème parce que « je tiens à être minoritaire même à l'Union des Syndicalistes ». Crois-tu Guilloré ?

Je n'ai jamais refusé une responsabilité syndicale, ni dans l'enseignement, ni dans les grèves, ni dans les U.L. ou U.D. ouvrières. J'ai toujours mis mes opinions personnelles dans ma poche pour prendre au maximum ma part de travail. Savais-tu ce qu'on me disait alors, et ce qu'on me dit encore souvent : « que je tiens absolument à être majoritaire, que je ne sais pas me décider à être minoritaire »... Mais tout cela est plaisanterie. J'ai relu le manifeste de l'Union des Syndicalistes et ma foi, tu as raison. J'ai tort de me fier à ma mémoire et la clause que je croyais y retrouver n'est pas du tout aussi catégorique — et sous sa forme en effet elle est tout à fait acceptable et n'implique pas que le planisme soit indispensable. L'évolution sociale vers la plus grande égalité et la plus grande liberté ne peut être attendue du développement d'économies concurrentielles.

Mais Guilloré me suivra sans doute en reconnaissant qu'il y a quand même là une confusion entre : concurrentielles et capitalistes. Il est prêt à reconnaître qu'il faut maintenir la concurrence entre toutes les entreprises des hommes, pourvu qu'elles ne soient pas capitalistes... Bien.

Et entre les entreprises capitalistes pense-t-il qu'il suffirait de faire cesser la concurrence pour qu'elles soient moins nocives ? Donc ce n'est pas la concurrence qui est à éliminer, mais l'exploitation capitaliste. Quant à la suppression de la concurrence entre les entreprises capitalistes ce n'est pas une limitation de l'exploitation, mais une aggravation. Enfin la liberté des hommes doit avoir une base matérielle dans le système économique de leur société : la concurrence.

SI L'ON AVAIT FAIT LA BROCHURE :

" POURQUOI ET COMMENT SE BAT L'ALGÉRIE OUVRIÈRE "

L'Union des Syndicalistes a publié une brochure sur la Révolution de Hongrie. Elle ne nous a pas encore dit : « Pourquoi et comment se bat l'Algérie ouvrière ». L'idée en avait été trouvée excellente, mais elle n'a pas été réalisée, pas plus que la brochure sur l'expérience de la Loire, pourtant jugée plus urgente...

Nous pensons tous que « la véritable lutte pour la paix passe par la lutte contre l'oppression, l'ignorance et la misère », mais quand le combat est celui des peuples coloniaux, nous ne sommes plus d'accord. Surtout quand il s'agit de « nos » colonies.

Pourtant la brochure aurait été très instructive. Elle nous aurait permis de parler de la *paix française* dans « nos » colonies. De cette paix française que le peuple algérien subit depuis 1830 !

127 ans d'oppression, d'ignorance et de misère qui expliquent bien des choses. Entre autres, que le Français de 1957 n'est pas moins colonialiste que celui de 1830.

La Justice, le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, vieilles lunes ! quand « il s'agit non seulement de conserver l'Algérie, qui est le vestibule et la clé de voûte du continent africain, mais de défendre aussi notre honneur » (1).

Notre honneur ! de Français et, aussi, hélas ! de syndicalistes, nous n'avons pas besoin de chercher bien loin pour savoir ce que nous en avons fait. Il suffit d'ouvrir la « R. P. », cette mine inépuisable de preuves, hallucinantes, mais combien édifiantes !

Voyez « le Code de l'Indigénat », « les Cours criminelles », « les Tribunaux répressifs », « l'Internement administratif », « les Amendes collectives »... pendant que la famine ravage d'une façon périodique des milliers d'êtres chroniquement sous-alimentés.

Voyez ce témoignage accablant pour « l'honneur » des Français que constituent

CENT ANS DE CAPITALISME EN ALGERIE

« ...*Nous avons réuni au domaine les biens de fondations pieuses, nous avons séquestré ceux d'une classe d'habitants que nous avions promis de respecter... nous nous sommes emparé des propriétés privées sans indemnité aucune ; et, de plus, nous avons été jusqu'à contraindre des propriétaires, expropriés de cette manière, à payer les frais de démolition de leurs maisons et même d'une mosquée.*

» *Nous avons profané les temples, les tombeaux, l'intérieur des maisons ; asile sacré chez les musulmans.*

» *Nous avons massacré des gens porteurs de sauf-conduits ; égorgé sur un soupçon des populations entières, qui se sont ensuite trouvées innocentes ; nous avons mis en jugement des hommes réputés* saints *dans le pays, des hommes vénérés, parce qu'ils avaient assez de courage pour venir s'exposer à nos fureurs, afin d'intercéder en faveur de leurs malheureux compatriotes ; il s'est trouvé des hommes pour les condamner, et des hommes* civilisés *pour les faire exécuter.* »

(Rapport de la Commission gouvernementale d'Enquête, 1833).

LA LEGENDE DU COUP DE L'EVENTAIL

Nous savons par la « R. P. » les véritables raisons de la colère du dey d'Alger : sa spoliation en 1827 d'un prêt de un million de francs qu'il avait consenti au Directoire en 1796 pour achats de blé en Algérie, afin de faire échec au plan de l'Angleterre d'affamer les armées de la République, et — surtout — la fortification par les Français, contrairement à l'engagement pris, du port de la Calle, qui leur avait été concédé uniquement comme entrepôt commercial.

Avec le débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch, le 14 juin 1830, plus de dettes à payer et pas de fortifications à démolir. En guise de reconnaissance envers « ceux qui avaient fourni de quoi faire le pain du troupier français », républicain !

Passons donc sur l'imposture de l'atteinte à l'honneur, toujours mis en avant pour camoufler les plus ignobles besognes, et arrivons à la conquête.

QUARANTE ANS DE MASSACRES !

« Quarante ans de combats, de meurtres et de pillages, quarante ans pendant lesquels, à chaque moment, telle région qu'on avait hier « pacifiée » se soulevait de nouveau et devait être « pacifiée » de nouveau, à coups de « razzias » et de massacres (2).

» Quarante ans pour cinq millions d'habitants ! Quarante ans de guerre, entre, d'un côté, un peuple dépourvu de toute organisation matérielle moderne, et, de l'autre côté, l'armée française, alors, sans conteste, la première armée d'Europe, l'armée qui était, hier, celle de Napoléon et qui sera encore celle de Sébastopol et de Magenta. »

Et voici des preuves irréfutables :

« LA FLAMME A LA MAIN »

Des *Lettres* du maréchal de Saint-Arnaud, arrivé lieutenant en 1837, parti général de division en 1851, ces extraits :

« *Le pillage, exercé d'abord par les soldats, s'étendit ensuite aux officiers, et quand on évacua Constantine il s'est trouvé comme toujours que la part la plus riche et la plus abondante était échouée à la tête de l'armée et aux officiers de l'état-major.* » (Prise de Constantine, octobre 1837).

« *Nous resterons jusqu'à la fin de juin à nous battre dans la province d'Oran, et à y ruiner toutes les villes, toutes les possessions de l'émir. Partout, il trouvera l'armée française, la flamme à la main.* » (Mai 1841).

« *Mascara, ainsi que je te l'ai déjà dit, a dû être une ville belle et importante. Brûlée en partie et saccagée par le maréchal Clauzel en 1835.* »

« *Nous sommes dans le centre des montagnes, entre Miliana et Cherchell. Nous tirons peu de coups de fusil, nous brûlons tous les douars, tous les villages, toutes les cahutes. L'ennemi fuit partout en emmenant ses troupeaux.* » (Avril 1842).

« *Le pays des Beni-Menasser est superbe et l'un des plus riches que j'aie vus en Afrique. Les villages et les habitations sont très rapprochés. Nous avons tout brûlé, tout détruit. Oh ! la guerre, la guerre ! Que de femmes et d'enfants, réfugiés dans les neiges de l'Atlas, y sont morts de froid et de misère !... Il n'y a pas dans l'armée cinq tués et quarante blessés.* » (Région de Cherchell, avril 1842).

« *Deux belles armées... se donnant la main fraternellement au milieu de l'Afrique, l'une partie de Mostaganem le 14, l'autre de Blidah le 22 mai, rasant, brûlant, chassant tout devant elles.* » (Mai 1842 ; de Mostaganem à Blidah il y a 250 kilomètres).

« *On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres. Des combats : peu ou pas.* » (Région de Miliana, juin 1842).

« ...*Entouré d'un horizon de flammes et de fumée qui me rappelle un petit Palatinat en miniature, je pense à vous tous et je t'écris. Tu m'as laissé*

(1) Du « syndicaliste » Robert Lacoste (« Le Monde », du 13-12-1957)

(2) Quelle différence avec la « pacification » de Lacoste ?

chez les Brazes, je les ai brûlés et dévastés. Me voici chez les Sindgads, même répétition en grand, c'est un vrai grenier d'abondance... Quelques-uns sont venus pour m'amener le cheval de soumission. Je l'ai refusé, parce que je voulais une soumission générale, et j'ai commencé à brûler. » (Ouarsenis, octobre 1842).

« *Le lendemain 4, je descendais à Haïmda, je brûlais tout sur mon passage et détruisais ce beau village... Il était deux heures, le gouverneur (Bugeaud) était parti. Les feux, qui brûlaient encore dans la montagne, m'indiquaient la marche de sa colonne.* » (Région de Miliana, février 1843).

« *Des tas de cadavres pressés les uns contre les autres et morts gelés pendant la nuit ! C'était la malheureuse population des Beni-Naâsseur, c'étaient ceux dont je brûlais les villages, les gourbis et que je chassais devant moi.* » (Région de Miliana, février 1942).

« *Les beaux orangers que mon vandalisme va abattre !... Je brûle aujourd'hui les propriétés et les villages de Ben-Salem et de Bel-Cassem-ou-Kassi.* » (Région de Bougie, 2 octobre 1844).

« *J'ai brûlé plus de dix villages magnifiques.* » (Kabylie, 28 octobre 1844).

« *Il y avait encore des groupes nombreux d'ennemis sur les pitons, j'espérais un second combat. Ils ne sont pas descendus et j'ai commencé à couper de beaux vergers et à brûler de superbes villages sous les yeux de l'ennemi.* » (Dahra, mars 1846).

« *J'ai laissé sur mon passage un vaste incendie. Tous les villages, environ deux cents, ont été brûlés, tous les jardins saccagés, les oliviers coupés.* » (Petite Kabylie, mai 1851).

« *Nous leur avons fait bien du mal, brûlé plus de cent maisons couvertes en tuiles, coupé plus de mille oliviers.* » (Petite Kabylie, juin 1851).

LA VENTE DES FEMMES ET LE MASSACRE DES ENFANTS

Du colonel Pein (en Algérie de 1840 à 1863).

Voici comment il décrit la prise de Laghouat, à laquelle il assista (2 décembre 1852) :

« *Le carnage fut affreux ; les habitations, les tentes des étrangers dressées sur les places, les rues, les cours, furent jonchées de cadavres. Une statistique faite à tête reposée et d'après les meilleurs renseignements, après la prise, constate un chiffre de 2.300 hommes, femmes et enfants tués : mais le chiffre des blessés fut insignifiant, cela se conçoit. Les soldats, furieux d'être canardés par une lucarne, une porte entrebâillée, un trou de la terrasse, se ruaient dans l'intérieur et y lardaient impitoyablement tout ce qui s'y trouvait ; vous comprenez que, dans le désordre, souvent dans l'ombre, ils ne s'attardaient pas à établir de distinction d'âge ni de sexe : ils frappaient partout et sans crier gare !* »

Du même Pein :

« *Les Ouled Saad avaient abandonné femmes et enfants dans les buissons. J'aurais pu en faire un massacre, mais nous n'étions pas assez nombreux pour nous amuser aux bagatelles de la sorte ; il fallait garder une position avantageuse et décrocher ceux qui tiraient sur nous.* »

Lamoricière préférait vendre les femmes.

Voici le système employé, d'après une lettre de l'un de ses subordonnés, le colonel de Montagnac :

« *Vive Lamoricière ! Voilà ce qui s'appelle mener la chasse avec intelligence et bonheur !... Ce jeune général qu'aucune difficulté n'arrête, qui franchit les espaces en un rien de temps, va dénicher les Arabes dans leurs repaires, à vingt-cinq lieues à la ronde, leur prend tout ce qu'ils possèdent :* femmes, enfants, troupeaux, bestiaux, etc. » (1er février 1841).

Dans la région de Mascara, le 17 janvier 1842 :

« *Nous poursuivons l'ennemi, nous lui enlevons* femmes, enfants, *bestiaux, blé, orge, etc.* »

Le 11 février 1842 :

« *Pendant que nous rasons de ce côté, le général Bedeau, autre perruquier de première qualité, châtie une tribu des bords du Chélif..., leur enlève* femmes, enfants et bestiaux... »

En Petite Kabylie, le 2 mai 1843 :

« *Nous nous sommes établis au centre du pays... brûlant, tuant, saccageant tout... Quelques tribus pourtant résistent encore, mais nous les traquons de tous côtés, pour leur prendre leurs* femmes, *leurs enfants,* leurs bestiaux. »

Et le même de Montagnac d'expliquer ce qu'on faisait de ces femmes :

« *Vous me demandez, dans un paragraphe de votre lettre, ce que nous faisons des femmes que nous prenons ? On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux et le reste est* vendu à l'enchère comme bêtes de somme. » (Lettre datée de Mascara, 31 mars 1842).

« APPORTEZ DES TETES, DES TETES ! BOUCHEZ LES CONDUITS CREVES AVEC LA TETE DU PREMIER BEDOUIN QUE VOUS RENCONTREREZ »

Du comte d'Hérisson, autre officier :

« *Il est vrai que nous rapportons un plein baril d'oreilles récoltées paire à paire sur les prisonniers, amis ou ennemis.* » « *...des cruautés inouïes, des exécutions froidement ordonnées, froidement exécutées à coups de fusil, à coups de sabre, sur des malheureux dont le plus grand crime était quelquefois de nous avoir indiqué des silos vides.* »

« *Les villages que nous avons rencontrés, abandonnés par leurs habitants, ont été brûlés et saccagés ; ...on a coupé leurs palmiers, leurs abricotiers, parce que les propriétaires n'avaient pas eu la force nécessaire pour résister à leur émir et lui fermer un passage ouvert à tout le monde chez ces tribus nomades. Toutes ces barbaries ont été commises sans tirer un coup de fusil, car les populations s'enfuyaient devant nous, chassant leurs troupeaux et leurs femmes, délaissant leurs villages.* »

Cette colonne était commandée par le général Yusuf. Sur ce même général, le comte d'Hérisson rapporte le fait suivant, *si militaire* :

« *En 1857, le maréchal Randon, que les lauriers de Saint-Arnaud empêchaient de dormir, monte à l'assaut de la Kabylie pour* exercer ses 25.000 *hommes et y recommencer les incendies de ses prédécesseurs. C'est dans cette expédition qu'on vient dire au général Yusuf : « Encore une tribu, mon général, qui en a assez et demande l'aman (le pardon).* » — « *Non, répondit Yusuf, il y a là, sur notre gauche, ce brave colonel qui n'a encore rien eu. Laissons-lui cette tribu à éreinter : cela lui fera un bulletin ; on donnera ensuite l'aman.* »

Quand au colonel de Montagnac, celui qui devait devenir le « héros » de Sidi-Brahim, il préfère, lui, la méthode qui consiste à faire couper les têtes :

« *Je lui fis couper la tête et le poignet gauche (il s'agit d'un marabout de la province de Constantine) et j'arrivai au camp avec cette tête piquée au bout d'une baïonnette et son poignet accroché à la baguette d'un fusil. On les envoya au général Baraguay d'Hilliers qui campait près de là, et qui fut enchanté, comme tu le penses...* »

« *On ne se fait pas l'idée de l'effet que produit sur les Arabes une décollation de la main des chrétiens... Il y a déjà pas mal de temps que j'ai compris cela, et je t'assure qu'il ne m'en sort guère d'entre les griffes qui n'aient subi la douce opération. Qui veut la fin veut les moyens, quoi qu'en disent nos philanthropes. Tous les bons militaires que j'ai l'honneur de commander sont prévenus par moi-même que s'il leur arrive de m'amener un Arabe vivant, ils recevront une volée de coups de plat de sabre... Quant à l'opération de la décollation, cela se passe* coram populo. »

LE MASSACRE PAR « ERREUR »

Au printemps de 1832 des envoyés d'une tribu du Sud avaient été dépouillés par des maraudeurs, à quelque distance d'Alger : le fait s'était passé sur le territoire où était campée la tribu des El-Ouffia.

Alors :

« *En vertu des instructions du général en chef de Rovigo, un corps de troupe sortit d'Alger, pendant la nuit du 6 avril 1832, surprit au point du jour la tribu endormie sous ses tentes et égorgea tous les malheureux El-Ouffia sans qu'un seul cherchât même à se défendre. Tout ce qui vivait fut voué à la mort ; on ne fit aucune distinction d'âge ni de sexe. Au retour de cette honteuse expédition, nos cavaliers portaient des têtes au bout de leurs lances.* »

« *Tout le bétail fut vendu à l'agent consulaire du Danemark. Le reste du butin fut exposé au marché de la porte Bab-Azoun (à Alger). On y voyait des bracelets de femme qui entouraient encore des poignets coupés, et des boucles d'oreilles pendant à des lambeaux de chair. Le produit des ventes fut partagé entre les égorgeurs. Dans l'ordre du jour du 8 avril, qui atteignit les dernières limites de l'infamie, le général en chef eut l'impudence de féliciter les troupes de l'ardeur et de l'intelligence qu'elles avaient déployées. Le soir de cette journée à jamais néfaste, la police ordonna aux Maures d'Alger d'illuminer leurs boutiques en signe de réjouissance.* »

On apprenait, quelques jours après, que cette tribu n'avait été pour rien dans la mésaventure arrivée aux envoyés du Sud, ceux-ci avaient été victimes d'hommes appartenant à une autre tribu, celle des Krechnas. « *Ce qui n'empêcha pas*, bien que l'innocence des El-Ouffia fût déjà connue, *de condamner à mort le chef des El-Ouffia, qu'on avait soigneusement épargné lors du massacre, et de l'exécuter, ainsi qu'un autre notable aussi innocent que lui.* »

Un village de colonisation porte le nom du général en chef assassin des El-Ouffia : Rovigo.

A Bône, le futur général Yusuf, alors capitaine, opérait pareillement :

« *Le 7 mai 1832, des Arabes d'une tribu inconnue vinrent, sous les murs de la ville, s'emparer de quelques bœufs. Le capitaine Yusuf décida que les maraudeurs appartenaient à la tribu des Kharejas ; le même soir, il partit avec les Turcs, fut s'embusquer de nuit dans les environs, et lorsque le jour commençait à paraître, il massacra femmes, enfants et vieillards. Une réflexion bien triste suivit cette victoire, lorsqu'on apprit que cette même tribu était la seule qui, depuis notre occupation de Bône, approvisionnait notre marché.* »

« MEURTRE CONSOMME AVEC PREMEDITATION SUR UN ENNEMI VAINCU, UN ENNEMI SANS DEFENSE ».

Prince de la MOSKOWA.
(Discours à la Chambre des Pairs)

« *R. P.* », *n°* 99, *p.* 72 :

Le massacre est toujours le massacre, mais certaines circonstances ajoutent encore à son horreur.

La région du Dahra, à mi-chemin entre Alger et Oran, présente la particularité de posséder, en plusieurs points, d'immenses grottes pouvant contenir plusieurs centaines de personnes. De temps immémorial, ces grottes servaient de refuge aux tribus de la contrée, refuge qui avait toujours été respecté ; les hommes réfugiés là n'étaient plus à craindre ; de ce fait même, ils s'avouaient vaincus ; jamais tribu « barbare », jamais « sectateurs de Mahomet » n'avaient eu l'idée d'y massacrer.

L'armée de la bourgeoisie française allait rompre avec cette tradition.

En un an, sur trois points différents, trois colonels français : Cavaignac, Pélissier, Saint-Arnaud, firent périr trois tribus réfugiées dans des grottes, en *les brûlant et les asphyxiant vives*. Trois tribus complètes : hommes, femmes, enfants.

De ces trois « enfumades », la plus connue, longtemps la seule connue, est la seconde, celle commise par Pélissier, parce qu'elle donna lieu à une interpellation du prince de la Moskowa, le fils de Ney, à la Chambre des Pairs.

Le 19 juin 1845, la tribu des Ouled-Riah, chassée de ses villages par l'une de ces colonnes incendiaires, dont nous avons vu la description chez Saint-Arnaud, se réfugie dans les grottes, toute la tribu, troupeaux compris. La colonne commandée par Pélissier l'y poursuit et la somme de sortir. Celle-ci accepte ; elle est même prête à verser comme rançon une importante somme d'argent, mais elle ne veut pas, lorsqu'elle sortira, être massacrée ; elle pose donc une seule condition : que les troupes françaises se retirent.

Pélissier refuse. Puis, à trois heures de l'après-midi, il fait allumer, à chaque entrée des grottes, de vastes feux, qu'on alimentera et attisera sans répit tout le restant de la journée et toute la nuit, jusqu'à une heure avant le lever du jour.

Au matin, on entre.

Un soldat a donné, dans une lettre, le récit de ce qu'il vit la nuit et le matin :

« *Quelle plume saurait rendre ce tableau ? Voir au milieu de la nuit, à la faveur de la lune, un corps de troupes français occupé à entretenir un feu infernal ! Entendre les sourds gémissements des hommes, des femmes, des enfants et des animaux ; le craquement des rochers calcinés s'écroulant, et les continuelles détonations des armes ! Dans cette nuit, il y eut une terrible lutte d'hommes et d'animaux !*

» *Le matin, quand on chercha à dégager l'entrée des cavernes, un hideux spectacle frappa les yeux des assaillants.*

» *J'ai visité les trois grottes, voici ce que j'ai vu :*

» *A l'entrée, gisaient des bœufs, des ânes, des moutons ; leur instinct les avait conduits à l'ouverture de la grotte pour respirer l'air qui manquait à l'intérieur. Parmi ces animaux, et entassés sous eux, on trouvait des hommes, des femmes et des enfants. J'ai vu un homme mort, le genou à terre, la main crispée sur la corne d'un bœuf. Devant lui une femme tenant son enfant dans ses bras. Cet homme, il était facile de le reconnaître, avait été asphyxié, ainsi que la femme, l'enfant et le bœuf, au moment où il cherchait à préserver sa famille de la rage de cet animal.*

» *Les grottes sont immenses ; on a compté* 760 *cadavres ; une soixantaine d'individus seulement sont sortis, aux trois quarts morts ; quarante n'ont pu survivre ; dix sont à l'ambulance, dangereusement malades ; les dix derniers, qui peuvent se traîner encore, ont été mis en liberté pour retourner dans leurs tribus ; ils n'ont plus qu'à pleurer sur des ruines.* »

Crime de soudard subalterne ?

Non ! Pélissier, qui en a porté jusqu'ici la responsabilité devant l'histoire, n'a été qu'un exécutant. La responsabilité remontait plus haut ; elle remonte directement au plus haut représentant de la France en Algérie, à celui qui, pendant sept années, fut, au nom de « la France », le maître à peu près absolu de l'Algérie, le gouverneur général Bugeaud, duc d'Isly ; celui-ci avait en effet envoyé à Pélissier l'ordre suivant :

« *Orléansville*, 11 *juin* 1845.

« *Si ces gredins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Sbéhas ! Fumez-les à outrance comme des renards.* »

« *Duc d'Isly* » (3).

« *Imitez Cavaignac* », ordonnait Bugeaud.

En effet, l'année précédente, Cavaignac, futur gouverneur général de la République en Algérie, futur emprisonné du 2 décembre, avait, lui aussi, le premier, enfumé « comme des renards » des Sbébas réfugiés dans des grottes, « tribu vaincue », « tribu sans défense ».

Et deux mois après Pélissier, le 12 août 1845, Saint-Arnaud, à son tour, près de Ténès, transformait d'autres grottes en « un vaste cimetière » ; « 500 brigands » y furent enterrés. Le seul résultat de l'interpellation à la Chambre des Pairs fut que Saint-Arnaud tint, à la différence de Pélissier, soigneusement caché son exploit :

« *Personne n'est descendu dans les cavernes ; personne... que moi... Un rapport confidentiel a tout dit au maréchal (Bugeaud), simplement, sans poésie terrible ni images.* »

Ainsi, depuis le républicain Cavaignac jusqu'aux futurs bonapartistes Pélissier et Saint-Arnaud, en passant par le monarchiste Bugeaud, les hommes les plus représentatifs de tous les clans de la bourgeoisie française ont trempé directement dans ces actes où culminent les deux caractères dominants de la conquête de l'Algérie : la lâcheté et la férocité.

(3) Le duc d'Isly, autrement dit : Tohmas Bugeaud de la Piconnerie, gouverneur de l'Algérie pendant la « conquête », dont Lacoste a dit au Sénat : « La métode de Bugeaud... c'est la méthode de la France ».

Pour l'honneur socialiste, il faut ajouter ce soufflet d'Edouard Depreux : « Un ministre socialiste n'a pas à rechercher les applaudissements hystériques de la droite en se servant du maréchal Bugeaud qui reste pour nous, dans l'histoire, le massacreur... » (« l'Express », 8 juin 1956).

Aucune des catégories de la bourgeoisie ne peut en rejeter la responsabilité sur les autres. Le colonialisme étant un produit spécifique du capitalisme, tout le capitalisme avait à se vautrer dans ses horreurs.

L'HONNEUR KABYLE

Quant aux gestes d'honneur, on ne les trouve que de l'autre côté de la barricade.

« *Abd el Kader, écrit Saint-Arnaud, le* 14 *mai* 1842, *nous a envoyé sans condition, sans échange, tous nos prisonniers. Il leur a dit : « Je n'ai plus de quoi « vous nourrir, je ne veux pas vous tuer, je vous renvoie. » Le trait est beau pour un barbare.* »

Et saviez-vous que lors du soulèvement de 1871, les Kabyles prévinrent les colons avant de les attaquer ? Et que « ceux des colons qui, au lieu de partir ou de résister, se mirent sous la protection d'un Kabyle, sous son « anaïa », purent vivre en pleine sécurité durant toute l'insurrection, en plein pays insurgé » ?

Or ces Kabyles protecteurs de Français, n'étaient pas des tièdes, ils étaient, au contraire, au premier rang des combattants contre l'envahisseur.

« Ce qui n'empêcha pas le gouvernement de la République de commettre à l'égard des insurgés kabyles la même monstruosité que celle qu'il commettait, au même moment, à l'égard des insurgés parisiens : faire poursuivre, condamner et exécuter les chefs de l'insurrection comme coupables de crimes de *droit commun !* Comme Ferré, Boumezrag, frère de Mokrani et successeur de celui-ci à la tête de l'insurrection, fut condamné à mort pour pillage et assassinat ! Thiers ne se contentait pas de tuer ; en Afrique comme à Paris, il lui fallait déshonorer. »

L'EXPROPRIATION

La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, *leurs* propriétés, *leur* industrie *ne recevront aucune atteinte... Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur.*

Général de Bourmont
(5 juillet 1830)

« ...La bourgeoisie tue, mais il faut lui rendre cette justice qu'elle ne tue pas pour le plaisir ; elle tue pour que ça lui rapporte ». Autrement dit, la bourgeoisie assassine pour voler.

Elle a donc volé, après l'assassinat, par d'hypocrites artifices juridiques les meilleures terres de ses victimes, terres personnelles et terres de tribus, en réduisant les survivants à l'état de prolétaires travaillant pour la plus-value sur les terres qu'ils cultivaient librement comme propriétaires.

« Ainsi, dès 1900, 2.250.560 hectares de terres appartenant aux tribus avaient été classés comme domaines de l'Etat, cela rien que dans le Tell (c'est-à-dire, non compris hauts-plateaux et région saharienne) ».

« Les biens des Turcs, les biens de fondations pieuses, furent incorporés au domaine de l'Etat, puis revendus aux particuliers. » Des mosquées (celle par exemple de Ketchaoua devenue la cathédrale d'Alger) démolies et transformées en églises, malgré l'engagement « d'honneur » de ne porter aucune atteinte à la religion comme à la propriété.

Voici comment fut prise la Ketchaoua, en 1832 :

« *Malgré le baron Pichon qui ne voulait pas que les choses fussent brusquées, le général en chef fit se réunir les commissaires français, leur enjoignant de demander au clergé musulman la mosquée de la rue du Divan.*

» *Nouvel émoi des indigènes parmi lesquels s'ourdissent des conspirations. Mais le 23 mai, les Ulémas consentent à la cession de la mosquée exigée.*

» *Le mois suivant, le baron Pichon, dont les vues se trouvaient trop divergentes de celles du duc de Rovigo, était rappelé en France et remplacé par M. Gentu de Bussy, à qui des pouvoirs moindres étaient dévolus.*

» *L'agitation augmentant, les Maures Bou Derba et Ben Ouizzan viennent, le soir du 8 décembre, avertir l'un des interprètes que* 10.000 *Arabes ont juré de mourir sous la coupole de Ketchaoua, plutôt que de consentir à sa prise par les chrétiens.*

» *Avisé, le général en chef fait, le 17, doubler les postes et inviter les deux muphtis à remettre à la commission les clés de la mosquée. Il fait publier un ordre relatif à l'occupation du temple et se terminant ainsi :*

« *La croix et l'étendard de France seront fixés au minaret et salués par les batteries de terre et de mer.* »

» *Le 18 décembre, à midi, les ulémas, les muphtis, les cadis et la commission en grande tenue se réunissent dans la rue du Divan.*

» *Une compagnie du 4e de ligne s'installe rue du Vinaigre (actuellement rue Salluste). Une demi-batterie de campagne prend position sur la place du Soudan. Il y a* 4.000 *musulmans barricadés dans l'intérieur de la mosquée. Les sommations légales ayant été faites et étant demeurées sans réponse, une escouade de sapeurs du génie s'approche pour attaquer la porte à coups de hache. Les rebelles ouvrent alors.*

» *Bou Derba et l'interprète Balensi gravissent les degrés. Des coups de feu sont tirés, une bousculade se produit. Les ulémas et les membres de la commission sont renversées les uns sur les autres.*

» *La troupe refoule à la baïonnette les indigènes dans l'intérieur de la mosquée. Ceux-ci fuient par une issue donnant sur la rue du Vinaigre. Plusieurs Arabes gisent sur les tapis, étouffés ou blessés.*

» *Toute la nuit, le temple fut occupé par une compagnie d'infanterie.*

» *Ainsi s'accomplit la prise de possession de Ketchaoua.*

» *Les membres de la commission furent portés à l'ordre du jour. MM. Berbrugger, Bou Derba, Balensi furent proposés pour la croix.* »

Un arrêté du *ministre de la Guerre* du 1er juillet 1848 régularisa ces expropriations par voies de fait. Les victimes se trouvèrent ainsi « irrévocablement dépouillées ».

Par la suite on joua de l'expropriation pour cause d'intérêt *privé* et du sequestre.

Pas de jugement du tribunal pour ces sortes d'expropriations, mais une simple décision administrative. « Ce n'est plus une procédure française, mais une procédure à la turque », écrira un juriste bourgeois.

Quant au séquestre, il fut particulièrement employé après l'insurrection kabyle de 1871.

2.639.000 hectares furent sequestrés d'un seul coup en Kabylie, « plus de quatre fois la surface des départements de Seine et Seine-et-Oise réunis ».

Et comme on n'avait pas suffisamment de colons européens pour toutes ces terres, les Kabyles furent autorisés à en racheter moyennant le paiement du cinquième de leur valeur.

LE BILAN

« Au total, si l'on considère par exemple la période allant de 1871 à 1895, l'une de celles où la « colonisation » fut la plus active, on arrive à ces résultats :

« Au cours de ces 24 années, 629.428 hectares furent livrés par l'Etat aux colons européens. Sur ces 629.428 hectares, 43.943 seulement provenaient d'achats opérés de gré à gré par l'Etat (probablement faits à des Européens), soit moins de 7 % ; en revanche, 495.832 hectares, soit 78 %, provenaient des différents modes de spoliation : 176.166 hectares provenaient du domaine de l'Etat, lui-même constitué par « cantonnement », « délimitation », (des terres des tribus), etc. 85.291 hectares provenaient de l'expropriation et 234.375 du séquestre. »

Les économistes appellent cela l'accumulation primitive. Elle n'en constitue pas moins un crime. Un crime de classe abominable qui appelle le châtiment. Qu'on l'appelle justice immanente ou dialectique.

J.-P. FINIDORI.

Albert Camus chez les travailleurs du Livre

Samedi 21 décembre, à la Bourse du Travail (avenue Turbigo), invité par le Cercle d'Etudes syndicales des Correcteurs, Albert Camus a parlé des rapports de l'écrivain et des travailleurs de l'imprimerie, devant deux cents compagnons, parmi lesquels de nombreux correcteurs bien sûr, mais aussi des linotypistes, des typographes, des mécaniciens, des rotativistes, des clicheurs et des photograveurs.

Après que Faucier nous eut exposé le sujet de l'entretien qu'avait bien voulu accepter Albert Camus, notre camarade Lazarevitch, avec une chaleureuse émotion, fit en quelques mots l'éloge de notre ami : « Un fait est simple : nous sommes en présence d'un des rares écrivains qui n'acceptent pas de se laisser corrompre... »

L'ambiance ainsi créée, il s'agissait en somme de poser à notre invité des questions relatives à la liaison nécessaire entre l'écrivain et l'ouvrier du livre. Lazarevitch nous proposa un canevas basé sur les faits propres à servir de fil conducteur à notre entretien : 1) nous vivons une période où de multiples obstacles s'opposent à la diffusion de la pensée ; 2) la science et la technique, cependant, ne progressent que grâce à l'imprimerie ; 3) la radio est capable de bousculer tous les conformismes, par exemple en réalisant le miracle de nous faire entendre Camus lisant *Caligula* et de provoquer ainsi parmi les jeunes auditeurs des échos inattendus. Il est souvent visible que des gens sont fatigués des slogans et les périodes redondantes qui ont pour mission d'endormir le sens critique des foules. Et si, par exemple, la « Literatournaïa Gazeta », parlant de Camus et faisant allusion à son *Homme révolté* l'appelle « le petit Christ », c'est évidemment dans le but de ridiculiser l'auteur et de déconseiller la lecture de son livre. Mais rien ne nous dit que quelque part, à Vorkouta ou ailleurs, un curieux n'a pas voulu quand même savoir.

Avec la simplicité qui le caractérise, Albert Camus nous dit son sentiment : il est certain qu'il y a une séparation trop évidente entre les intellectuels et les travailleurs ; et c'est d'autant plus regrettable en ce qui concerne les travailleurs du livre. Tentons de combler cette lacune.

A une première question qui lui est posée à propos des relations entre l'écrivain et les correcteurs, Camus nous assure qu'en ce qui le concerne, il tient compte avec la plus cordiale attention des suggestions qui lui sont présentées par le correcteur en matière de sens et de syntaxe, et il précise que, huit fois sur dix, il donne raison aux correcteurs. Leurs rapports sont donc parfaitement courtois. Mais Camus en profite pour élargir le débat et nous faire à grands traits un tableau de la vie de l'écrivain en général et de la sienne en particulier. Si parfois il semble se faire tirer l'oreille pour participer à tel meeting, à tel débat, à telle réunion, c'est que son temps est incroyablement minuté et que, d'autre part, il ne conçoit pas œuvre valable sans de longues périodes de méditation solitaire. Reste ensuite le travail matériel qui consiste à écrire ou à dicter son ouvrage. Mais il est reconnu qu'un écrivain vit difficilement de ses livres. Il lui faut donc un « second métier » s'il ne consent pas à « vendre » des romans à fort tirage ou des articles alimentaires. Ce second métier l'absorbe pendant des heures et parfois des jours chaque semaine. Et puis, il y a le courrier. Camus reçoit en moyenne 400 lettres par mois, auxquelles il tient à répondre. Enfin, auteur dramatique et metteur en scène, il consacre trois mois par an (nuit et jour) au théâtre. Que reste-t-il après cela, pour la vie privée ? Et, dit-il, quoi qu'en pensent certains, je ne suis pas un « petit Christ » !

Or, sa mission est de continuer d'écrire et de demeurer en quelque sorte un « commis voyageur d'une attitude de pensée ». Comment, dans ces conditions, maintenir un contact ininterrompu avec l'extérieur, avec le monde du travail ? Comment trouver les moyens de ce contact ? Comment combler le « fossé » (le mot est de Faucier) qui s'est creusé entre le manuel et l'intellectuel ? Je vois, dit Camus, un commencement de solution dans la liberté du travail, dans la liberté de la culture. Mais le travail est asservi et l'intellectuel n'a point de liberté. Défendre les droits du travail équivaut à défendre les droits des intellectuels. Quel serait le lieu de rencontre normal des uns et des autres, sinon le syndicat ?

Mais le syndicat ouvrier est politisé ; quant à celui des écrivains, il n'existe pas. Comment le susciter ? En appelant les intellectuels, comme vous le faites aujourd'hui, à participer à certains débats au sein des cercles d'études, en recréant des « universités populaires ». Mais où sont les militants, et quels loisirs ont-ils ? Il est évident que les intellectuels se taisent et n'ont aucun contact avec ce que l'on pourrait appeler un mouvement ouvrier... s'il existait. Or il n'y a pas de mouvement ouvrier digne de ce nom. Comment nous insérer dans un mouvement inexistant ? Certes, les problèmes à discuter ne manquent pas ; mais où sont les positions d'unanimité à leur égard ? Appelez-nous, provoquez-nous en discussion.

***

A une question sur le « problème social », Camus convient que c'est là un problème grave, qu'un écrivain ne doit aborder qu'avec circonspection. Il faut se garder de « prendre en charge la condition ouvrière » et de tomber dans les poncifs à la Ilya Ehrenbourg... ou dans le « scoutisme de l'action sociale ». Sans choir dans l'erreur de l'art pour l'art (erreur fondamentale), il sied de traiter certains sujets avec prudence, tout en ne perdant pas de vue que l'on écrit « pour être lu ». La communication, la solidarité avec la société humaine sont nécessaires ; donc, il faut s'adresser au plus grand nombre, sans cesser pour cela de viser à l'œuvre d'art. Comparons, par exemple, un Gide et un Tolstoï. Du premier on peut dire qu'il a aidé à une certaine libération ; mais il est le type même de l'homme de lettres qui n'écrivait pas pour le peuple. Tolstoï, par contre, grand seigneur terrien, a composé une œuvre communicable à tous les hommes et qui garde cependant toutes les qualités de l'œuvre d'art. Si le but de l'écrivain est donc d'écrire pour le plus grand nombre, il ne doit pas se dissimuler la difficulté que recèlent les exigences de l'œuvre d'art. « Ainsi, dit Camus, quand j'ai composé « *Les Muets* », courte nouvelle qui figure dans « *L'Exil et le royaume* », et qui traite d'une grève dans une tonnellerie algéroise, je me suis senti très inquiet. Je ne pouvais perdre de vue que réussir à décrire une grève, ou plus exactement ses effets, dans un langage communicable est un travail fort délicat. Puissé-je y avoir tout de même réussi ! »

***

— En tant que journaliste, dit quelqu'un, n'avez-vous pas été gêné par la conjoncture politique et les directives patronales ?

— Il est certain que le fait d'écrire un éditorial entraîne nécessairement à des concessions, tant à l'égard de l'opinion publique que des confrères qui s'expriment dans la même feuille. Cela conduit à en dire toujours plutôt moins que trop. Je n'ai donc jamais été satisfait de mes travaux de journaliste : 1) parce qu'ils exigent une rapidité d'exécution qui me gêne toujours et qui implique pour moi l'impossibilité à peu près constante de revoir ma pensée ; 2) parce que j'ai horreur d'avoir des ennemis et que la polémique journalistique y conduit invariablement. C'est pour moi une souffrance perpétuelle, car il faut bien convenir que nous sommes ici dans la métropole de la méchanceté, du dénigrement et du mensonge systématiques. Nous vivons constamment dans une conspiration minable, qui rend l'atmosphère de ce pays à peu près irrespirable. Mais comment en sortir ?

***

***

— Un certain nombre d'écrivains plus ou moins influents, dit un autre, sont passablement dogmatiques. N'y a-t-il pas là un danger ?

— Reconnaissons qu'il est difficile de s'exprimer dans un pays comme le nôtre qui, dans la période historique où nous sommes, présente des signes aigus de décadence dont la caractéristique principale est une sorte d'atomisation. Ou nous ressentons vivement notre solitude et l'impossibilité où nous sommes de nous rattacher à quelque chose : amour, foi, société ; ou nous nous donnons l'illusion de l'appartenance à une idéologie quelconque.

Dans cette position, pour certains, il n'y avait plus de problèmes. Les problèmes sont venus après le rapport du XX[e] Congrès... Ce qui me paraît évident, c'est que nous sommes tous fatigués, les Français en général et les écrivains en particulier. Cela se voit à la mauvaise humeur des Parisiens et au désespoir du solitaire... Mais à quoi nous rattacher ? Il fut un temps où la monarchie, ou la chrétienté, offrait aux hommes une certaine cohérence. Aujourd'hui, quelle forme de gouvernement ou quelle idéologie peut-elle nous rassembler ?... Ainsi, l'attitude de nombreux écrivains français reflète-t-elle l'attitude de tout le monde. Essayons de nous réunir dans l'espérance que tout cela peut se modifier. Efforçons-nous à l'honnêteté et sachons ne pas mentir en tant qu'écrivains.

***

A ce désarroi, à cette faillite des esprits, Aubrée voit comme causes principales le divorce entre la civilisation technique et le mouvement ouvrier, l'extrême centralisation des pouvoirs et l'irresponsabilité qui en découle.

— Il y a là coïncidence de deux explications, dit Camus. Or à la faveur de la révolution industrielle, deux courants se sont manifestés dans le monde ouvrier : le premier, socialiste révolutionnaire (proudhonien et populiste) a été brisé par l'Histoire. Le second, socialiste centraliste et césarien, ne parvient pas à équilibrer les conquêtes de la technique. Mais la lutte entre socialisme libertaire et socialisme césarien n'est pas terminée et il ne peut y avoir de compromission du premier à l'égard de l'autre... On peut nous proposer en exemple le socialisme scandinave, qui est une savante articulation des organismes syndicaux et patronaux. Là, en effet, l'autonomie syndicale est complète et à l'intérieur du syndicat il est possible de maintenir toutes les valeurs de liberté... Disons-nous, en tout cas, que les révolutions avec mitrailleuses au coin des rues sont finies.

— Mais la technocratie et les recherches actuelles en dehors des possibilités libertaires ne tendent-elles pas à renforcer le gouvernement des hommes ?

— C'est bien pourquoi une renaissance du mouvement syndicaliste apolitique est indispensable. Par elle seulement se fera la formation des élites de direction à l'intérieur de la classe ouvrière, car le manque de cadres provient essentiellement de la politisation du mouvement syndical. Le problème : faire des hommes, par le syndicat.

***

Lazarevitch demande à Camus quel a été l'accueil de sa nouvelle « *Les Muets* », dont il nous a parlé précédemment.

— Il n'y a pas eu, dit Camus, une seule lettre de travailleur, et aucune revue ouvrière n'a demandé l'autorisation de reproduire ce texte. Quant au livre lui-même, on se rend compte qu'il ne s'est pas vendu dans les milieux ouvriers. Cela tient sans doute à ce que les livres coûtent trop cher.

— Et votre pièce, *Les Justes*, n'a pas eu grande résonance. A quoi cela tient-il ? Elle abordait cependant de vastes problèmes humains puisqu'elle retraçait un épisode de la lutte révolutionnaire de 1905.

— C'est que le théâtre, comme le livre, est trop cher et d'autre part, c'est encore là une manifestation de cette fatigue de toute la nation dont nous parlions il y a quelques instants.

— Mais, dit un auditeur, le cirque et le music-hall, dont les places sont très chères, font quand même salle comble, et l'on y voit beaucoup de familles ouvrières.

— Je m'en voudrais de faire le moindre reproche dans ce sens à des travailleurs qui, fatigués de leur semaine, ont bien le droit de rechercher quelque distraction...

***

Un camarade fait observer qu'il est bien difficile pour un salarié de la base de choisir une ligne de conduite, en présence de l'attitude de ce qu'on appelle la gauche intellectuelle, plus acharnée à lutter contre le marxisme que contre le capitalisme.

— Personnellement, dit Camus, je refuse énergiquement d'être considéré comme un guide de la classe ouvrière. C'est un honneur que je décline. Je suis toujours dans l'incertitude et j'ai constamment besoin d'être éclairé. Il est trop facile vraiment de décider d'un cabinet de travail ce que doit faire le salarié. Les problèmes se posent pour nous tous. Si j'ai été communiste, je n'ai jamais été marxiste. Certes le marxisme est une méthode critique des mystifications bourgeoises toujours acceptable, comme est acceptable toute pensée ou doctrine féconde. Mais redoutons le schéma marxiste, sans pour cela tomber dans une apologie quelconque du capitalisme. La société capitaliste n'est plus ce qu'elle était au XIX[e] siècle. Mais peut-on dire de la société qui se qualifie de socialiste qu'elle répond à sa définition première ?... Gardons précieusement les acquis de l'une et de l'autre, mais refusons les mystifications.

***

Ainsi s'achève notre entretien. Cette grande heure de discussion n'aura pas été perdue, et il faut souhaiter que semblable expérience ne soit pas sans lendemain.

Chronique de l'appel des trois

Travail mal entamé

J'annonçais dans un récent article que le travail de popularisation pratique de l'appel des trois pour un syndicalisme uni et démocratique, dans les syndicats, allait être entamé dans la Loire, et que je comptais bien sur cette nouvelle expérience pratique de notre département comme exemple à l'appui des possibilités multiples fournies par cet appel et que l'Union des syndicalistes a selon moi, le plus grand tort de rejeter après les avoir saluées.

Je tiens dès à présent à répéter que je suivrai avec objectivité cette nouvelle expérience de la Loire. Je tiens aussi à déclarer que mes camarades et moi, qui avons salué cette mise en train avec le plus grand enthousiasme, tenons dès à présent à dégager notre responsabilité sur les méthodes qui président à cette mise en train. Nous souhaitons nous tromper, mais il serait étonnant qu'elles puissent aboutir à un résultat démonstratif. En réalité elles semblent avoir été choisies à dessein pour prêter le flanc à toutes les réticences, les craintes et les critiques qui ont été formulées à l'Union des Syndicalistes et dans de nombreux autres milieux syndicalistes militants et jusqu'à l'intérieur de la F.E.N. quant au manque de garanties suffisantes que présentaient, pour l'établissement d'une liaison entre syndicalistes unitaires et démocrates, les attendus de l'appel des trois.

Elles semblent par conséquent avoir été choisies pour faciliter au maximum toute manœuvre tota-

litaire ou politique permettant d'utiliser, à fin de chantage à l'unité syndicale, l'appel des trois comme le Cheval du même nom et comme machine de guerre facilitant une emprise totalitaire ou politique sur le mouvement syndical.

Nous souhaitons nous tromper, mais la mise en train de l'appel des trois dans la Loire est surtout un exemple de la manière qu'il ne faut pas utiliser pour entamer le travail.

Cette mise en train aux yeux de n'importe quel militant syndicaliste averti réunit toutes les conditions pratiques des habituelles mises en trains de comités de noyautage, irresponsables et dits « unitaires », au profit d'une seule organisation. Aux yeux de n'importe quel syndiqué non averti elle sera la diffusion d'un nouvel appel sentimental sans aucune perspective pratique et il considèrera son adhésion comme un vœu platonique qui ne l'engage en rien et à rien.

Deux militants syndicalistes de la section de la Loire du S.N.I. ont fait tirer 500 exemplaires de la déclaration Forestier, Pastre, Lapeyre, accompagnées d'autant de formules d'adhésion à signer *individuellement* et à retourner à l'un d'entre eux.

Ces deux camarades ne donnent pas d'autre garantie à leur entreprise que celle de leurs propres noms, et donnent à la formule d'adhésion à signer le titre suivant en gros caractères : REUNIFICATION DU MOUVEMENT SYNDICAL.

Ils ne donnent aucune explication sur Forestier, Lapeyre et Pastre. Ils ne demandent aux signataires éventuels aucune indication sur leur affiliation ou leur opinion syndicale et ne leur ouvrent aucune perspective pratique sur les garanties qu'ils peuvent avoir quant à l'utilisation de leurs noms et surtout... sur ce qui se passera entre le moment où ils auront envoyé leurs noms pour cette entreprise de *Réunification du Mouvement Syndical* et celui où tous les signataires, suivant l'avant dernier paragraphe... *se trouveront pour déterminer en commun et en pleine souveraineté la meilleure formule permettant aux travailleurs de ce pays de reprendre confiance en eux et dans leurs organisations syndicales.*

A défaut d'une confiance absolue dans la capacité actuelle du mouvement syndical tout syndiqué possède en l'organisation qu'il a choisie une confiance plus grande qu'en l'organisation voisine.

Quelle première pensée viendra donc à ce syndiqué ? sinon la suivante : quels seront ces cosignataires qui en toute souveraineté décideront avec moi de la meilleure formule pour que je puisse maintenir ou élargir ma confiance en mon organisation syndicale et pour que je puisse en même temps participer à une réunification du mouvement syndical dont ma signature leur aura à l'avance donné la garantie : 1) que je la constate comme mise en route ; 2) que je la considère comme possible ; 3) que je la considère comme souhaitable ; 4) que j'en fais la première formule pour obtenir un syndicalisme uni et démocratique ; 5) que j'en considère les deux militants enseignants qui m'appellent à signer, comme les meilleurs pionniers ; 6) que je pense cette réunification parfaitement amorcée par une réunion de co-signataires ayant donné leurs signatures dans les mêmes conditions que moi ; 7) que je vais considérer comme souveraine en vue de la réunification syndicale une assemblée de syndicalistes réunie dans ces conditions.

Certains insinuent déjà que nous posons de telles questions parce que les militants de la direction de la section de la Loire du S.N.I. se sont alliés il y a deux ans avec le parti communiste pour nous mettre à la porte des organismes de direction de la section de la Loire du S.N.I. Nous ne pensons pas que les querelles de personnes ou d'équipes à l'intérieur de la section de la Loire du S.N.I. doivent être extériorisées à plaisir. Il est un fait que notre équipe après avoir été unie dans toutes les expériences de contacts intersyndicaux de la Loire que la « R.P. » se plaisait à rappeler, s'est trouvée coupée en deux fin 1955 avec la méthode que nous avons décrite ici-même en son temps. Il est un fait que nous avons voté toujours avec l'équipe qui s'est débarrassée de nous, contre la tendance C.G.T. et que nous nous sommes toujours, depuis, trouvés d'accord avec elle malgré ce mauvais souvenir et en particulier au dernier congrès sur toute l'orientation et, encore plus clairement s'il se peut, sur l'appel des trois.

Nous avons tenté de réunir nos deux équipes cette année pour les élections au conseil syndical de la section de la Loire du S.N.I. et nous avons donné toute garantie pour que notre « Majorité départementale » ne perde pas un seul de ses élus et même en augmente le nombre et conserve les responsabilités qu'elle a acquises au prix d'un si indiscutable effort début 1956. Notre seul but était que la querelle s'éteigne et que nous puissions apparaitre aux yeux des syndiqués *comme une seule équipe, sous une seule direction* en particulier pour le lancement de l'appel des trois.

Repoussés, nous avons cherché toute autre forme d'alliance ou de collaboration. Nous nous sommes heurtés à un mur de ciment armé.

Il est évident que sont mal venus aux yeux des militants ouvriers d'un département ceux qui s'ingénient à installer des barrières artificielles entre syndicalistes de même conception vérifiée par des votes identiques et persévérants, dans leur propre organisation, pour se faire les champions des rapprochements syndicaux par dessus les barrières tangibles séparant les diverses centrales.

Mais encore une fois, *laissons cet argument de côté. Eliminons-le d'un commun accord.* Tous ceux qui précèdent demeurent. Nous ne prenons pas la responsabilité des dispositions pratiques de lancement de l'appel des Trois qui motivent ces arguments dans la Loire, contre lui.

D'ailleurs il est à constater que dans la C.N.T., dans la minorité C.F.T.C., dans l'U.D.-C.G.T.F.O. et plus généralement parmi tous ceux qui ont conduit et conduisent encore des expériences syndicales et intersyndicales communes dans la Loire les mêmes objections sont déjà soulevées.

Il ne suffit pas de répondre qu'elles sont le fait seulement d'autant de militants qui ne sont ni unitaires ni démocrates parce qu'ils sont non seulement des responsables, mais responsables des divisions.

D'autre part, si ce sont les militants d'une tendance ayant voté non au congrès national S.N.I. à l'appel Forestier-Pastre-Lapeyre qui répondent sans objection et sans réticence au feuillet intitulé : *réunification du mouvement syndical*, en conclura-t-on qu'ils sont les seuls à se retrouver dans la Loire d'accord avec les syndiqués de base pour reconstruire un mouvement syndical uni et démocratique ?

Jean DUPERRAY.

Cercle Zimmerwald

L'Assemblée générale annuelle réservée aux membres du Cercle aura lieu le dimanche 19 janvier à 15 heures, au lieu habituel, 78, rue de l'Université (Métro Solférino).

UN ÉTUDIANT ESPAGNOL PARLE

Salvador Monsalud est le nom d'un étudiant espagnol qui a participé aux manifestations universitaires de 1956 et qui, avec d'autres jeunes, fut ensuite impliqué dans les procès politiques qui suivirent cette flambée. Il a quitté l'Espagne il y a quelques mois. Il se veut socialiste et européen.

Voici, résumée, la conversation que nous avons eue avec lui :

G. — *L'opposition au régime franquiste est-elle une réalité ? Sous quelles formes se manifeste-t-elle ?*

R. — L'opposition réelle est celle qui s'est formée en Espagne même. Elle est illégale, mais le régime admet son existence et connaît son action. Cette opposition exprime les sentiments de l'ensemble de la population. Si les travailleurs sont antifranquistes par tradition, il est révélateur que la jeunesse issue des couches sociales privilégiées et celle formée par le régime lui-même soient aujourd'hui passées dans le camp des adversaires de Franco.

Q. — *Quelles sont les chances de cette opposition générale ?*

R. — Il est impossible de prévoir si le régime tiendra quelques mois ou quelques années. Ce qui est sûr, c'est que le régime est entré dans sa phase finale.

La durée de cette phase dépend en grande partie de la capacité de l'opposition à s'organiser. A mon avis, un front qui rassemble tous les opposants, de la droite à la gauche, est indispensable. Il ne doit exclure que les totalitaires. Pour le moment, il existe une infinité de groupes qui expriment des tendances très variées de la pensée socialiste et libérale. Une issue démocratique peut se dégager dans la mesure où ces courants s'uniront, apparaîtront comme des alliés. Alors l'inquiétude générale s'exprimera par des désordres dans la rue.

Dans semblable situation, les militaires prendront le pouvoir. L'armée a longtemps soutenu le pouvoir franquiste ; aujourd'hui elle est sur la réserve, ni pour, ni contre. Elle est démoralisée et dégoûtée. Elle ne soutiendra pas le régime si elle se rend compte que l'opposition unie reflète une volonté générale. Une des raisons de la démoralisation des cadres militaires, c'est la constatation du fait que leur propre jeunesse se rebelle contre le régime.

Le prestige de Franco a été durement atteint par la perte du Maroc. La crise d'Ifni peut aggraver ce phénomène.

Q. — *Les tentatives pour donner une succession légale au régime ont-elles une chance d'aboutir ?*

R. — Franco n'a pu se mettre d'accord avec le prétendant. Une entrevue avait été projetée mais n'a pu avoir lieu, du fait que le prétendant exigeait qu'un communiqué commun fût publié après la rencontre et que les journalistes fussent admis à la conversation avec droit de poser des questions.

Les monarchistes n'ont pu s'imposer comme élément dirigeant et d'orientation de l'opposition. Franco a su les diviser. Le prétendant n'a pas été capable de prendre la tête du mouvement.

Q. — *Où en est le secteur catholique ?*

R. — Les catholiques sont partagés en courants multiples. La droite réactionnaire se groupe autour de l'*Opus Dei*, qui occupe des postes de pouvoir et appuie Franco.

La grande masse adopte des positions qui correspondent à celles de la démocratie chrétienne italienne. Elle fournira sans doute la base d'un fort parti bourgeois après la chute de Franco.

Il existe également divers groupements chrétiens qui se considèrent comme étant plus à gauche que les socialistes, qu'ils accusent d'être embourgeoisés.

Enfin, il y a des indices d'un catholicisme progressiste, mais il ne semble pas que ce soit dans *cette* tendance que les communistes exercent leur influence, comme c'est le cas en France.

Un noyau syndical chrétien existe déjà en fait, sous forme de « fraternité » (*hermandades*) semi-reconnues.

Des hauts dignitaires de l'Eglise prennent leurs distances par rapport au régime. L'évêque Herrera, de Malaga, par exemple, dont le frère fut arrêté l'an dernier.

Q. — *Et le communisme ?*

R. — Je ne crois pas qu'il puisse représenter une force importante dans une Espagne libre. Deux barrières le contiendraient : l'opposition consciente du mouvement libertaire et de la C.N.T. ; celle des socialistes, dont le parti n'a jamais subi de scission, comme les partis français et italien l'ont connue.

Q. — *Où en est la formation des forces démocratiques ?*

R. — Le temps que prendront les nouveaux partis à se créer peut être plus long que nous ne l'imaginons ou que nous le désirons. Il faut travailler cependant à la formation de véritables partis et de tendances bien définies, de façon à offrir une perspective démocratique au peuple espagnol, sur la base d'une opposition démocratique composée par diverses tendances. Si le régime franquiste s'écroulait sans qu'existent les éléments d'une succession démocratique, une période de chaos s'ouvrirait, de laquelle surgirait une nouvelle dictature.

De ce qu'il est possible de prévoir en tenant compte des souhaits actuels, c'est que les partis libéraux traditionnels ne joueront pas un rôle de premier plan.

La question République ou monarchie n'est pas essentielle ; ce qui est important, ce sont les droits et les libertés des citoyens, c'est la possibilité de réorganiser les partis et les syndicats, c'est la structure fédéraliste de l'Espagne nouvelle.

Q. — *Le poids de l'opinion internationale compte-t-il ?*

R. — Le régime est sensible aux réactions de l'opinion démocratique mondiale. Cela s'est vérifié lors des mouvements estudiantins. Un autre exemple est celui du cinéaste Bardem, qui fut relâché grâce à la vague de protestations venue de l'extérieur. L'exemple de Ridruljo est également significatif.

Evidemment le régime a été et est beaucoup plus cruel envers l'opposition classique, la vieille opposition des travailleurs. De nombreux militants de cette opposition pourrissent en prison. Lors de mon passage dans les prisons franquistes, j'ai eu l'occasion de rencontrer divers militants confédéraux connus dans l'histoire du mouvement ouvrier.

M. L.

FIDEL CASTRO ET CUBA

En république de Costa-Rica s'édite un bulletin « Cuba Libre » qui exprime les opinions des partisans exilés cubains de Fidel Castro, le leader qui combat dans la région de la Sierra Maestra la dictature de Fulgencio Battista. Ce bulletin a publié le programme du mouvement de rebellion. Nous donnons ci-dessous le résumé des revendications économiques et politiques, et de larges extraits de l'étude, laquelle est sans aucun doute de la main même de Fidel Castro.

⁂

« Le mouvement du 25 juillet » (c'est ainsi que se désignent les insurgés) estime que sur le plan économique les mesures essentielles à prendre sont : — la propriété de la terre aux paysans qui la cultivent actuellement comme fermiers, la superficie ne pouvant dépasser 170 acres ; indemnisation proportionnelle garantie par l'Etat ; participation des salariés aux bénéfices des entreprises ; confiscation des biens de ceux qui sous des régimes antérieurs s'en sont illégalement emparés, l'usufruit de ces biens devant aller aux œuvres de sécurité sociale et d'assistance publique (hôpitaux, asiles, etc.).

Sur le plan politique :

— Etroite collaboration sur pied d'égalité avec les nations démocratiques du continent américain ; droit d'asile et solidarité aux persécutés politiques.

(A remarquer que le programme est muet quant aux garanties concernant les libertés individuelles).

Voici la partie critique de l'article de Fidel Castro :

« ...le Mouvement révolutionnaire du 26 juillet se propose de résoudre le problème agraire de Cuba, le problème de l'industrialisation, celui du niveau de vie, du chômage, de l'instruction et de l'hygiène publiques.

« Cette présentation des problèmes de Cuba peut paraître doctrinaire au lecteur non informé des conditions tragiques dans lesquelles se débat notre pays.

« Pas moins de 85 % de nos petits paysans prennent en location la terre qu'ils cultivent et se trouvent toujours menacés d'en être dépossédés. Plus de la moitié des terres cultivables se trouvent entre des mains étrangères ; dans la province de l'Orient, la plus étendue de Cuba, les terres qui sont propriétés de la United Fruit Company et de la West Indian Fruit Company s'étendent de la côte septentrionale à la côte méridionale.

Sur l'ensemble du pays, 200.000 familles ne possèdent même pas un lopin de terre qui leur permettrait de vivre, alors qu'il existe près de dix millions d'acres de terres cultivables qui n'ont jamais connu la charrue et qui sont propriété de grands intérêts privilégiés.

Cuba est un pays essentiellement agricole. Les zones rurales ont été le berceau de notre indépendance ; la prospérité et la puissance d'une nation dépendent d'une population paysanne saine et vigoureuse, désireuse et capable de cultiver le sol, et d'un Etat voué à protéger et à diriger cette population. Les choses étant ainsi, comment permettre que la situation actuelle soit maintenue ?

Si l'on excepte quelques industries pour la production de produits alimentaires et quelques entreprises qui se consacrent au travail du bois et au textile, Cuba produit presque exclusivement des matières premières. Le pays exporte du sucre et importe des charrues. Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'industrialiser le pays, sur le fait que nous avons un besoin pressant d'industries métallurgiques, chimiques, de fabriques de papier ; que la technique agricole et l'élevage du bétail doivent être améliorées ; que nos industries de l'alimentation doivent être développées de façon à pouvoir affronter la concurrence ruineuse des fromages, du lait condensé, des liqueurs et des huiles comestibles d'Europe, des conserves alimentaires américaines ; que nous nous manquons de flotte marchande ; que le tourisme pourrait être la source de grands profits.

Mais les détenteurs de capitaux maintiennent le peuple courbé sous le joug, l'Etat se croise les bras, et l'industrialisation est renvoyée aux calendes grecques.

La tragédie du logement n'est pas moindre, dans le tragique. Dans Cuba il y a environ 200.000 cabanes et baraquements ; 400.000 familles des villes ou de la campagne croupissent dans des taudis dépourvus des commodités d'hygiène les plus élémentaires. Près de 2.200.000 Cubains paient des loyers exorbitants qui dévorent d'un cinquième à un tiers leur revenu total, et 2.800.000 habitants des régions rurales et des banlieues sont privés d'électricité. Dans ce domaine nous sommes là encore immobilisés de la même façon : si l'Etat propose une diminution des loyers, les propriétaires menacent de paralyser la construction ; si l'Etat ne bouge pas, les propriétaires ne construisent que dans la mesure où les hauts loyers ne seront pas menacés. Le monopole de l'électricité agit de façon identique : il ne procède à l'extension du réseau qu'à sa convenance ; hors la perspective du bénéfice peu lui importe que les gens demeurent dans l'obscurité. L'Etat ne fait rien et la population demeure sans toit et sans lumière.

Notre système scolaire complète parfaitement la situation. Dans un pays où le cultviateur ne possède pas la terre, qui peut désirer des écoles agricoles ? Et dans nos villes non industrialisées, qui ressent le besoin d'écoles techniques ? Chaque chose suit la même logique absurde : du moment que nous ne possédons rien, il n'est besoin de plus. N'importe quelle petite nation d'Europe peut citer plus de 200 établissements d'enseignement industriel et techniqu ; à Cuba il y en a six au total, et leurs lauréats parcourent le pays avec leurs diplômes pour découvrir que nul n'a besoin d'eux. Moins de la moitié de nos enfants d'âge scolaire fréquentent les écoles ; et ils vont nu-pieds, mal vêtus et sous-alimentés. Bien souvent le maître d'école se voit contrait d'acheter le matériel scolaire avec son propre salaire.

Il n'y a que la mort qui libère les gens de tant de misère, et l'Etat favorise cette solution. Plus de 90 % des enfants des régions rurales sont infectés par les parasites qui pénètrent dans leur corps par les pieds nus. La société s'émeut quand un seul enfant est enlevé ou assassiné, mais elle est d'une indifférence criminelle pour la mortalité massive de nos enfants, privés de tous les soins.

Quand un père travaille seulement quatre mois par an — et c'est là le cas pour les 500.000 travailleurs du sucre — comment pourrait-il acheter les médicaments et les vêtements nécessaires à ses enfants ? Ces derniers sont condamnés au rachitisme ; à trente ans aucun n'aura plus une seule dent saine dans la bouche ; et après avoir écouté un million de discours, ils mourront dans la misère et le désespoir. Entrer dans un de nos hôpitaux gouvernementaux toujours combles est presque impossible sans la recommandation d'un politicien quelconque, lequel ne bouge qu'au prix du vote du malade ou de celui de sa famille, un vote qui servira à perpétuer le mal.

Quoi d'étonnant alors que dans ces conditions il y ait un million de chômeurs à Cuba entre mai et décembre, alors que la population totale est de 5 millions 500.000, et que le pays ait plus de chômeurs que la France et l'Italie, qui comptent plus de 40 millions d'habitants ?

L'avenir de notre pays et la solution à ses problèmes ne peuvent continuer à rester à la merci de calculs égoïstes d'une douzaine de financiers, froids calculateurs des profits et pertes, installés dans des bureaux à air conditionné. Le pays ne peut continuer à mendier à genoux, appelant les miracles du veau d'or. Les problèmes de Cuba seront réglés seulement quand nous, Cubains, nous attellerons à leur solution avec la même énergie, la même intégrité, le même patriotisme que ceux des libérateurs de notre pays. Ils ne seront certes pas résolus par des politiciens bavardant sans trêve...

Lettre d'Italie

TRADITIONS ET INTÉRÊTS

Le problème des élections, en Italie, n'a jamais été de savoir quel parti allait gouverner, mais bien de déterminer quels seraient les partis qui pourraient collaborer avec la Démocratie Chrétienne. En effet, la suprématie du parti chrétien est prévue et communément admise bien avant toute campagne électorale. La D. C. est désormais la colonne inamovible de toute construction gouvernementale, le mât de cocagne qui attire les regards de tous les partis en lutte pour la conquête du pouvoir.

Ces nouvelles élections qui s'annoncent dès à présent par des polémiques et des escarmouches vont poser le problème en des termes rafraîchis : le parti chrétien sera-t-il flanqué de nouveaux collaborateurs ou gouvernera-t-il seul ? En fait, après avoir échoué lors de la précédente consultation dans sa tentative d'obtenir la majorité absolue avec l'aide des vieux alliés, le parti démo-chrétien va s'efforcer d'enlever cette majorité à lui seul. Du ministère uniparti au régime clérical, la transition ne sera pas difficile. Le besoin d'autorité et de poigne politique que le capitalisme italien ressent, et qu'il ne peut plus satisfaire depuis le fascisme, serait comblé grâce à l'absolutisme catholique.

Il ne faut pas croire cependant que le cléricalisme attende cette majorité électorale pour donner l'assaut, et qu'un échec dans la conquête de cette majorité l'empêcherait de passer à l'attaque. La société italienne ne sera pas cléricalisée après la conquête du corps électoral : elle l'est déjà ; de l'école au bureau, de l'asile à l'hôpital, des spectacles au journalisme, la soutane couvre l'ensemble de la vie nationale comme un voile de deuil, et elle continuera à la couvrir toujours plus étroitement jusqu'à la suffocation. Même sans majorité parlementaire absolue l'opération se poursuivra car aucun parti n'obtiendra l'autorisation de collaborer s'il se propose de gêner l'opération.

L'approche des élections contribue à rendre la politique des partis plus transparente et oblige ceux-ci à des prises de position plus tranchées. Pour rassembler les moyens d'une grande bataille de propagande, pour grouper des suffrages en masse les partis choisissent des intérêts économiques particuliers et se font porter par des courants sentimentaux déterminés. Les intérêts économiques relèvent de la politique internationale autant que du jeu intérieur, car tout parti qui vise à utiliser le pouvoir doit chercher des assurances auprès de l'une ou l'autre puissance qui occupe une position prédominante sur le plan mondial, en même temps qu'il doit s'appuyer sur des secteurs économiques de la nation. Mais l'Italie est également un pays où les traditions sentimentales et les passions nées des luttes politiques anciennes sont virulentes. Chaque parti peut être catalogué suivant ces traditions : partis issus du mouvement ouvrier — socialiste et communiste — partis nés du « Risorgimento » — libéral et républicain. Autour du parti guelfe gravitent les satellites artificiels, partis qui ne sont plus que la négation de leur propre histoire, la claire démonstration que les idées, les noms et les emblèmes dont ils se réclament ne sont plus que traditions mortes. En réalité, ces partis de seconde zone, ces partis passifs ne s'inspirent plus d'aucun idéal mais se meuvent dans la matérialité de leurs intérêts. Quand les idées n'ont plus le pouvoir sur les choses elles ne sont plus qu'hypocrisie et tromperie. Les trompés, dans le cas présent, sont les électeurs sentimentaux.

Au sein de la classe dirigeante elle-même, de profondes scissions politiques sont intervenues : ruptures entre fascisme et démocratie, monarchie et république. Mais si cette même classe ne se retrouve pas entièrement groupée autour du parti dominant, on le doit aux contradictions qui se manifestent au sein du capitalisme lui-même, en Italie comme ailleurs. Les contradictions sont précisément celles qui surgissent entre économie privée et économie d'Etat, placées en difficile cohabitation. L'expansion de la puissance et de l'initiative économiques de l'Etat gêne les monopoles et l'industrie privée. C'est sous le signe de la résistance du capitalisme privé que s'est manifestée la tendance à une « grande droite », c'est-à-dire la coalition de tous les partis issus entre lesquels s'est fractionnée la droite politique, des libéraux aux fascistes. La tentative de rompre avec les passions du passé a été faite, de façon à créer une force politique qui intégrerait le conservatisme clérical tout en éliminant de la démocratie chrétienne les tendances favorables à l'économie d'Etat. Ici encore, les réminiscences anticléricales ou « gibelines » sont secondaires et circonstancielles.

Pour qui veut défendre certains privilèges économiques, le bulletin de vote peut constituer un moyen positif, la démocratie parlementaire étant organisée en vue de l'administration de la pluralité des intérêts bourgeois, mais pour qui veut affirmer des positions fondamentales de liberté et de justice humaine, le terrain d'action commence là où finit le marais politique.

(25-12-57).
M. VIDEO.

HARMONISATION DES SALAIRES

Les deux articles du camarade Delsol, traitant du salaire et des revendications actuelles des employés de l'E.D.F. et du Gaz de France, exigent que l'on élargisse ce débat. La raison en est dans la lutte sourde, qui s'amplifie chaque jour davantage, que livrent toutes les fédérations de fonctionnaires aux fédérations de l'éclairage, pour obtenir que les salaires de la fonction publique soient harmonisés avec ceux du secteur dit « nationalisé ».

Cette lutte a pris naissance dans l'état d'esprit équivoque qui a présidé à l'élaboration de la loi de nationalisation. Avant 1939, le but avoué et défendu des nationalisations était de rendre propriété de l'Etat, des compagnies ou des industries importantes, appartenant à des actionnaires privés, cela au bénéfice du contribuable et des usagers. La recherche de bénéfices ou de dividendes ne devenant plus la raison d'être de l'entreprise. Le personnel de ces entreprises étant, pour le meilleur et pour le pire, assimilé aux agents de l'Etat.

Il faut dire que la majorité des Français, et même des gens qui devraient être avertis, journalistes ou élus des collectivités, pensent que les choses se sont passées ainsi. La lecture de bien des journaux, le lendemain de la dernière grève de l'E.D.F. et du Gaz, nous le prouve surabondamment. Des communiqués, publiés par les syndicats de ces entreprises, où l'on s'élève contre la menace d' « étatisation », contre l'assimilation aux fonctionnaires, ou l'on dit même : « Nous ne sommes nationalisés que de nom », ont jeté le trouble dans bien des esprits ; personne n'y comprend plus rien. Il est regrettable qu'il n'y ait jamais eu d'enquêtes faites par des organes ouvriers et syndicaux sur les nationalisations. La publication du statut aurait intéressé bien des salariés, trop peut-être, c'est sans doute la raison pour laquelle on a préféré faire le silence autour de lui.

Dans l'état actuel des choses, le statut, voté en février 1946, par une assemblée constituante dominée par la démagogie communiste, dans le cadre de la triple alliance d'alors : faucille, sabre et goupillon, semble avoir créé des entreprises théoriquement autonomes, où l'exploitation s'effectue, non au bénéfice de la nation, mais à ses frais et grâce aux subventions que paie le contribuable.

L'autonomie serait complète si certaines décisions, prises par les conseils d'administration ou par les directeurs généraux (fixation des salaires, par exemple), ne devaient pas être contresignées par le ministre de la production industrielle et le chef du gouvernement. Les entreprises nationalisées acceptent de moins en moins cette autorité de tutelle, et ne veulent reconnaître l'autorité de l'Etat que pour combler le déficit de leur exploitation. Dans le régime de décadence qui est le nôtre depuis 1946, le statut des nationalisations, dans sa forme actuelle, a été une escroquerie morale vis-à-vis de la nation.

Les comparaisons faites par le camarade Delsol entre les salaires du personnel de l'E.D.F. et du Gaz et ceux de l'industrie privée nous paraissent un peu abusives. Les agents de ces entreprises nationalisées trouveraient très normal de bénéficier, d'une part, des avantages inhérents aux agents de la fonction publique. et, d'autre part, de ceux des travailleurs de l'industrie privée, sans en accepter, bien entendu, les inconvénients. Cette manière de voir ne nous sied point. C'est elle qui entretient le différend qui oppose la fonction publique au secteur nationalisé sur la question des salaires.

Puisque le camarade Delsol fait des comparaisons, je vais lui en soumettre une. Elle date de la fin 1953, mais reste valable actuellement. Elle aidera le lecteur à comprendre la position actuelle des fédérations de fonctionnaires et le bien-fondé de cette position.

La comparaison est faite avec l'administration des P.T.T. qui, par sa structure, ses activités industrielles et commerciales, n'est pas sans analogie avec nos deux entreprises nationalisées. A cette époque, une réponse de M. Jean Moreau, secrétaire d'Etat au Budget, à un parlementaire, donnait des précisions sur les salaires du Gaz et de l'E.D.F. Il ne s'agit pas des bas traitements.

A cette époque, les postes rémunérés de 1.000.000 à 1.500.000 étaient :

E.D.F. : 1.905 ; Gaz : 324.

Postes rémunérés de 1.500.000 à 2.000.000 :

E.D.F. : 757 ; Gaz : 293.

Postes rémunérés de 2.000.000 à 2.500.000 :

E.D.F. : 278 ; Gaz : 119.

Postes rémunérés au-dessus de 2.500.000 :

E.D.F. : 110 ; Gaz : 38.

Il faut ajouter à cela un treizième mois en fin d'année, une prime de productivité (qui d'après Delsol, s'est élevée en 1956 à un salaire mensuel) et des fournitures gratuites de gaz, d'électricité et de coke d'un montant très appréciable. A cette époque, les traitements supérieurs à 2.000.000 n'existaient pas dans les P.T.T., mais étaient touchés par 388 agents de l'E.D.F. et 157 du Gaz.

Les traitements dépassant 1.500.000 qui étaient touchés par quelques directeurs de l'administration centrale (indice 800) et par une dizaine d'inspecteurs généraux (indice 750) intéressaient, par contre, 757 électriciens et 293 gaziers.

Quant aux postes rémunérés de 1.000.000 à 1.500.000, le nombre de directeurs régionaux, départementaux et administrateurs (indice 600) qui en bénéficiaient devait graviter entre 300 et 400 contre 1.905 à l'E.D.F. et 324 au Gaz.

Si l'on songe que l'effectif des P.T.T. est environ cinq fois supérieur à celui de l'E.D.F. et dix fois supérieur à celui du Gaz, la comparaison des chiffres cités est tellement exorbitante qu'elle pourrait se passer de commentaires.

Il faut tout de même constater que le nombre des agents de ces entreprises ayant un traitement de haut fonctionnaire atteint un coquet pourcentage par rapport au nombre des salariés. Et il n'est pas étonnant de voir une ancienne dactylo ayant le brevet élémentaire nommée sans examen rédactrice, puis chef de section, toucher à 37 ans la coquette somme de 120.000 francs par mois.

Dans une nation démocratique comme la nôtre, la justice sociale doit tendre à réaliser un équilibre, sinon parfait, du moins harmonieux entre les salaires des différentes activités du pays. C'est un élément essentiel de stabilité politique et sociale. Or, avec les nationalisations, la parité des salaires avec la fonction publique a disparu. Aux privilèges du capitalisme patron ont succédé les privilèges de la politique et d'un syndicalisme marron. Ils sont encore pires.

La loi, règle d'autorité nécessaire et obligatoire, est l'auxiliaire le plus important de la justice. Par son essence même, elle s'applique à tous. Toute

loi d'exception qui forcément s'applique à un certain nombre d'individus, est un paradoxe, qui crée soit des servitudes, soit des privilèges, des injustices à coup sûr, dans un cas comme dans l'autre.

La loi des nationalisations a été une loi d'exception. En accordant à certaines corporations des avantages qu'il était matériellement impossible d'accorder aux autres, elle créait l'inégalité entre les corporations, inégalité qui devait forcément aboutir à la division des travailleurs, car il existe au cœur des hommes deux notions sacrées qui ne s'accommodent pas de compromis : ce sont l'égalité et la justice.

Ces « avantages acquis », comme on les nomme, sont en réalité de véritables privilèges dont le maintien est absolument inadmissible tant qu'ils ne pourront pas être accordés à tous les salariés. La défense de ces privilèges par les fédérations qui en profitent ne saurait être assimilée aux luttes syndicales, mais à la renaissance et au maintien d'un corporatisme égoïste et révolu.

Quant aux politiciens syndicalistes qui sont à l'origine de ces privilèges, le moins que l'on puisse dire, est qu'ils nous paraissent avoir une singulière conception du syndicalisme, de l'égalité et des devoirs de leurs charge. Créateurs de privilèges, ils devenaient inéluctablement des diviseurs de la classe ouvrière. Il serait temps que disparaisse l'indécente auréole qu'une propagande subjective et partisane leur a faite.

Quant aux confédérations, quelle que soit leur tendance, on peut regretter que leur silence et leur manque d'autorité aient permis à des entreprises nationalisées de devenir les « betteraviers » du syndicalisme et une féodalité dans l'Etat. D'autre part, lorsque l'on songe que tous ces privilèges ont été acquis en contradiction avec le véritable esprit des nationalisations, tel que le conçoit la majorité des Français qui voudrait que les nationalisations soient faites au bénéfice de la nation et non au seul bénéfice des salariés de l'entreprise, nous ne pouvons que protester.

Que la structure industrielle et commerciale de ces deux entreprises leur impose, comme aux P.T.T., d'avoir un budget annexe distinct du budget général, c'est concevable. En dehors de cela, l'étatisation du personnel, et son assimilation à celui de la fonction publique dans ses devoirs et dans ses droits, nous parait indispensable, surtout en matière de recrutement. Si le recrutement de la fonction publique se fait par concours, publiés, annoncés et ouverts à tous les Français, celui des entreprises nationalisées semble relever de la plus haute fantaisie et réservé surtout aux parents et aux petits copains.

Les heureux bénéficiaires du statut des nationalisations ne goûteront certainement pas une manière de voir qui est celle de bien des fonctionnaires, c'est humain et cela se conçoit. Et tout cas, qu'ils fassent bien attention : dans la vie, il n'y a que le changement qui est éternel. Nombreux sont ceux qui, confiants dans leur tranquille sécurité, se croient définitivement arrivés au port. Ils pourraient bien réaffronter un jour les grands souffles du large. Dans notre époque troublée, rien ne prouve qu'une future assemblée nationale, dominée par une démagogie contraire à celle de 1946, ne remettra pas en cause le principe des nationalisations tel qu'il est conçu actuellement. Ceux qui l'ont inspiré, et qui en revendiquent la paternité, auraient alors une lourde responsabilité.

A. PONSOT.

Aussi longtemps que la nation eut un faible souvenir de sa gloire et de sa liberté, un Romain fut jusqu'à la mort à l'abri d'une torture ignominieuse.

GIBBON.

A travers LES LIVRES

TITO ET LA REVOLUTION YOUGOSLAVE (1937-1956)

par Branko LAZITCH

Tito est-il le héros de l'indépendance ntaionale et le libérateur de la Yougoslavie ?

Tito incarne-t-il ce qu'on peut appeler le communisme libéral ?

Quelles sont les véritables causes du conflit Tito-Staline ou du Parti Communiste Yougoslave avec le Kominform ?

Le culte de la personnalité sévit-il en Yougoslavie tout comme en U.R.S.S. ?

Existe-t-il une démocratie intérieure au sein du Parti Communiste Yougoslave ?

Où va le titisme ?

Tels sont les principaux points développés dans le livre de Branko Lazitch enseignant actuellement l'histoire du mouvement communiste au Collège d'Europe à Bruges.

Branko Lazitch a participé au mouvement de résistance nationale du colonel Mihailovitch qui combattit aux côtés des communistes dans la première phase de la guerre. Recherché par la Gestapo en 1942 et 1943, il prit le maquis, puis se réfugia en Suisse à l'arrivée des troupes soviétiques.

Ce livre, étayé par une copieuse documentation, a le mérite de nous « déculotter » de façon magistrale un Tito que nous avons cru débonnaire avec sa face ronde joviale, un Tito qui n'a rien à envier à Staline dans le choix des alliances et le double jeu, un Tito infatué de sa personne, un Tito qui, tout autant que le sanguinaire maître du Kremlin et peut-être davantage, a érigé en dogme le « culte de la personnalité ».

Branko Lazitch nous montre d'abord que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'indépendance nationale n'ont été pour Tito que des paravents trompeurs derrière lesquels il manœuvrait cyniquement pour prendre le pouvoir.

Alors qu'en 1923 la gauche du P.C.Y. abandonnant les théories d'un seul peuple yougoslave créé par Versailles et proclamait que la Yougoslavie était multinationale, conformément aux théories du bolchevisme confirmées par le Ve Congrès du Komintern en 1924. Alors qu'à cette époque le P.C.Y. proclamait également que ce principe devait trouver son expression dans la séparation de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine du cadre de la Yougoslavie, en 1938 le même P.C.Y., dirigé par Tito, se posait en défenseur de l'Etat yougoslave.

La lutte pour l'indépendance nationale ne fut pendant presque toute la durée de la guerre qu'une lutte à mort menée par les partisans, mouvement de résistance animé par Tito et composé en majorité de communistes, contre les tchetniks, autre mouvement de résistance beaucoup plus important en nombre, dirigé par Mihailovitch, colonel de carrière et qui groupait passablement d'officiers de l'ancienne armée et des éléments non communistes.

Contrairement à ce qui se passa dans d'autres pays et notamment en France où les divers mouvements de résistance collaborèrent dans une certaine mesure, Tito dirigea davantage ses coups contre les tchetniks que costre les nazis.

Pis encore : pour combattre les tchetniks, fin 1943, il fit des avances à Pavelitch, Croate oustachi — on sait que les oustachis constituaient l'organisation nazie de la Croatie.

Soubymann Filipovitch, colonel de l'armée Pavelitch, déclaré criminel de guerre à cause des massacres de Serbes, passa avec toutes ses troupes dans les rangs des partisans et devint ministre dans le premier gouvernement Tito — de même Franji Pirc, lieutenant-colonel devint commandant de l'aviation titiste.

Mario Mésitch, commandant des troupes croates qui luttèrent à Stalingrad contre l'armée rouge où il fut fait prisonnier, pris en main de l'année sui-

vante le commandement des unités yougoslaves dans le cadre de l'armée rouge.

5.000 Oustachis avec une batterie d'artillerie firent cause commune avec les partisans.

Ainsi Tito, pour lutter contre les patriotes yougoslaves, fit alliance avec les nazis croates coupables de centaines de mille d'assassinats et de tortures diverses.

En septembre 1943 les partisans attaquèrent dans le dos les tchetniks qui luttaient contre les Allemands et les oustachis.

Mais la Serbie resta le bastion de Mihailovitch et la conquête de la Serbie par Tito ne fut possible qu'avec l'invasion de l'armée rouge.

Ajoutons qu'au début de la guerre Tito, tout comme Staline et le P.C. russe, avait **pratiqué le défaitisme**, rendant responsables du déclenchement des hostilités les impérialismes franco-anglais.

Pour Branko, il n'y a pas et il n'y a jamais eu de communisme libéral pas plus que des chemins différents pour arriver au communisme en Yougoslavie.

Les épurations, purges et liquidations successives y ont frappé les meilleurs militants. Ainsi l'exclusion du Comité Régional de Dalmatie de Petko Militich, communiste torturé en prison par la police gouvernementale yougoslave, **l'exécution de 19 chefs communistes dont 4 anciens secrétaires du P.C.Y. condamnés à mort par le Comité Central présidé par Tito** — et tout dernièrement la condamnation **à sept années de prison de Djilas**, compagnon d'armes de Tito, considéré longtemps comme dauphin, qui cependant en 1942, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre avait écrit cette apologie grandiloquente de Staline :

« Y a-t-il un honneur et une joie plus grands que de sentir que ton camarade le plus proche et le plus aimé est Staline ?

Le soleil serait devenu obscur sans Staline... Staline a réalisé le poème glorieux de la liberté et de la fraternité parmi les hommes et les peuples — la Constitution stalinienne.

Staline est le seul homme d'Etat qui eut la conscience tranquille et le cœur altruiste... Staline est l'homme le plus parfait... Il sait tout et il voit tout, tout ce qui est humain lui est proche...

On est fier de vivre à l'époque de Staline et de lutter sous la direction de Staline — cela veut dire faire partie de quelque chose qui ne mourra jamais... »

Tout ceci n'empêche pas Tito, qui avait signé l'exécution de ses camarades devenus traîtres, d'être lui-même proclamé traître dix ans plus tard par Staline.

Pour Branko Lazitch il n'y a pas de **démocratie intérieure dans le P.C.Y.** et **le « centralisme démocratique » y joue comme en U.R.S.S.**

Le Komintern désigne sans congrès ni conférence un secrétaire général qui, à son tour, nomme un Comité central. Ce Comité central désigne des Comités nationaux ou régionaux et ainsi de suite.

Cette construction une fois faite, de haut en bas, un congrès est convoqué qui ratifie à l'unanimité les décisions déjà prises.

Quelles sont les causes du conflit Tito-Staline ?

Pour Branko Lazitch, il s'agit surtout d'une rivalité entre deux ambitieux, chacun essayant de supplanter l'autre.

Tito a voulu être un Staline balkanique alors que le P.C.Y. était considéré comme quantité négligeable et que, par contre, le P.C. bulgare (Dimitrov et Kolarov) avait toutes les faveurs du Kremlin.

Le plus grand crime de Tito vis-à-vis de Staline fut de rompre la hiérarchie du système communiste : Parti bolchevik russe sur le plan des partis, U.R.S.S. sur le plan des Etats.

Tito établissait ainsi la hiérarchie : Parti bolchevik russe, d'abord, P.C.Y. ensuite et tous les autres partis communistes après.

Tito et Staline entrèrent au Comité central par cooptation ; tous deux avancèrent dans la hiérarchie non par leur travail dans les masses mais dans l'appareil clandestin du Parti.

De l'ancien Politbureau de Lénine, Staline reste seul en vie ; du Comité central du P.C.Y., un seul membre : Tito, ne fut pas éliminé.

Tout comme Staline, Tito cumula toutes les fonctions : Secrétaire général du Parti, Président du gouvernement et Commandant suprême de l'armée avec le grade de maréchal.

Staline a poussé à l'extrême le culte de sa personne.

Tito a imité cet exemple et les inscriptions en lettres gigantesques : Vive Tito ! ne manquent pas en Yougoslavie.

Staline a proclamé la **théorie de l'édification du socialisme** en un seul pays. **Tito a voulu l'appliquer aussi.**

Staline ne voulut jamais admettre les prétentions de Tito, justifiées dans une certaine mesure, étant donné que le P.C.Y. était le seul à avoir pris le pouvoir, après l'U.R.S.S., par l'insurrection armée. Il n'y avait place dans le monde bolchevik que pour un seul Dieu : Staline.

Comme le dit Branko Lazitch : « **Ce n'est donc pas une interprétation différente du marxisme qui força Tito à résister à Moscou mais bien la décision de Staline de l'éliminer du pouvoir** ».

La mort de Staline, pas plus qu'en U.R.S.S., n'a changé la face des choses en Yougoslavie.

Tito n'a pas réhabilité les chefs communistes exécutés.

Tito ne veut pas de la direction collective et continue à cumuler toutes les fonctions.

Tito veille sur le monolithisme du Parti.

Tito maintient sa bureaucratie.

Ce qui pouvait justifier une différence entre le prétendu communisme libéral du P.C.Y. perd de sa valeur étant donné qu'en U.R.S.S. depuis la mort de Staline et jusqu'à nouvel ordre les éliminations ont remplacé les purges sanglantes.

Mais les deux régimes restent totalitaires. Tito a approuvé la répression sanglante contre les insurgés de Budapest. Les moindres déviations sont sanctionnées sévèrement comme c'est le cas de Blagogi Neskovitch, membre du Comité central, et plus récemment de Djilas.

La tragédie de Djilas est d'avoir pris au sérieux le slogan de la propagande titiste **sur le chemin spécifiquement yougoslave dans l'édification du socialisme** et d'avoir cru le trouver dans l'abandon de l'actuelle structure politique yougoslave en préconisant la création d'un **parti socialiste démocrate dans lequel marxistes et non marxistes pourraient trouver place.** Les sept années de prison à Djilas nous prouvent suffisamment que le totalitarisme continue comme avant.

Branko passe en revue bien d'autres problèmes.

Son livre vient à point pour dessiller bien des yeux et mettre fin à une controverse qui a pu opposer ceux qui donnaient à Tito un préjugé de faveur à ceux qui disaient : Il n'y a pas de communisme libéral en Yougoslavie. Il confirme ce que nous avons déjà écrit dans de précédents articles.

Le mythe Tito s'effondre.

Ses oscillations à droite n'ont jamais eu d'autres buts que de se procurer des dollars auprès des Américains pour renflouer son économie désastreuse et empêcher certaines années le peuple yougoslave de mourir de faim ou de montrer qu'il était l'égal de Staline.

Tito, en bon stalinien, est un équilibriste de première force, un habile meneur du double jeu, un cynique qui s'est assis avec désinvolture sur les liens de profonde camaraderie qui l'unissaient à Djilas. Il a peut-être tout ce qu'il faut pour faire un bon maréchal, mais rien qui lui permette de ramener le régime actuel sur des bases démocratiques.

Tito continuera peut-être de longues années encore à faire parler de lui, à épater les diplomates occidentaux dans sa résidence de l'île Brioni, à entretenir une armée qui engloutit les trois quarts de son budget, à entretenir la docilité de ses bureaucrates au fameux camp des Diplomates, près de Belgrade. Mais parallèlement pendant de longues années encore le peuple yougoslave continuera à se nourrir presque exclusivement de pain noir et de yaourt et à regarder avec des yeux de convoitise les automobiles des touristes venus de « l'enfer capitaliste ».

Pierre VAQUEZ.

« Tito et la Révolution Yougoslave 1937-1956 ». Ed. Fasquelle.

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 2 DECEMBRE. — Violentes réactions anti-hollandaises **en Indonésie**, à la suite du refus de l'O.N.U. d'examiner la question de la Nouvelle-Guinée orientale.

Le parti travailliste revient au pouvoir en **Nouvelle-Zélande.**

MARDI 3 DECEMBRE. — Le gouvernement décide **des majorations de prix**, particulièrement pour l'électricité, le gaz, la S.N.C.F.

Grève de deux millions d'ouvriers agricoles en **Italie.**

MERCREDI 4 DECEMBRE. — Un antimendésiste est élu secrétaire général du **Parti radical.**

Grève des ouvriers de la dentelle de **Calais.**

Occupation de locaux hollandais à Djakarta en **Indonésie.**

JEUDI 5 DECEMBRE. — Les poujadistes obtiennent 14 sièges sur 48 dans la **Chambre de Commerce de Paris.**

Congrès de l'**A.F.L.-C.I.O.** aux Etats-Unis.

VENDREDI 6 DECEMBRE. — Echec du lancement d'un satellite artificiel **américain.**

SAMEDI 7 DECEMBRE. — La **Yougoslavie** renonce à l'aide militaire américaine.

Fermeture des usines Berliet à **Lyon.**

DIMANCHE 8 DECEMBRE. — Formation de l'**Union de la Gauche socialiste.**

LUNDI 9 DECEMBRE. — Accord **anglo-américain** sur la construction de bases de lancement de fusées.

MARDI 10 DECEMBRE. — L'assemblée générale de l'**O.N.U.** vote à l'unanimité une motion sur l'Algérie qui prend acte de l'offre de bons offices du Maroc et de la Tunisie.

MERCREDI 11 décembre. — Par des messages personnels aux chefs des gouvernements occidentaux, le **maréchal Boulganine** propose un règlement général des problèmes mondiaux.

Le travail est repris aux **usines Berliet.**

VENDREDI 13 DECEMBRE. — Publication du **rapport sur l'Algérie** de la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuels.

DIMANCHE 15 DECEMBRE. — Le Conseil national du **Parti socialiste**, réuni à Puteaux, vote la confiance aux ministres socialistes par 2.792 voix contre 808, mais pose des conditions sociales.

Le général Jimenez est réélu président du **Vénézuéla.**

LUNDI 16 DECEMBRE. — Réunion à Paris du Conseil de l'**O.T.A.N.**, en présence du Président Eisenhower.

Les poujadistes enlèvent 14 sièges sur 30 à la **Chambre de Commerce de Versailles.**

Comité confédéral de la **C.F.T.C.**

MARDI 17 DECEMBRE. — Envoi d'un engin **intercontinental américain.**

JEUDI 19 DECEMBRE. — Le Conseil de l'**O.T.A.N.** se déclare partisan de l'installation en Europe de rampes de lancement de fusées intermédiaires. Il propose à l'U.R.S.S. une nouvelle discussion sur le désarmement.

VENDREDI 20 DECEMBRE. — Manifestations des **fonctionnaires parisiens** devant l'Hôtel de Ville.

SAMEDI 21 DECEMBRE. — Réunion à **Moscou** du Soviet suprême.

MARDI 24 DECEMBRE. — Grève des machinistes des **théâtres nationaux** pendant les fêtes. Grève de 48 heures à la **Radio-Télévision.**

MERCREDI 25 DECEMBRE. — **L'organe du F.L.N.** publie une attaque assez vive contre les démocrates français.

JEUDI 26 DECEMBRE. — Au Caire, réunion de solidarité **afro-asiatique**, où le délégué de l'**U.R.S.S.** offre une aide inconditionnelle aux peuples africains et asiatiques.

VENDREDI 27 DECEMBRE. — Elections au **Congo belge.** Les députés noirs sont en majorité partisans de l'indépendance immédiate.

SAMEDI 28 DECEMBRE. — **Augmentation des tarifs de la R.A.T.P.** à partir du 6 janvier 1958.

des liens avec la Grande-Bretagne.

MARDI 31 DECEMBRE. — Démission du gouvernement **israélien.**

Le Parlement de l'île de **Malte** vote la rupture

D'où vient l'argent ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1957
Rectificatif à la liste de souscription parue dans le nº 422 (nouvelle série, nº 121) de novembre 1957

Devant Albenque, ajouter : Agnès (Paris) 600 fr. Entre Catteau et Conte, ajouter : Chiland (Paris) 500 francs.

MOIS DE DECEMBRE 1957

RECETTES :

Abonnements ordinaires	55.280	
Abonnements de soutien	12.000	
		67.280
Souscription		12.278
Vente « R.P. »		20.163
Vente « Refus de parvenir »		650
Vente « Hongrie ouvrière »		50
Divers		600
		101.021
En caisse à fin novembre		274.829
		375.850

DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » de décembre)		88.640
Frais d'expédition		6.236
Frais généraux		3.200
Divers		1.175
		99.251
En caisse à fin décembre :		
Espèces	12.758	
Chèques postaux	263.841	
		276.599
		375.850

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées) 2.000 ; Raymond Croze (Paris) 2.000 ; Constant Di Luccio (Algérie) 2.000 ; Jean Jagaille (Seine) 2.000 ; Dominique Nanni (Var) 2.000 ; Roger Salmet (Paris) 2.000. — Total : 12.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Jean Aulas (Alpes-Maritimes) 200 ; Jean De Groote (Seine) 300 ; Albert De Jong (Pays-Bas) 300 ; John Dillon (Etats-Unis) 1.428 ; Louis Dumas (Var) 1.000 ; Jean Duperray (Loire) 200 ; Robert Grimm (Moselle) 500 ; Yvonne et Roger Hagnauer (Seine-et-Oise) 1.000 ; Yves Hébert (Gironde) 300 ; Jean Hémy (Côte-d'Or) 600 ; François Jouhet (Vaucluse) 500 ; Jean Judalet (Loire-Atlantique) 500 ; Louis Mercier (Paris) 2.000 ; Henri Monteillet (Puy-de-Dôme) 500 ; Roessel (Paris) 1.000 ; C. Saint-Jacques (Paris) 500 ; Dominique Spinetta (Seine-et-Marne) 1.000 ; Derso Stettner (Paris) 450. — Total : 12.278 francs.

AVIS IMPORTANT AUX ABONNES

Nous demandons instamment à tous les camarades, lorsqu'ils nous adressent le montant de leur abonnement ou réabonnement, de ne jamais oublier d'indiquer sur leur talon de mandat ou de chèque postal le nom et l'adresse auxquels est (ou devra être) adressée habituellement la revue.

Les camarades qui changent, momentanément ou définitivement de résidence ne doivent pas se contenter d'indiquer leur nouveau domicile ; il est absolument indispensable qu'ils mentionnent leur ancienne adresse.

Il nous arrive aussi de recevoir des mandats ou chèques destinés soit aux « Etudes matérialistes », soit au Cercle Zimmerwald, soit à l'Union des syndicalistes, soit à d'autres bénéficiaires. Nous prions nos amis d'envoyer directement à ces organismes les fonds qui leur sont destinés, aux adresses suivantes :

1) « Etudes matérialistes » : Robert Louzon, avenue Fragonard, à Cannes (Alpes-Maritimes). C.C.P. 325-86 Marseille.

2) Cercle Zimmerwald, 78, rue de l'Université, à Paris (7e). C.C.P. 8490-16 Paris.

3) Union des syndicalistes : Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, à Paris (20e). C.C.P. 7473-08 Paris.

LIVRES NEUFS D'OCCASION

ESSAIS — ART — ETHNOGRAPHIE :

Elie FAURE :

Histoire de l'art : **L'art antique.** In-8, 192 pages, 68 hors-texte en hélio. Plon 1939 (valeur 750 fr.) : **400 fr.**

L'art oriental, égyptien, chaldéen, assyrien, persan, grec, italien, étrusque depuis les origines jusqu'au christianisme.

Découvertes de l'archipel et **D'autres terres en vue.** Deux vol. in-12, 320 et 256 pages. Editions de la N.R.C. 1932 : **400 fr.**

Inventaire des caractères psychologiques, ethniques, esthétiques, moraux et sociaux des peuples occidentaux et orientaux, au moment précis où une évolution accélérée par la science et la technique va sans aucun doute les modifier et tendre, dans une certaine mesure, à les uniformiser.

Victor ELLENBERGER :

La fin tragique des Bushmen. Les derniers hommes vivants de l'âge de la pierre. Préface de l'abbé Breuil. 16 x 26, 266 pages. Illustrations et jaquette en couleurs. Amiot-Dumont 1953 (prix d'édition : 850 fr.) : **400 fr.**

Historique de la race bushmane, une des plus anciennes ; son expansion dans toute l'Afrique australe ; les causes de sa régression, puis de sa disparition. La vie sociale, artistique et morale des Bushman.

SOUVENIRS :

BAKOUNINE :

Confession (1857). Traduit du russe. Introduction de Fritz Brupbacher et notes de Max Nettlau. In-12, 336 pages, sur vélin blanc. Rieder 1932 : **300 fr.**

Félicien CHALLAYE :

Péguy socialiste. 14 x 19, 336 pages, sous couverture illustrée. Amiot-Dumont 1954 (prix d'édition : 820 fr.) : **300 fr.**

Non pas le Péguy nationaliste étroit et belliciste revanchard, mais le Péguy de 20 ans, internationaliste et pacifiste, par un de ses anciens condisciples de l'Ecole normale.

Francis JOURDAIN :

Sans remords ni rancune (Prix Sainte-Beuve 1954), 14 x 19, 320 pages. Correa 1953 (prix d'édition : 690 fr.) : **300 fr.**

Portraits et souvenirs. Les anarchistes : Libertad, Janvion, Malato, Georges Darien, Miguel Almereyda, Louise Michel, Sébastien Faure, etc. Les artistes : Monnet, Cézanne, Bourdelle, Van Dongen, Rouault, Vlaminck, Rodin, etc. Les écrivains : Huysmans, Jules Renard, Gide, Léautaud, Elie Faure, Marguerite Audoux, Charles-Louis Philippe, etc.

ROMANS :

Claude TILLIER :

Mon oncle Benjamin. Edition intégrale. 12 x 19, 285 pages. Relié pleine toile. Editions du Tremplin : **230 fr.**

Ce petit chef-d'œuvre sur les mœurs provinciales, à l'esprit frondeur et gaulois, est l'œuvre d'un instituteur (1843). Claude Bernard estimait ce roman comme digne de Balzac.

Julien BLANC :

Joyeux fais ton fourbi (Prix Sainte-Beuve 1947). 14,5 x 20, 300 pages. Editions du Pré-aux-Clercs, 1946 : **200 fr.**

Jean MALAQUAIS :

Les Javanais (Prix Renaudot 1939). In-12, 320 pages. Nouvelle édition revue et augmentée. Lettre-préface d'André Gide. Editions Correa 1954 (prix d'édition : 570 fr.) : **200 fr.** ou les 10 volumes : **2.500 fr.** (franco de port).

Franco de port à partir de 1.500 fr. Pour les autres commandes, ajouter 10 % pour frais d'envoi.

En préparation : catalogue « Bibliothèque sociale » (150 titres). Envoi gratuit sur simple demande.

Adresser les commandes à : **FERDINAND TEULÉ, Bouquiniste**

1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris (XVe) **C.C.P. 6003-86 Paris**

Paraîtra courant Janvier aux EDITIONS OUVRIÈRES :

Pierre MONATTE

LES TROIS SCISSIONS SYNDICALES

TABLE DES MATIÈRES

En vente à la "RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE" : 690 frs.